



## Message 2020-DFIN-20

9 juin 2020

### du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet de loi portant adhésion au concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse et à la convention romande sur les jeux d'argent

<b>1. Bref historique et contexte général</b>	<b>1</b>
1.1. Introduction	1
1.2. Concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse	3
1.3. Convention romande sur les jeux d'argent	3
<hr/>	
<b>2. Procédure interparlementaire</b>	<b>4</b>
<hr/>	
<b>3. Enjeux</b>	<b>4</b>
3.1. Exploitation de jeux d'argent de grande envergure sur le territoire cantonal	4
3.2. Maintien des modalités actuelles de la répartition intercantonale des bénéfices de la Loterie Romande	4
3.3. Principes applicables à la répartition de la part cantonale des bénéfices de la Loterie Romande	5
3.4. Prévention	6
3.5. Eviter un «vide juridique»	6
<hr/>	
<b>4. Conséquences</b>	<b>6</b>

#### Annexes

### 1. Bref historique et contexte général

#### 1.1. Introduction

Le 11 mars 2012, le peuple et les cantons ont accepté le contre-projet direct à l'initiative populaire «Pour des jeux d'argent au service du bien commun» (art. 106 de la Constitution fédérale). La teneur de cette disposition est la suivante:

<sup>1</sup> La Confédération légifère sur les jeux d'argent en tenant compte des intérêts des cantons.

<sup>2</sup> Une concession de la Confédération est nécessaire pour ouvrir et exploiter une maison de jeu. Lorsqu'elle octroie une concession, la Confédération prend en considération les réalités régionales. Elle prélève sur les recettes dégagées par l'exploitation des jeux un impôt qui ne doit pas dépasser 80% du produit brut des jeux. Cet impôt est affecté à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité.

<sup>3</sup> L'autorisation et la surveillance des jeux d'argent suivants sont du ressort des cantons:

- les jeux auxquels peuvent participer un nombre illimité de personnes en plusieurs endroits et dont le résultat est déterminé par un tirage au sort commun ou par un procédé analogue, à l'exception des systèmes de jackpot des maisons de jeu;
- les paris sportifs;
- les jeux d'adresse.

<sup>4</sup> Les al. 2 et 3 s'appliquent aussi aux jeux d'argent exploités par le biais d'un réseau de communication électronique.

<sup>5</sup> La Confédération et les cantons tiennent compte des dangers inhérents aux jeux d'argent. Ils prennent les dispositions législatives et les mesures de surveillance propres à assurer une protection adaptée aux spécificités des jeux ainsi qu'au lieu et au mode d'exploitation de l'offre.

<sup>6</sup> Les cantons veillent à ce que les bénéfices nets des jeux visés à l'al. 3, let. a et b, soient intégralement affectés à des buts d'utilité publique, notamment dans les domaines culturel, social et sportif.

<sup>7</sup> *La Confédération et les cantons coordonnent leurs efforts dans l'accomplissement de leurs tâches. La loi institue à cet effet un organe commun composé à parts égales de membres des autorités d'exécution de la Confédération et de membres des autorités d'exécution des cantons.*

La loi fédérale du 29 septembre 2017 sur les jeux d'argent (LJAR), adoptée en application de l'article 106 Cst. féd., a été acceptée en votation populaire le 10 juin 2018 et est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

La LJAr regroupe les deux lois fédérales antérieurement en vigueur dans le domaine des jeux d'argent (la loi du 8 juin 1923 sur les loteries et paris professionnels et la loi du 18 décembre 1998 sur les maisons de jeu) et crée ainsi une nouvelle réglementation fédérale étendue pour tous les jeux d'argent exploités en Suisse.

La LJAr définit les différentes catégories de jeux d'argent (loteries, paris sportifs, jeux de casino et jeux d'adresse) (art. 3 LJAr) et délimite les compétences. Les jeux de casino demeurent soumis à concession, octroyée par le Conseil fédéral (art. 11 LJAr). Les loteries, les paris sportifs et les jeux d'adresse peuvent être «de petite envergure» ou «de grande envergure». Les jeux de petite envergure (petites loteries, paris sportifs locaux et petits tournois de poker notamment) sont soumis à l'obtention d'une autorisation délivrée par l'autorité cantonale de surveillance et d'exécution (art. 32 LJAr). Les cantons sont libres d'autoriser ou non des jeux de grande envergure (loteries, paris sportifs et jeux d'adresse exploités de manière automatisée, au niveau intercantonal

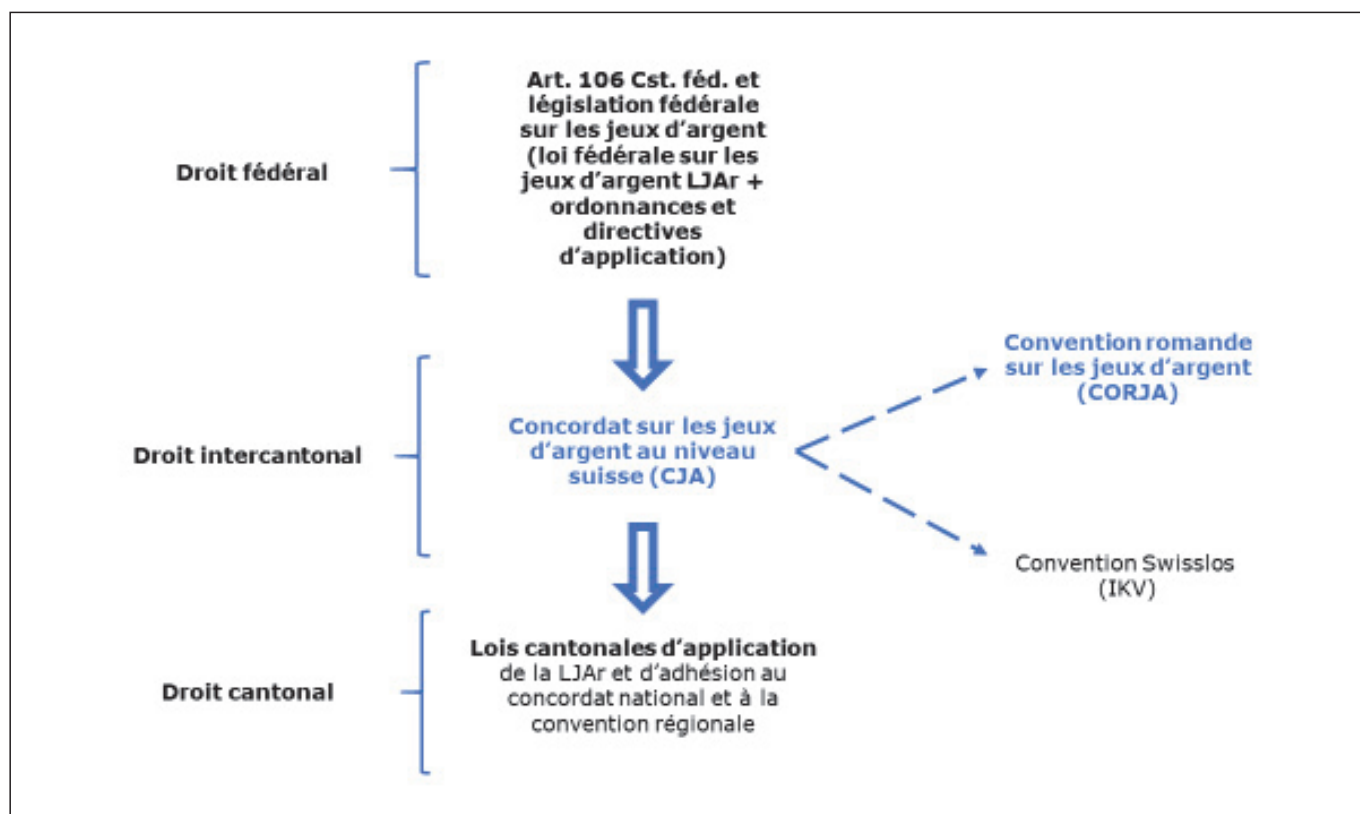
ou en ligne) sur leur territoire, mais s'ils les autorisent, ils sont tenus d'adhérer à un concordat instituant une autorité intercantonale, indépendante, de surveillance et d'exécution, compétente pour délivrer les autorisations d'exploitant et les autorisations de jeu (art. 21 et 24 ainsi que 105 ss LJAr).

La LJAr contient en outre des dispositions sur la protection des joueurs contre le jeu excessif (chap. 6 LJAr) et sur l'affectation des bénéfices nets des jeux de grande envergure. Ces bénéfices doivent être intégralement affectés à des buts d'utilité publique, notamment dans les domaines culturel, social et sportif (art. 125 LJAr).

La révision de l'article 106 Cst. féd. et la révision complète de la législation sur les jeux d'argent imposent une révision des dispositions cantonales et intercantionales en matière de jeux d'argent. Les cantons ont décidé de se doter d'un concordat au niveau suisse et de conventions régionales (soit la convention romande sur les jeux d'argent, CORJA, et la *Interkantonale Vereinbarung betreffend die gemeinsame Durchführung von Geldspielen* – convention Swisslos, pour les cantons alémaniques et le Tessin).

Le présent message a pour objet l'adhésion aux nouvelles dispositions intercantionales élaborées tant au niveau national (concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse) que romand (convention romande sur les jeux d'argent). Le projet de loi cantonale sur les jeux d'argent fait l'objet d'un message séparé.

Le schéma ci-après présente l'articulation des instruments législatifs régissant le domaine des jeux d'argent.



## 1.2. Concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse

Le concordat du 20 mai 2019 sur les jeux d'argent au niveau suisse (CJA) doit remplacer la convention intercantonale du 7 janvier 2005 sur la surveillance, l'autorisation et la répartition du bénéfice des loteries et paris exploités sur le plan intercantonal ou sur l'ensemble de la Suisse (CILP).

Le CJA maintient, dans ses grandes lignes, le système actuel qui a fait ses preuves. Il définit les organes nécessaires à la régulation et à l'autorisation des jeux d'argent de grande envergure. Il institue en particulier:

- > l'Autorité intercantonale de surveillance des jeux d'argent (GESPA) (art. 19 ss CJA)  
La LJAr exige des cantons qui souhaitent autoriser des jeux de grande envergure sur leur territoire l'institution par concordat d'une telle autorité intercantonale de surveillance et d'exécution (art. 105 LJAr); le CJA institue à cet effet la GESPA, soit l'autorité chargée de la surveillance du respect des dispositions légales qui concernent les jeux de loterie et les paris sportifs, ainsi que du contrôle de l'application des mesures sociales contre la dépendance, de la lutte contre le jeu illégal et contre le blanchiment d'argent; la GESPA a également pour tâche de délivrer les autorisations d'exploitant et de jeux, qui concernent notamment les machines à sous dites d'adresse autorisées en dehors des maisons de jeu (art. 24 al. 3 CJA);
- > le Tribunal des jeux d'argent (art. 11 ss CJA)  
En sa qualité d'autorité judiciaire intercantonale de dernière instance, ce tribunal connaît des recours contre les décisions rendues par les autres organisations instituées par le CJA; le Tribunal des jeux d'argent est composé de cinq juges, dont deux doivent être issus de Suisse romande.

Par ailleurs, le CJA fixe le nombre d'exploitants de loteries et de paris sportifs de grande envergure autorisés dans les différentes parties de la Suisse (art. 49 CJA). L'alinéa 3 de cette disposition prescrit qu'une seule autorisation peut être accordée pour le territoire des cantons romands et que la désignation de l'exploitant autorisé doit être prévue dans une convention intercantonale de portée législative.

La totalité des dispositions du CJA est commentée dans le rapport explicatif du 20 mai 2019 joint au présent message (annexe 1).

Le projet de concordat a été élaboré par un groupe de travail comprenant notamment deux représentants des cantons romands. Il a fait l'objet de deux procédures de consultation successives, avant d'être adopté, le 20 mai 2019, par l'assemblée plénière de la Conférence spécialisée des membres des gouvernements concernés par la loi sur les loteries et le marché des loteries.

## 1.3. Convention romande sur les jeux d'argent

La convention romande du 29 novembre 2019 sur les jeux d'argent (CORJA) «abroge et remplace les conventions relatives à la Loterie Romande (numérotées 1 à 9) et leurs avenants» (art. 29 CORJA), rendues partiellement caduques par la LJAr.

En application de l'article 49 al. 2 CJA précité, la CORJA désigne la Société de la loterie de la Suisse romande (Loterie Romande) en tant qu'exploitante des jeux de loterie et des paris sportifs sur le territoire des six cantons romands (art. 4 ss CORJA). Elle établit en outre une procédure et pose des critères relatifs à la distribution des bénéfices aux projets d'utilité publique (social, culture, éducation, environnement, sport, etc.) (art. 16 ss CORJA).

En ce qui concerne les jeux de petite envergure (en particulier les petites loteries et les tournois de poker organisés hors des casinos), la CORJA a pour objectif la coordination et l'harmonisation des pratiques. Cette coordination et cette harmonisation devront toutefois préserver l'autonomie locale pour tenir compte des réalités et des coutumes cantonales: l'objectif de coordination et d'harmonisation doit simplement assurer que le respect de la diversité locale ne se fasse pas au détriment de l'intérêt général et du droit supérieur (art. 3 CORJA).

La CORJA institue une commission de contrôle interparlementaire chargée du contrôle des organes intercantonaux institués par la CORJA, soit la Conférence romande des membres de gouvernement concernés par les jeux d'argent (CRJA), la Conférence des présidentes et présidents des organes de répartition (CPOR) et la Conférence des présidentes et présidents des organes de répartition du sport (CPORS) (art. 25 CORJA). Les personnes représentant les cantons au sein de la commission de contrôle interparlementaire sont élues par le Grand Conseil de chacun des cantons parties conformément aux dispositions applicables, dans chacun des cantons concernés, à la désignation des membres des commissions parlementaires (art. 25 al. 2 CORJA).

La totalité des dispositions de la CORJA est commentée dans l'exposé des motifs joint au présent message (annexe 2).

Le projet de CORJA a été élaboré par un groupe de travail mandaté par la Conférence romande de la loterie et des jeux (CRLJ). Le groupe de travail était piloté par M. le Conseiller d'Etat Jean-Nathanaël Karakash (NE) et composé de représentants des cantons de Vaud, Genève et Fribourg. Le projet de CORJA a fait l'objet de deux procédures de consultation et des échanges ont eu lieu avec la Conférence latine des affaires sanitaires et sociales (CLASS) pour assurer la coordination sur les questions de prévention.

## 2. Procédure interparlementaire

En application des dispositions de la convention du 5 mars 2010 relative à la participation des Parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (CoParl; RSF 121.4), une commission interparlementaire a été instituée en vue de l'examen du CJA et de la CORJA. La commission s'est réunie à deux reprises durant les mois de septembre et d'octobre 2019. Le canton de Fribourg était représenté au sein de la commission par les députés Nicolas Pasquier, Gabrielle Bourguet, Daniel Bürdel, Olivier Flechtner, Bernadette Hänni-Fischer, Suzanne Schwander et Christa Mutter.

La commission interparlementaire a rendu son rapport final le 31 octobre 2019; elle a soulevé neuf points en lien avec le CJA et formulé dix-huit remarques en relation avec la CORJA. Le rapport a été remis aux organes intercantonaux auteurs du CJA et de la CORJA le 11 novembre 2019. A cette date, le CJA avait déjà été formellement adopté, si bien que le rapport n'a pas eu de suite concrète.

En ce qui concerne la CORJA, les remarques de la commission interparlementaire ont en revanche pu être très largement prises en compte par la CRLJ. La CORJA a en particulier été complétée par un nouveau chapitre instituant une commission chargée du contrôle de gestion interparlementaire (cf. art. 25 sv. CORJA).

La CORJA a été adoptée par la CRLJ le 29 novembre 2019. Les textes finaux de la CORJA et du rapport explicatif ont été transmis aux Chancellerie de tous les cantons romands le 18 décembre 2019.

Conformément à l'article 13 al. 2 CoParl, le rapport final du 31 octobre 2019 de la Commission interparlementaire romande chargée de l'examen du concordat intercantonal sur les jeux d'argent au niveau suisse et du projet de convention romande (CIP d'examen CJA CORJA) est joint au présent message (annexe 3).

## 3. Enjeux

### 3.1. Exploitation de jeux d'argent de grande envergure sur le territoire cantonal

De par les dispositions, en «cascade», adoptées au niveau fédéral et intercantonal, les cantons souhaitant que des jeux de loterie et de paris de grande envergure puissent être exploités sur leurs territoires n'ont pas de marge de manœuvre. Ils sont tenus d'adhérer aussi bien au CJA qu'à la CORJA:

- > l'article 105 LJAr exige en effet que les cantons qui souhaitent autoriser des jeux de grande envergure sur leur territoire instituent, par voie concordataire, une autorité

intercantonale de surveillance et d'exécution: le CJA institue la GESPA en application de la LJAr;

- > l'article 49 al. 3 CJA prescrit qu'une seule autorisation peut être accordée pour le territoire des cantons romands et que la désignation de l'exploitant autorisé doit être prévue dans une convention intercantonale de portée législative: la CORJA désigne la Loterie romande en application du CJA.

Si le canton de Fribourg devait renoncer à adhérer aux deux actes intercantonaux en cause, la Loterie Romande ne pourrait plus proposer de jeux de grande envergure dans le canton. Les acteurs des domaines culturel, social et sportif profitant actuellement des contributions de cette organisation se verraient privés d'une part importante de leurs ressources financières. Les articles 16 à 22 CORJA régissent la procédure et les critères d'attribution des bénéfices de la Loterie Romande. Pour un commentaire détaillé, cf. l'exposé des motifs joint en annexe du présent message (annexe 2).

### 3.2. Maintien des modalités actuelles de la répartition intercantonale des bénéfices de la Loterie Romande

En ce qui concerne la répartition des bénéfices de la Loterie Romande entre les différents cantons parties à la convention, les dispositions de la CORJA correspondent dans une large mesure à la pratique actuelle des cantons romands. En particulier, l'article 16 CORJA prescrit que la part annuelle des bénéfices de la Loterie Romande revenant à chaque canton signataire et à ses organes de répartition est répartie à raison de 50% au prorata de la population du canton et de 50% au prorata du produit brut des jeux réalisé sur le territoire de chaque canton. Par ailleurs, elle prévoit que chaque canton doit instituer au minimum deux organes de répartition indépendants, un pour le domaine du sport et l'autre pour les domaines de l'action sociale, de la culture, de l'éducation, de l'environnement, etc. (art. 8 CORJA).

Le maintien des critères de répartition des bénéfices de la Loterie Romande entre les cantons est le résultat d'après discussions menées lors de l'élaboration du projet de CORJA et de longs débats au sein de la Commission interparlementaire, dont toutes les demandes relatives à cette thématique (chap. 6 CORJA) ont été prises en compte. La clé de répartition retenue est particulièrement favorable aux intérêts du canton de Fribourg, dès lors qu'elle tient compte, comme jusqu'à maintenant et durablement, non seulement du produit brut des jeux, mais également de la population du canton.

### 3.3. Principes applicables à la répartition de la part cantonale des bénéfices de la Loterie Romande

a. Les principes adoptés correspondent largement à la situation actuelle. Une innovation importante concernant les contributions versées en faveur du sport national mérite toutefois d'être signalée ici.

Jusqu'à aujourd'hui, les cantons romands, par la Loterie Romande, et les cantons alémaniques et le Tessin, par Swisslos, allouent séparément des contributions en faveur du sport national en se fondant notamment sur les statuts et les conventions régionales; la Société du Sport-Toto (association dont les membres sont les cantons et des tiers) se charge de distribuer les fonds aux différentes fédérations sportives nationales.

A l'avenir, le soutien au sport national sera plus indépendant et sera versé avant la répartition des bénéfices entre les cantons. Le CJA (art. 32) institue une fondation de droit public, la Fondation suisse pour l'encouragement du sport, qui sera chargée de distribuer les fonds en question. La Conférence spécialisée des membres des gouvernements concernés par les jeux d'argent déterminera tous les quatre ans le montant prélevé sur les bénéfices nets qui devra être annuellement alloué à la fondation (art. 33 al. 1 CJA). Pour des compléments d'informations concernant cette fondation et la question de l'encouragement du sport national, cf. le Rapport explicatif du 20 mai 2019 sur le projet de concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse (CJA), chapitre 4, pp. 22 ss, annexé au présent message.

b. Les principes applicables à la répartition des bénéfices nets des jeux de grande envergure revenant aux cantons sont énoncés dans la LJA. En vertu des articles 125 ss de cette loi, les cantons affectent l'intégralité des bénéfices nets des loteries et des paris sportifs à des buts d'utilité publique, notamment dans les domaines culturel, social et sportif. L'affectation de bénéfices nets à l'exécution d'obligations légales de droit public est exclue. Les bénéfices nets des jeux d'adresse ne sont soumis à aucune obligation d'affectation.

A signaler ici que l'article 129 LJA précise pour sa part que les exploitants de petites loteries et de paris sportifs locaux qui ne poursuivent pas de buts économiques peuvent utiliser les bénéfices nets de ces jeux pour leurs besoins propres et que les bénéfices nets des tournois de poker réalisés en dehors des maisons de jeu ne sont soumis à aucune obligation d'affectation.

S'agissant des jeux de grandes envergures dont les bénéfices sont soumis à une obligation d'affectation (soit les loteries et les paris sportifs), l'article 127 LJA délègue aux cantons la compétence de légiférer sur la procédure et les organes chargés de la répartition des bénéfices, ainsi que sur les critères que ces organes sont tenus de respecter pour l'attribution des

contributions. Les cantons romands ont choisi de régler ces questions à un niveau intercantonal.

Conformément à l'article 8 al. 1 CORJA, chaque canton doit instituer au moins deux organes chargés de statuer sur les demandes de contributions, l'un pour le domaine du sport cantonal et l'autre pour les autres domaines de l'utilité publique, ainsi que pour le sport handicap. Les comptes des organes de répartitions doivent être tenus indépendamment des comptes d'Etat (art. 8 al. 4 CORJA). Une partie, n'excédant pas 30%, des bénéfices à distribuer peut être attribuée directement par le Conseil d'Etat ou par un service de l'Etat (art. 8 al. 1 2<sup>e</sup> phr. CORJA). A noter que selon la réglementation actuelle, la part à disposition du Conseil d'Etat est fixée dans l'ordonnance du 6 octobre 2003 relative à la constitution du Fonds des taxes sur les loteries (RSF 958.15), dont l'article 3 prescrit que le «Fonds est alimenté par le produit des taxes sur les loteries qui excèdent le montant annuel de 1,5 million de francs». La perception de taxes sur les loteries est incompatible avec la nouvelle législation fédérale. Le Conseil d'Etat devra ainsi adapter aux nouvelles dispositions cette ordonnance, ainsi que les autres bases réglementaires concernées<sup>1</sup>. A cet effet, un projet d'ordonnance concernant la répartition des bénéfices nets de la Société de la loterie de la Suisse romande a été mis en consultation auprès des organes intéressés. La procédure de consultation court jusqu'au 8 mai 2020.

Pour le surplus, la CORJA délègue à la Loterie Romande la compétence de fixer la part du bénéfice dévolue au domaine du sport cantonal et celle dévolue aux autres domaines (art. 8 al. 5 CORJA).

Les statuts de la Loterie Romande ont été adoptés par l'assemblée générale extraordinaire des sociétaires en date du 31 janvier 2020. Conformément à l'article 41 de ces statuts, le bénéfice net de la Loterie Romande est réparti selon les règles suivantes:

1. *Le bénéfice net de la Société, calculé conformément à l'art. 125 al. 2 LJA, est réparti selon les règles suivantes:*
  - a. *le bénéfice net est diminué de façon précipitaire des contributions allouées d'une part à la Fondation Suisse pour l'encouragement du sport (FSSES) selon l'article 34 CJA et d'autre part à la Fédération suisse des courses de chevaux selon l'article 6 let. i CORJA;*
  - b. *le bénéfice net résiduel est réparti entre les cantons romands en fonction de leur population (base dernier*

<sup>1</sup> Ordonnance du 20 juin 2010 concernant la répartition des bénéfices nets de la Société de la Loterie de la Suisse romande revenant au canton de Fribourg pour le domaine du sport [RSF 463.11], ordonnance du 5 décembre 2006 concernant la création d'un Fonds cantonal de l'action sociale [RSF 831.0.21], ordonnance du 17 mars 2009 concernant la création d'un Fonds cantonal de prévention et de lutte contre le jeu excessif [RSF 831.0.61], règlement du 27 novembre 1989 concernant la répartition des bénéfices nets de la Société de la loterie de la Suisse romande revenant au canton de Fribourg (pour les domaines de la culture et du social) [RSF 958.31]



recensement fédéral) et du produit brut des jeux réalisé sur leur territoire respectif selon l'article 16 CORJA.

2. Conformément à l'art. 8 al. 1 CORJA, chacun des cantons romands partage sa part du bénéfice net résiduel en deux ou trois masses:
  - a. si cette possibilité est utilisée, le Conseil d'Etat de chaque canton romand décide tout d'abord, tous les quatre ans, de la part du bénéfice net résiduel allouée à l'entité désignée pour répartir 30% au maximum de sa part du bénéfice net, Conseil d'Etat ou service de l'Etat;
  - b. le montant du bénéfice net résiduel restant à disposition est partagé en deux masses qui sont allouées dans les proportions suivantes:
    - 15% pour l'organe de répartition pour les contributions destinées au domaine du sport cantonal;
    - 85% pour l'organe de répartition pour les contributions destinées aux autres domaines de l'utilité publique ainsi qu'au sport handicap.

### 3.4. Prévention

La protection des joueurs contre le jeu excessif est régie par les articles 71 ss LJAr. En vertu de l'article 85 al. 1 LJAr, «les cantons sont tenus de prendre des mesures de prévention contre le jeu excessif et d'offrir des possibilités de conseil et de traitement aux personnes dépendantes au jeu ou exposées à un risque de dépendance ainsi qu'à leur entourage».

Conformément aux dispositions du CJA (art. 66), une redevance de 0,5% est prélevée sur le produit brut des jeux annuel des loteries et des paris sportifs pour financer la prévention et le jeu excessif. La CORJA délègue entièrement l'utilisation de cette redevance, d'un montant d'environ deux millions de francs par an, à la Conférence latine des affaires sanitaires et sociales (CLASS), qui en détermine et contrôle toutes les modalités d'utilisation (art. 6 al. 2 let. e 2° phr. CORJA).

A noter toutefois que les compétences dans les domaines de la prévention et de la protection des joueurs contre le jeu excessif ne sont pas uniquement celles liées à l'utilisation de la redevance de 0,5% précitée. La Conférence romande des membres de gouvernement concernés par les jeux d'argent (CRJA) a également des compétences en la matière. L'article 6 al. 2 let. e 1<sup>re</sup> phr. précise que l'une des attributions de la CRJA est de coordonner «les positions des cantons romands en matière de lutte et de prévention contre le jeu des mineurs et le jeu excessif», ce faisant, la CRJA doit tenir compte «en particulier des recommandations de la conférence spécialisée compétente en matière sanitaire», soit la CLASS.

Il est utile de rappeler ici que la CLASS a été associée à l'élaboration de la CORJA, afin d'assurer une bonne coordination dans le domaine de la prévention.

### 3.5. Eviter un «vide juridique»

La LJAr impartit aux cantons un délai de deux ans à compter de son entrée en vigueur pour procéder à l'adaptation de leurs législations. La LJAr étant entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019, le CJA et la CORJA doivent entrer en vigueur avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021, afin d'éviter une situation de «vide juridique» très préjudiciable. En effet, ces deux actes intercantonaux permettront, grâce au maintien de la Loterie Romande comme exploitante exclusive des jeux de loterie et des paris sportifs de grande envergure, la poursuite d'un modèle favorisant les projets d'utilité publique qui a fait ses preuves depuis plus de huitante ans.

## 4. Conséquences

L'adhésion au CJA et à la CORJA n'influe pas sur les relations Etat-commune et n'aura pas d'incidence en matière de personnel. Elle ne pose pas de difficulté d'ordre constitutionnel et est conforme au droit supérieur. Elle ne pose aucun problème sous l'angle de son eurocompatibilité.

Par ailleurs, les incidences financières de la nouvelle législation fédérale sur les jeux d'argent et des nouveaux actes intercantonaux sont présentés dans le message du Conseil d'Etat accompagnant le projet de loi cantonale sur les jeux d'argent (cf. message 2020-DSJ-21).

---

### Annexes

1. le rapport explicatif du 20 mai 2019 sur le projet de concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse (CJA)
2. l'exposé des motifs du 25 novembre 2019 sur le projet de convention romande sur les jeux d'argent (CORJA)
3. le rapport final du 31 octobre 2019 de la Commission Interparlementaire romande chargée de l'examen du concordat intercantonal sur les jeux d'argent au niveau suisse et du projet de convention romande (CIP d'examen CJA CORJA)



## Botschaft 2020-DFIN-20

9. Juni 2020

# des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf über den Beitritt des Kantons Freiburg zum Gesamtschweizerischen Geldspielkonkordat und zur Westschweizer Vereinbarung über Geldspiele

<b>1. Ausgangslage und allgemeiner Kontext</b>	<b>7</b>
1.1. Einleitung	7
1.2. Gesamtschweizerisches Geldspielkonkordat	9
1.3. Westschweizer Vereinbarung über Geldspiele	9
<hr/>	
<b>2. Interparlamentarisches Verfahren</b>	<b>10</b>
<hr/>	
<b>3. Sachverhalt</b>	<b>10</b>
3.1. Veranstaltung von Grossspielen auf Kantonsgebiet	10
3.2. Beibehaltung der gegenwärtigen Regelung der interkantonalen Aufteilung der Gewinne der Loterie Romande	10
3.3. Grundsätze für die Verteilung des kantonalen Anteils am Gewinn der Loterie Romande	11
3.4. Prävention	12
3.5. Vermeiden eines «Rechtstvakuums»	12
<hr/>	
<b>4. Folgen</b>	<b>12</b>

## Anhang

### 1. Ausgangslage und allgemeiner Kontext

#### 1.1. Einleitung

Am 11. März 2012 haben Volk und Stände dem direkten Gegenentwurf zur Volksinitiative «Für Geldspiele im Dienste des Allgemeinwohls» (Art. 106 der Bundesverfassung) zugestimmt. Diese Bestimmung hat folgenden Wortlaut:

<sup>1</sup> Der Bund erlässt Vorschriften über die Geldspiele; er trägt dabei den Interessen der Kantone Rechnung.

<sup>2</sup> Für die Errichtung und den Betrieb von Spielbanken ist eine Konzession des Bundes erforderlich. Der Bund berücksichtigt bei der Konzessionserteilung die regionalen Gegebenheiten. Er erhebt eine ertragsabhängige Spielbankenabgabe; diese darf 80 Prozent der Bruttospielerträge nicht übersteigen. Diese Abgabe ist für die Alters-, Hinterlassenen- und Invalidenversicherung bestimmt.

<sup>3</sup> Die Kantone sind zuständig für die Bewilligung und die Beaufsichtigung:

- der Geldspiele, die einer unbegrenzten Zahl Personen offenstehen, an mehreren Orten angeboten werden und derselben Zufallsziehung oder einer ähnlichen Prozedur unterliegen; ausgenommen sind die Jackpotsysteme der Spielbanken;
- der Sportwetten;
- der Geschicklichkeitsspiele.

<sup>4</sup> Die Absätze 2 und 3 finden auch auf die telekommunikationsgestützt durchgeführten Geldspiele Anwendung.

<sup>5</sup> Bund und Kantone tragen den Gefahren der Geldspiele Rechnung. Sie stellen durch Gesetzgebung und Aufsichtsmaßnahmen einen angemessenen Schutz sicher und berücksichtigen dabei die unterschiedlichen Merkmale der Spiele sowie Art und Ort des Spielangebots.

<sup>6</sup> Die Kantone stellen sicher, dass die Reinerträge aus den Spielen gemäss Absatz 3 Buchstaben a und b vollumfänglich für gemeinnützige Zwecke, namentlich in den Bereichen Kultur, Soziales und Sport, verwendet werden.

<sup>7</sup> Der Bund und die Kantone koordinieren sich bei der Erfüllung ihrer Aufgaben. Das Gesetz schafft zu diesem

*Zweck ein gemeinsames Organ, das hälftig aus Mitgliedern der Vollzugsorgane des Bundes und der Kantone zusammengesetzt ist.*

Das zur Umsetzung von Artikel 106 BV erlassene Bundesgesetz vom 29. September 2017 über Geldspiele (BGS) wurde in der Volksabstimmung vom 10. Juni 2018 angenommen und ist am 1. Januar 2019 in Kraft getreten.

Das BGS führt die beiden früher im Geldspielbereich geltenden Bundesgesetze (das Bundesgesetz vom 8. Juni 1923 betreffend die Lotterien und gewerbsmässigen Wetten und das Bundesgesetz vom 18. Dezember 1998 über Glücksspiele und Spielbanken) zusammen und schafft auf Bundesebene eine neue, umfassende Regelung aller Geldspiele in der Schweiz.

Das BGS definiert die verschiedenen Spielkategorien (Lotterien, Sportwetten, Spielbankenspiele und Geschicklichkeitsspiele; Art 3 BGS) und regelt die Kompetenzen. Für Spielbankenspiele braucht es weiterhin eine vom Bundesrat erteilte Konzession (Art. 11 BGS). Die Lotterien, Sportwetten und Geschicklichkeitsspiele werden in zwei Kategorien eingeteilt, und zwar in Grossspiele und Kleinspiele. Für die Durchführung von Kleinspielen (Kleinlotterien, lokale Sportwetten und kleine Pokerturniere) braucht es eine Bewilligung der kantonalen Aufsichts- und Vollzugsbehörde (Art. 32 BGS). Die Kantone können frei entscheiden, ob sie Grossspiele (automatisiert, interkantonal oder online durchgeführte Lotterien, Sportwetten und Geschicklichkeitsspiele) auf ihrem Gebiet zulassen wollen. Wenn sie diese Grossspiele zulassen, müssen sie dafür einem Konkordat beitreten, das eine inter-

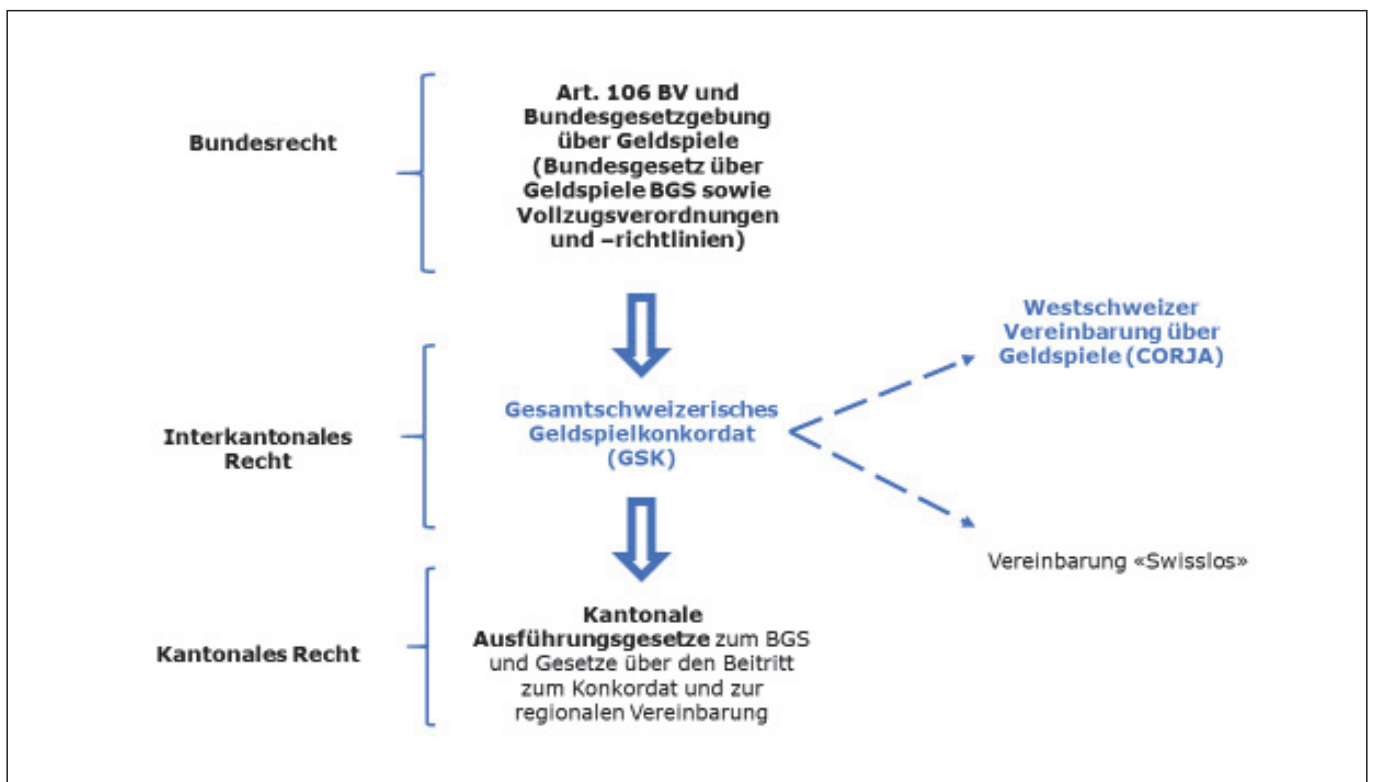
kantonale Aufsichts- und Vollzugsbehörde einsetzt, die die Veranstalter- und Spielbewilligungen erteilen kann (Art. 21 und 24 sowie 105ff. BGS).

Das BGS enthält des Weiteren Bestimmungen zum Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel (6. Kapitel BGS) sowie über die Verwendung der Reingewinne von Grossspielen. Diese Reingewinne müssen vollumfänglich für gemeinnützige Zwecke namentlich in den Bereichen Kultur, Soziales und Sport verwendet werden (Art. 125 BGS).

Die Revision von Artikel 106 BV und die umfassende Revision der Geldspielgesetzgebung auf Bundesebene haben zur Folge, dass auch die interkantonalen und kantonalen Bestimmungen zum Geldspielbereich revidiert werden müssen. Die Kantone haben sich für ein Gesamtschweizerisches Geldspielkonkordat und regionale Vereinbarungen entschieden (Westschweizer Konkordat über das Geldspiel – convention romande sur les jeux d'argent, CORJA, und die Interkantonale Vereinbarung betreffend die gemeinsame Durchführung von Geldspielen – Vereinbarung der Swisslos-Kantone, d. h. der Deutschschweizer Kantone und des Tessins).

Gegenstand dieser Botschaft ist der Beitritt zu den neuen interkantonalen Bestimmungen sowohl auf nationaler Ebene (Gesamtschweizerisches Geldspielkonkordat) als auch in der Westschweiz (Westschweizer Konkordat über das Geldspiel). Der Entwurf des kantonalen Geldspielgesetzes ist Gegenstand einer separaten Botschaft.

Das folgende Schema zeigt das Zusammenspiel der Rechtsinstrumente im Geldspielbereich.





## 1.2. Gesamtschweizerisches Geldspielkonkordat

Das Gesamtschweizerische Geldspielkonkordat vom 20. Mai 2019 (GSK) ersetzt die Interkantonale Vereinbarung über die Aufsicht sowie die Bewilligung und Ertragsverwendung von interkantonal oder gesamtschweizerisch durchgeführten Lotterien und Wetten vom 7. Januar 2005 (IVLW 2005).

Im GSK wird im Grossen und Ganzen am bisherigen System, das sich bewährt hat, festgehalten. Es bestimmt die für die Regulierung und Bewilligung von Grossgeldspielen erforderlichen Organe und setzt namentlich ein:

- > die interkantonale Geldspielaufsicht (GESPA) (Art. 19 ff. GSK)  
Gemäss BGS müssen Kantone, die auf ihrem Gebiet Grossspiele zulassen wollen, einem Konkordat beitreten, das eine solche interkantonale Aufsichts- und Vollzugsbehörde vorsieht (Art. 105 BGS). Das GSK setzt zu diesem Zweck die GESPA als Behörde ein, die die Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen in Bezug auf die Lotteriespiele und Sportwetten, die Umsetzung des Sicherheits- und Sozialkonzepts und die Verhinderung der Geldwäscherei überwacht und das illegale Geldspiel bekämpft. Die GESPA erlässt auch die Veranstalter- und Spielbewilligungen, die namentlich die Geldspielautomaten (Geschicklichkeitsspielautomaten) ausserhalb von Spielbanken betreffen (Art. 24 Abs. 3 GSK);
- > das Geldspielgericht (Art. 11 ff. GSK)  
In seiner Eigenschaft als interkantonale letztinstanzliche Gerichtsbehörde beurteilt dieses Gericht Beschwerden gegen Verfügungen und Entscheide der übrigen mit dem GSK geschaffenen Organisationen; das Geldspielgericht besteht aus fünf Richterinnen oder Richtern, wovon zwei aus der französischen Schweiz stammen müssen.

Ausserdem setzt das GSK die Anzahl der Veranstalterinnen oder Veranstalter von Grosslotterien und grossen Sportwetten in den verschiedenen Landesteilen fest (Art. 49 GSK). Nach Absatz 3 dieser Bestimmung darf auf dem Gebiet der Westschweizer Kantone nur eine einzige Bewilligung erteilt werden, und die Veranstalterin oder der Veranstalter muss in einer rechtsetzenden interkantonalen Vereinbarung benannt werden.

Alle Bestimmungen des GSK sind im erläuternden Bericht vom 20. Mai 2019 im Anhang zu dieser Botschaft kommentiert (Anhang 1).

Der Konkordatsentwurf wurde von einer Arbeitsgruppe ausgearbeitet, in der insbesondere zwei Vertreter der Westschweizer Kantone mitwirkten. Er wurde zweimal nacheinander in die Vernehmlassung geschickt und wurde am 20. Mai 2019 von der Plenarversammlung der Fachdirektorenkonferenz Lotteriemarkt und Lotteriesetz verabschiedet.

## 1.3. Westschweizer Vereinbarung über Geldspiele

Mit der Westschweizer Vereinbarung über Geldspiele vom 25. November 2019 (Convention romande sur les jeux d'argent, CORJA) «werden die Vereinbarungen über die Loterie Romande (von 1 bis 9 nummeriert) und ihre Nachträge aufgehoben und ersetzt» (Art. 29 CORJA), die mit dem BGS teilweise unwirksam geworden sind.

In Anwendung von Artikel 49 Abs. 2 GSKD bestimmen die CORJA die Société de la Loterie de la Suisse Romande (im Folgenden «Loterie Romande») zur ausschliesslichen Veranstalterin von Lotterie- und Sportwetten-Grossspielen auf dem Gebiet der jeweiligen Kantone (Art. 4 ff. CORJA). Sie sieht auch ein Verfahren vor und stellt Kriterien für die Verteilung der Gewinne auf gemeinnützige Projekte auf (Soziales, Kultur, Erziehung, Umwelt, Sport usw.) (Art. 16 ff. CORJA).

Für Kleinspiele (insbesondere Kleinlotterien, kleine Pokerturniere) strebt die CORJA eine Koordination und Harmonisierung der Praxis an. Diese Koordination und Zusammenarbeit sollen jedoch die lokale Autonomie wahren, um den kantonalen Gegebenheiten und Gewohnheiten Rechnung zu tragen: Die angestrebte Koordination und Zusammenarbeit soll sicherstellen, dass die Berücksichtigung lokaler Besonderheiten nicht zulasten des allgemeinen Interesses und des übergeordneten Rechts geht (Art. 3 CORJA).

Die CORJA setzt eine interparlamentarische Kommission ein, die mit der Aufsicht über die mit der CORJA eingesetzten interkantonalen Organe betraut ist, nämlich der Westschweizer Fachdirektorenkonferenz Geldspiele (CRJA), der Präsidenten-Konferenz der Verteilorgane (CPOR) und der Präsidenten-Konferenz der Verteilorgane für den Sport (CPORS) (Art. 25 CORJA). Die Kantonsvertreterinnen und -vertreter der interparlamentarischen Aufsichtskommission werden von den Parlamenten der einzelnen Kantone gemäss den geltenden Verfahren für die Besetzung ihrer eigenen Kommissionen bestimmt (Art. 25 Abs. 2 CORJA).

Sämtliche Bestimmungen der CORJA werden im erläuternden Bericht im Anhang zu dieser Botschaft kommentiert (Anhang 2).

Der CORJA-Entwurf wurde im Auftrag der Westschweizer Konferenz für Lotterie und Glücksspiele (CRLJ) von einer Arbeitsgruppe unter der Leitung von Staatsrat Jean-Nathanaël Karakash (NE) und unter Mitwirkung von Vertretern der Kantone Waadt, Genf und Freiburg erarbeitet. Nach zwei Vernehmlassungen fanden zur Koordination in Präventionsfragen auch Gespräche mit der Gesundheits- und Sozialdirektorenkonferenz der lateinischen Schweiz (Conférence Latine des Affaires Sanitaires et Sociales, CLASS) statt.

## 2. Interparlamentarisches Verfahren

In Anwendung der Bestimmungen des Vertrags über die Mitwirkung der Kantonsparlamente bei der Ausarbeitung, der Ratifizierung, dem Vollzug und der Änderung von interkantonalen Verträgen und von Verträgen der Kantone mit dem Ausland (Vertrag über die Mitwirkung der Parlamente, ParlVer; SGF 121.4) ist eine interparlamentarische Kommission zur Prüfung der GSK und der CORJA eingesetzt worden. Die Kommission tagte zweimal in den Monaten September und Oktober 2019. Der Kanton Freiburg war in der Kommission mit den Grossrätinnen und Grossräten Nicolas Pasquier, Gabrielle Bourguet, Daniel Bürdel, Olivier Flechtner, Bernadette Hänni-Fischer, Suzanne Schwander und Christa Mutter vertreten.

Die interparlamentarische Kommission gab ihren Schlussbericht am 31. Oktober 2019 ab. Sie ging auf neun Punkte in Zusammenhang mit dem GSK ein und formulierte 18 Bemerkungen in Zusammenhang mit der CORJA. Der Bericht ging am 11. November 2019 an die interkantonalen Organe, die das GSK und die CORJA verfasst hatten. Zu diesem Zeitpunkt war das GSK bereits formell verabschiedet worden, so dass der Bericht keine konkreten Folgen hatte.

Die Bemerkungen der interparlamentarischen Kommission zur CORJA konnten von der CRLJ hingegen weitestgehend berücksichtigt werden. Die CORJA wurde insbesondere mit einem neuen Kapitel zur Einsetzung einer Kommission ergänzt, deren Aufgabe die interparlamentarische Geschäftsprüfung ist (s. Art. 25 f. CORJA).

Die CORJA ist von der CRLJ am 29. November 2019 verabschiedet worden. Die endgültige Fassung der CORJA und des erläuternden Berichts sind am 18. Dezember 2019 den Kanzleien aller Westschweizer Kantone zugestellt worden.

Gemäss Artikel 13 Abs. 2 CoParl wird dieser Botschaft der Schlussbericht vom 31. Oktober 2019 der mit der Prüfung des Gesamtschweizerischen Geldspielkonkordats und des Entwurfs der Westschweizer Vereinbarung über Geldspiele beauftragten interparlamentarischen Kommission der Westschweiz (IPK GSK CORJA) beigelegt (Anhang 3).

## 3. Sachverhalt

### 3.1. Veranstaltung von Grossspielen auf Kantonsgebiet

Die auf eidgenössischer und kantonaler Ebene in «Kaskade» verabschiedeten Bestimmungen lassen den Kantonen, die möchten, dass auf ihrem Gebiet grosse Lotterien und Wetten durchgeführt werden können, keinen Spielraum. Sie müssen sowohl dem GSK als auch der CORJA beitreten:

- > Nach Artikel 105 BGS müssen nämlich Kantone, die auf ihrem Gebiet Grossspiele zulassen wollen, über ein

Konkordat eine interkantonale Aufsichts- und Vollzugsbehörde schaffen: Das GSK setzt in Anwendung des BGS die GESPA ein.

- > Nach Artikel 49 Abs. 3 GSK darf auf dem Gebiet der Westschweizer Kantone nur eine einzige Bewilligung erteilt werden und die Veranstalterin oder der Veranstalter muss in einer rechtsetzenden interkantonalen Vereinbarung benannt werden: Die Westschweizer Kantone benennen die Veranstalterin oder den Veranstalter in einer rechtsetzenden interkantonalen Vereinbarung: Die CORJA bezeichnet in Anwendung des GSK die Loterie Romande als Veranstalterin.

Sollte der Kanton Freiburg den beiden fraglichen interkantonalen Vereinbarungen nicht beitreten, so könnte die Loterie Romande im Kanton keine Grossspiele mehr anbieten. Den Akteuren im kulturellen, sozialen und sportlichen Bereich, die derzeit von Beiträgen dieser Organisation profitieren, würde ein wichtiger Teil ihrer finanziellen Ressourcen wegfallen. Die Artikel 16-22 CORJA regeln das Verfahren und die Kriterien für die Gewährung von Beiträgen aus dem Gewinn der Loterie Romande. Für einen ausführlichen Kommentar, siehe Erläuterungsbericht vom 25. November 2019 (Exposé des motifs du 25 novembre 2019 sur le projet de convention romande sur les jeux d'argent (CORJA), Anhang 2).

### 3.2. Beibehaltung der gegenwärtigen Regelung der interkantonalen Aufteilung der Gewinne der Loterie Romande

Was die Aufteilung der Gewinne der Loterie Romande unter die verschiedenen Unterzeichnerkantone betrifft, entsprechen die Bestimmungen der CORJA weitgehend der aktuellen Praxis der Westschweizer Kantone. Nach Artikel 16 CORJA bestimmt sich insbesondere der jährlich auf die einzelnen Unterzeichnerkantone und ihre Verteilorgane entfallende Gewinnanteil der Loterie Romande zu 50% im Verhältnis zur Bevölkerung des Kantons und zu 50% im Verhältnis zu den auf dem Gebiet des einzelnen Kantons erzielten Bruttospielerträge. Des Weiteren müssen die einzelnen Kantone mindestens zwei unabhängige Verteilorgane einrichten, nämlich ein Verteilorgan für den Sportbereich, und ein Verteilorgan für gemeinnützige Bereiche wie Soziales, Kultur, Bildung, Umwelt usw. (Art. 8 CORJA).

Die Beibehaltung der Kriterien für die Aufteilung der Gewinne der Loterie Romande unter die verschiedenen Kantone ist das Ergebnis harter Diskussionen bei der Ausarbeitung des CORJA-Entwurfs und langwieriger Debatten mit der interparlamentarischen Kommission, deren diesbezügliche Begehren alle berücksichtigt wurden (Kap. 6 CORJA). Der gewählte Verteilschlüssel kommt den Interessen des Kantons Freiburg besonders entgegen, da er wie bisher und auf lange Sicht nicht nur die erzielten Bruttospielerträge, sondern auch die Kantonsbevölkerung berücksichtigt.

### 3.3. Grundsätze für die Verteilung des kantonalen Anteils am Gewinn der Loterie Romande

a. Die verabschiedeten Grundsätze entsprechen weitgehend dem heute Geltenden. Es muss jedoch eine wichtige Neuerung hinsichtlich der nationalen Sportförderungsbeiträge erwähnt werden.

Bisher richten die Westschweizer Kantone über die Loterie Romande und die Deutschschweizer Kantone und der Kanton Tessin über Swisslos gestützt auf ihre Statuten und regionale Vereinbarungen getrennt nationale Sportförderungsbeiträge aus. Die Sport-Toto-Gesellschaft, deren Mitglieder sich aus den Kantonen und Dritten zusammensetzen, verteilt die Mittel auf die verschiedenen nationalen Sportverbände.

Künftig wird die nationale Sportförderung unabhängiger und vor der Gewinnverteilung zwischen den Kantonen erfolgen. Das GSK (Art. 32) errichtet eine öffentlich-rechtlich Stiftung, die Stiftung Sportförderung Schweiz, die mit der Verteilung der entsprechenden Mittel betraut ist. Die Fachdirektorenkonferenz Geldspiele wird alle vier Jahre bestimmen, welcher Betrag aus dem Reingewinn der Stiftung jährlich zugewendet wird (Art. 33 Abs. 1 GSK). Weitere Informationen über diese Stiftung und die Frage der Förderung des nationalen Sports sind dem Erläuternden Bericht vom 20. Mai 2019 zum Gesamtschweizerischen Geldspielkonkordat (GSK) zu entnehmen, Kapitel 4, S. 23 ff., im Anhang zu dieser Botschaft.

b. Die für die Verteilung der den Kantonen zukommenden Reingewinnen von Grossspielen geltenden Grundsätze sind im BGS aufgeführt. Nach den Artikeln 125 ff. dieses Gesetzes verwenden die Kantone die Reingewinne aus Lotterien und Sportwetten vollumfänglich für gemeinnützige Zwecke namentlich in den Bereichen Kultur, Soziales und Sport. Die Verwendung der Reingewinne zur Erfüllung öffentlich-rechtlicher gesetzlicher Verpflichtungen ist ausgeschlossen. Die Reingewinne von Geschicklichkeitsspielen unterliegen keiner Zweckbindung.

Nach Artikel 129 BGS dürfen übrigens Veranstalterinnen von Kleinlotterien und lokalen Sportwetten, die sich keiner wirtschaftlichen Aufgabe widmen, die Reingewinne dieser Spiele für ihre eigenen Zwecke verwenden und unterliegen ausserhalb von Spielbanken erzielte Reingewinne von Pokerturnieren keiner Zweckbindung.

Für die Grossspiele mit Zweckbindungspflicht (Lotterien und Sportwetten) überträgt Artikel 127 BGS den Kantonen die Befugnis, das Verfahren und die für die Gewinnverteilung zuständigen Stellen sowie die Kriterien, welche die Stellen für die Gewährung von Beiträgen anwenden müssen, in rechtsetzender Form zu regeln. Die Westschweizer Kantone haben sich dafür entschieden, diese Fragen auf einer interkantonalen Ebene zu regeln.

Nach Artikel 8 Abs. 1 CORJA müssen die einzelnen Kantone mindestens zwei Verteilorgane einsetzen, die über die Beitragsgesuche Beschluss fassen, eines für den Sportbereich und das andere für andere gemeinnützige Bereiche sowie für den Behindertensport. Die Buchführung der Verteilorgane muss von den Staatsrechnungen getrennt sein (Art. 8 Abs. 4 CORJA). Ein auf 30% des zu verteilenden Gewinns beschränkter Anteil kann direkt vom Staatsrat oder einer staatlichen Stelle zugewiesen werden (Art. 8 Abs. 1, 2. Satz CORJA). Nach geltender Regelung ist der Anteil zur Verfügung des Staatsrats übrigens in der Verordnung vom 6. Oktober 2003 über den Fonds der Lotterieabgaben (SGF 958.15) festgelegt, in deren Artikel 3 bestimmt wird, dass der Fonds durch den Ertrag der Lotterieabgaben geüfnet wird, die über den jährlichen Betrag von 1,5 Millionen Franken hinausgehen. Der Staatsrat wird diese Verordnung sowie weitere betroffene Rechtsgrundlagen an die neuen Bestimmungen dieser Verordnung anpassen müssen<sup>1</sup>. Zu diesem Zweck ist eine Verordnung über die Verteilung der Nettogewinne der Gesellschaft der Loterie Romande bei den interessierten Stellen in die Vernehmlassung geschickt worden. Das Vernehmlassungsverfahren dauert bis zum 8. Mai 2020.

Darüber hinaus überträgt die CORJA der Loterie Romande die Befugnis, den auf den kantonalen Sport und auf die anderen Bereiche entfallenden Gewinnanteil festzulegen (Art. 8 Abs. 5 CORJA).

Die Statuten der Loterie Romande wurden an der ausserordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter am 31. Januar 2020 verabschiedet. Nach Artikel 41 dieser Statuten wird der Nettogewinn der Loterie Romande wie folgt aufgeteilt:

1. *Der nach Art. 125 Abs. 2 BGS berechnete Nettogewinn der Gesellschaft wird nach folgenden Regeln aufgeteilt:*
  - a. *Vom Nettogewinn werden zum Voraus die nach Artikel 34 BGS an die Stiftung Sportförderung Schweiz (SFS) gehenden sowie die nach Artikel 6 Bst. i CORJA an den Schweizer Pferderennsport-Verband gehenden Beiträge in Abzug gebracht;*
  - b. *der restliche Nettogewinn wird unter den Westschweizer Kantonen im Verhältnis zu ihrer Bevölkerung (Basis letzte eidgenössische Volkszählung) und zum auf ihrem jeweiligen Gebiet erzielten Bruttospielerträge aufgeteilt.*

<sup>1</sup> Verordnung vom 20. Juni 2010 über die Verteilung des Anteils des Kantons Freiburg am Nettogewinn der Loterie Romande zugunsten des Sports [SGF 463.11], Verordnung vom 5. Dezember 2006 über die Errichtung eines kantonalen Sozialfonds [SGF 831.0.21], Verordnung vom 17. März 2009 über den kantonalen Fonds für die Prävention und Bekämpfung der Spielsucht [SGF 831.0.61], Reglement vom 27. November 1989 über die Verteilung des Anteils des Kantons Freiburg am Nettogewinn der Gesellschaft der Loterie Romande (für die Bereiche Kultur und Soziales) [SGF 958.31]

2. Nach Art. 8 Abs. 1 CORJA teilt jeder Westschweizer Kanton seinen Anteil am restlichen Reingewinn in zwei oder drei Massen//Teile auf:
- Bei dieser Möglichkeit beschliesst der Staatsrat des jeweiligen Westschweizer Kantons zunächst alle vier Jahre über den restlichen Nettogewinnanteil, der an die Einheit geht, die für die Aufteilung der maximal 30% seines Reingewinnanteils bestimmt worden ist, der Staatsrat oder eine staatliche Stelle.
  - Der Betrag des zur Verfügung bleibenden restlichen Nettogewinnanteils wird in folgendem Verhältnis zweigeteilt:
    - 15% für das Verteilorgan der Beiträge für den Sportbereich;
    - 85% für das Verteilorgan der Beiträge für andere gemeinnützige Bereiche und den Behindertensport.

### 3.4. Prävention

Der Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel ist in den Artikeln 71ff. BGS geregelt. Nach Artikel 85 Abs. 1 BGS sind die Kantone verpflichtet, «Massnahmen zur Prävention von exzessivem Geldspiel zu ergreifen sowie Beratungs- und Behandlungsangebote für spielsuchtgefährdete und spielsüchtige Personen und für deren Umfeld anzubieten».

Nach den Bestimmungen des GSK (Art. 66) wird zur Finanzierung der Prävention in Bezug auf exzessives Geldspiel eine Abgabe von 0,5% auf dem mit Lotterien und Sportwetten erzielten jährlichen Bruttospielertrag erhoben. Die CORJA überträgt die Verwendung dieser Abgabe im Betrag von rund zwei Millionen Franken jährlich vollumfänglich an die Gesundheits- und Sozialdirektorenkonferenz der lateinischen Schweiz (CLASS), die sämtliche Verwendungsmodalitäten bestimmt und kontrolliert (Art. 6 Abs. 2 Bst. e, 2. Satz CORJA).

Es sei aber darauf hingewiesen, dass sich die Befugnisse im Bereich Prävention und Schutz der Spielerinnen und Spieler vor exzessivem Geldspiel nicht nur auf die Verwendung dieser Abgabe von 0,5% beschränken. Auch die Westschweizer Fachdirektorenkonferenz Geldspiele (CRJA) hat diesbezügliche Befugnisse. Nach Artikel 6 Abs. 2 Bst. e, 1. Satz hat die CRJA die Aufgabe, die «Positionen der Westschweizer Kantone zur Bekämpfung und Prävention des Geldspiels durch Minderjährige sowie des exzessiven Geldspiels» zu koordinieren und dabei «insbesondere die Empfehlungen der für gesundheitliche Fragen zuständigen Fachkonferenz», also der CLASS zu berücksichtigen.

Die CLASS war übrigens mit Blick auf die gute Koordination im Präventionsbereich an der Ausarbeitung der CORJA beteiligt.

### 3.5. Vermeiden eines «Rechtsvakuums»

Das BGS setzt den Kantonen eine Frist von zwei Jahren ab seinem Inkrafttreten, um ihre Gesetzgebung anzupassen. Da das BGS 1. Januar 2019 in Kraft getreten ist, müssen das GSK und die CORJA vor dem 1. Januar 2021 in Kraft treten, um ein höchst nachteiliges «Rechtsvakuum» zu vermeiden. Mit diesen beiden interkantonalen Erlassen kann nämlich dank des Weiterbestehens der Loterie Romande als ausschliessliche Veranstalterin der als Grossspiele durchgeführten Lotterien und Sportwetten an einem Modell zur Förderung gemeinnütziger Projekte festgehalten werden, das sich seit mehr als 80 Jahren bewährt hat.

## 4. Folgen

Der Beitritt zum GSK und zur CORJA hat keinen Einfluss auf die Beziehungen Staat-Gemeinden und hat keine personellen Folgen. Er ist verfassungskonform und problemlos punkto übergeordnetem Recht sowie auch punkto Eurokompatibilität.

Der Beitritt zum GSK und zur CORJA hat keine besonderen finanziellen Auswirkungen ausser den in Zusammenhang mit der Umsetzung der neuen Bundesgesetzgebung über das Geldspiel, wie in der Botschaft des Staatsrats zum Entwurf des kantonalen Geldspielgesetzes beschrieben (s. Botschaft 2020-DSJ-21).

---

### Anhang

- Erläuternder Bericht vom 20. Mai 2019 zum Gesamtschweizerischen Geldspielkonkordat (GSK)
- Erläuterungsbericht vom 25. November 2019 zum Entwurf der Westschweizer Vereinbarung über Geldspiele (CORJA)
- Schlussbericht der mit der Prüfung des Gesamtschweizerischen Geldspielkonkordats und des Entwurfs der Westschweizer Vereinbarung über Geldspiele beauftragten interparlamentarischen Kommission der Westschweiz (IPK GSK CORJA)



**Loi portant adhésion au concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse et à la convention romande sur les jeux d'argent**

du...

---

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –  
Modifié(s): –  
Abrogé(s): –

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu l'article 100 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu l'article 87 al. 1 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil (LGC);

Vu le message 2020-DFIN-20 du Conseil d'Etat du 9 juin 2020;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

**I.**

**Art. 1** Concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse

<sup>1</sup> Le canton de Fribourg adhère au concordat du 20 mai 2019 sur les jeux d'argent au niveau suisse (CJA), dont le texte est reproduit fidèlement dans l'Annexe 1 à la présente loi.

**Gesetz über den Beitritt des Kantons Freiburg zum Gesamtschweizerischen Geldspielkonkordat und zur Westschweizer Vereinbarung über Geldspiele**

vom...

---

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –  
Geändert: –  
Aufgehoben: –

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf Artikel 100 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);

gestützt auf Artikel 87 Abs. 1 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 (GRG);

nach Einsicht in die Botschaft 2020-DFIN-20 des Staatsrats vom 9. Juni 2020;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

**I.**

**Art. 1** Gesamtschweizerisches Geldspielkonkordat

<sup>1</sup> Der Kanton Freiburg tritt dem Gesamtschweizerischen Geldspielkonkordat vom 20. Mai 2019 (GSK) bei; dessen Text wird im Anhang 1 zu diesem Gesetz wortgetreu wiedergegeben.



**Art. 2** Convention romande sur les jeux d'argent

<sup>1</sup> Le canton de Fribourg adhère à la convention romande du 29 novembre 2019 sur les jeux d'argent (CORJA), dont le texte est reproduit fidèlement dans l'Annexe 2 à la présente loi.

#### **ANNEXES SOUS FORME DE DOCUMENTS SÉPARÉS**

Annexe 1: Concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse (CJA) (art. 1)

Annexe 2: Convention romande sur les jeux d'argent (CORJA) (art. 2)

#### **II.**

*Aucune modification d'actes dans cette partie.*

#### **III.**

*Aucune abrogation d'actes dans cette partie.*

#### **IV.**

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

**Art. 2** Westschweizer Vereinbarung über Geldspiele (Convention romande sur les jeux d'argent)

<sup>1</sup> Der Kanton Freiburg tritt der Westschweizer Vereinbarung vom 29. November 2019 über Geldspiele (CORJA) bei; deren Text wird im Anhang 2 zu diesem Gesetz wortgetreu wiedergegeben.

#### **ANHÄNGE IN DER FORM SEPARATER DOKUMENTE**

Anhang 1: Gesamtschweizerisches Geldspielkonkordat (GSK) (Art. 1)

Anhang 2: Westschweizer Vereinbarung über Geldspiele (CORJA) (Art. 2)

#### **II.**

*Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

#### **III.**

*Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.*

#### **IV.**

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.

## ANNEXE 1

---

### Concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse (CJA)

du 20.05.2019

#### *Les cantons*

Vu les art. 48, 106 et 191b al. 2 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (RS 101; Cst.),

Vu la loi fédérale du 29 septembre 2017 sur les jeux d'argent (RS 935.51; loi sur les jeux d'argent; LJA)

*Convient de ce qui suit:*

#### CHAPITRE 1

##### Dispositions générales

###### Art. 1 Objet

Le présent concordat régit:

- a. l'institution intercantonale en charge des jeux d'argent (ci-après: «l'institution intercantonale»), y compris le tribunal intercantonal des jeux d'argent (ci-après: «le tribunal des jeux d'argent»);
- b. l'autorité intercantonale de surveillance et d'exécution prévue à l'art. 105 LJA (ci-après: «l'autorité intercantonale de surveillance des jeux d'argent; GESPA»);
- c. la Fondation suisse pour l'encouragement du sport (ci-après: «la FSES»);
- d. l'octroi de droits d'exploitation exclusifs pour les loteries et les paris sportifs de grande envergure;
- e. la perception et l'utilisation de redevances pour le financement des charges liées aux jeux d'argent et à la lutte contre la dépendance au jeu.

## ANHANG 1

---

### Gesamtschweizerisches Geldspielkonkordat (GSK)

vom 20.05.2019

#### *Die Kantone*

gestützt auf Art. 48 und Art. 106 sowie Art. 191 b Abs. 2 der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft vom 18. April 1999 (SR 101; BV)

gestützt auf das Bundesgesetz vom 29. September 2017 über Geldspiele (SR 935.51; Geldspielgesetz, BGS)

*vereinbaren:*

#### 1. KAPITEL

##### Allgemeine Bestimmungen

###### Art. 1 Gegenstand

Dieses Konkordat regelt

- a. die interkantonale Trägerschaft Geldspiele (nachfolgend: Trägerschaft) einschliesslich das interkantonale Geldspielgericht (nachfolgend: Geldspielgericht);
- b. die interkantonale Aufsichts- und Vollzugsbehörde gemäss Art. 105 BGS (nachfolgend: Interkantonale Geldspielaufsicht; GESPA);
- c. die Stiftung Sportförderung Schweiz (nachfolgend SFS);
- d. die Gewährung ausschliesslicher Veranstaltungsrechte für die Durchführung von Grossloterien und grossen Sportwetten;
- e. die Erhebung und Verwendung von Abgaben für die Finanzierung des Aufwands im Zusammenhang mit dem Geldspiel und der Bekämpfung der Spielsucht.

## CHAPITRE 2

### Institution intercantonale en charge des jeux d'argent

#### SECTION 1:

##### Tâches et organisation

###### a) *En général*

#### Art. 2 Tâches de l'institution intercantonale

L'institution intercantonale:

- a. détermine, dans les limites du droit supérieur, la politique des cantons en matière de jeux de grande envergure et définit les conditions-cadres pour le secteur des jeux d'argent;
- b. assume la responsabilité des cantons qui ont la charge de la GESPA; elle exerce en particulier la surveillance administrative de la GESPA;
- c. met en place le tribunal des jeux d'argent;
- d. garantit l'utilisation transparente des bénéfiques nets des loteries et des paris sportifs de grande envergure en faveur du sport national; elle exerce en particulier la surveillance administrative de la FSES;
- e. est dépositaire du concordat.

#### Art. 3 Forme juridique, siège et organes

<sup>1</sup> L'institution intercantonale est une corporation de droit public. Son siège est à Berne.

<sup>2</sup> Les organes de l'institution intercantonale sont:

- a. la conférence spécialisée des membres de gouvernements concernés par les jeux d'argent (ci-après: «la CSJA»);
- b. le comité;
- c. le tribunal des jeux d'argent;
- d. l'organe de révision.

## 2. KAPITEL

### Die interkantonale Trägerschaft Geldspiele

#### 1. ABSCHNITT:

##### Aufgaben und Organisation

###### a) *Allgemeines*

#### Art. 2 Aufgaben der Trägerschaft

Die Trägerschaft

- a. bestimmt im Rahmen des übergeordneten Rechts die Politik der Kantone im Bereich der Grossspiele und setzt politische Rahmenbedingungen für den Grossspielsektor;
- b. nimmt die Verantwortung der Kantone als Träger der GESPA wahr; sie übt insbesondere die administrative Aufsicht über die GESPA aus;
- c. stellt das Geldspielgericht;
- d. gewährleistet die transparente Verwendung von Reingewinnen aus Grosslotterien und grossen Sportwetten zugunsten des nationalen Sports; sie übt insbesondere die administrative Aufsicht über die SFS aus;
- e. ist Depositärin des Konkordats.

#### Art. 3 Rechtsform, Sitz und Organe

<sup>1</sup> Die Trägerschaft ist eine öffentlich-rechtliche Körperschaft mit Sitz in Bern.

<sup>2</sup> Organe der Trägerschaft sind:

- a. die Fachdirektorenkonferenz Geldspiele (nachfolgend: FDKG);
- b. der Vorstand;
- c. das Geldspielgericht;
- d. die Revisionsstelle.

b) *Conférence spécialisée des membres de gouvernements concernés par les jeux d'argent (CSJA)*

**Art. 4** Composition

Chaque canton délègue un membre de son gouvernement à la CSJA.

**Art. 5** Compétences de la CSJA

La CSJA:

- a. adopte des prises de position et des recommandations à l'attention des cantons dans le domaine de la politique des jeux d'argent;
- b. élit:
  - I. les membres du comité;
  - II. l'organe de révision;
  - III. les membres et la présidente ou le président du conseil de surveillance de la GESPA;
  - IV. les juges, les juges suppléantes ou suppléants ainsi que les juges extraordinaires du tribunal des jeux d'argent, de même que sa présidente ou son président;
  - V. les membres et la présidente ou le président du conseil de fondation de la FSES;
  - VI. les représentantes et représentants des autorités cantonales d'exécution et de la GESPA au sein de l'organe de coordination prévu aux art. 113 ss LJAR;
- c. désigne le ou les membre(s) des cantons au sein de la commission fédérale des maisons de jeu prévue aux art. 94 ss LJAR;
- d. édicte le règlement d'organisation;
- e. adopte:
  - I. le budget;
  - II. le rapport annuel et les comptes annuels;
  - III. le montant de la part «surveillance» de la redevance conformément à l'art. 67 al. 1;
  - IV. le mandat de prestations de la GESPA pour une période de 4 ans;
  - V. sur proposition de la GESPA, la contribution annuelle à la GESPA prélevée sur le produit de la redevance conformément à l'art. 67 al. 2;

b) *Die Fachdirektorenkonferenz Geldspiele (FDKG)*

**Art. 4** Zusammensetzung

Die Kantone entsenden je ein Regierungsmitglied in die FDKG.

**Art. 5** Zuständigkeiten der FDKG

Die FDKG:

- a. verabschiedet Stellungnahmen und Empfehlungen zuhanden der Kantone im Bereich der Geldspielpolitik;
- b. wählt
  - I. die Mitglieder des Vorstands;
  - II. die Revisionsstelle;
  - III. die Mitglieder des Aufsichtsrats der GESPA sowie deren Präsidium;
  - IV. die Richterinnen und Richter, die Ersatzrichterinnen und Ersatzrichter sowie die a.o. Richterinnen und Richter des Geldspielgerichts sowie dessen Präsidium;
  - V. die Mitglieder des Stiftungsrats der SFS sowie dessen Präsidium;
  - VI. die Vertretungen der kantonalen Vollzugsbehörden und der GESPA im Koordinationsorgan gemäss Art. 113 ff. BGS;
- c. bestimmt das Mitglied oder die Mitglieder der Kantone in der Eidgenössischen Spielbankenkommission gemäss Art. 94 ff. BGS;
- d. erlässt das Organisationsreglement;
- e. beschliesst
  - I. das Budget;
  - II. den Jahresbericht und die Jahresrechnung;
  - III. die Höhe des Anteils «Aufsicht» der Abgabe gemäss Art. 67 Abs. 1;
  - IV. den Leistungsauftrag der GESPA jeweils für 4 Jahre;
  - V. auf Antrag der GESPA den jährlichen Beitrag an die GESPA aus dem Ertrag der Abgabe gemäss Art. 67 Abs. 2;

- VI. sur proposition de la FSES, le règlement de fondation de la FSES;
  - VII. sur proposition de la FSES, le montant destiné à l'encouragement du sport national pour une période de 4 ans, selon la procédure prévue à l'art. 34;
  - VIII. sur proposition de la FSES, les priorités pour l'utilisation des fonds en faveur du sport national, pour une période de 4 ans;
  - IX. les modifications mineures du concordat selon la procédure simplifiée définie à l'art. 71 al. 3;
- f. approuve:
- I. le règlement d'organisation de la GESPA;
  - II. le règlement sur les émoluments de la GESPA;
  - III. le règlement sur les indemnités des membres du conseil de surveillance de la GESPA;
  - IV. le rapport d'activité quadriennal de la GESPA;
  - V. le règlement interne du tribunal des jeux d'argent;
  - VI. le rapport annuel et les comptes spéciaux du tribunal des jeux d'argent;
  - VII. le règlement sur les indemnités des membres du conseil de fondation de la FSES;
  - VIII. le rapport d'activité quadriennal de la FSES;
- g. prend connaissance:
- I. du budget annuel de la GESPA;
  - II. du rapport annuel et des comptes annuels de la GESPA;
  - III. du rapport annuel et des comptes annuels de la FSES;
- h. exerce toutes les compétences de l'institution intercantonale qui ne sont pas attribuées à un autre de ses organes.

**Art. 6** Procédure de décision de la CSJA

<sup>1</sup> La CSJA peut valablement délibérer lorsque la majorité de ses membres sont présents.

<sup>2</sup> Sont adoptés les objets qui recueillent le vote de la majorité des membres prenant part au vote. L'art. 34 et l'art. 71 al. 3 sont réservés.

<sup>3</sup> En cas d'égalité, la voix de la présidente ou du président est prépondérante.

- VI. auf Antrag der SFS das Stiftungsreglement der SFS;
  - VII. auf Antrag der SFS den Betrag zur Förderung des nationalen Sports jeweils für 4 Jahre im Verfahren gemäss Art. 34;
  - VIII. auf Antrag der SFS die Schwerpunkte für den Einsatz der Mittel zugunsten des nationalen Sports jeweils für 4 Jahre;
  - IX. geringfügige Änderungen des Konkordats im vereinfachten Verfahren gemäss Art. 71 Abs. 3;
- f. genehmigt
- I. das Organisationsreglement der GESPA;
  - II. das Gebührenreglement der GESPA;
  - III. die Entschädigungsordnung für die Mitglieder des Aufsichtsrats der GESPA;
  - IV. den vierjährigen Rechenschaftsbericht der GESPA;
  - V. das Geschäftsreglement des Geldspielgerichts;
  - VI. den Jahresbericht und die Sonderrechnung des Geldspielgerichts;
  - VII. die Entschädigungsordnung für die Mitglieder des Stiftungsrats der SFS;
  - VIII. den vierjährigen Rechenschaftsbericht der SFS;
- g. nimmt Kenntnis
- I. vom jährlichen Budget der GESPA;
  - II. vom Jahresbericht und von der Jahresrechnung der GESPA;
  - III. vom Jahresbericht und von der Jahresrechnung der SFS;
- h. nimmt darüber hinaus alle Zuständigkeiten der Trägerschaft wahr, die keinem anderen Organ der Trägerschaft übertragen sind.

**Art. 6** Entscheidverfahren der FDKG

<sup>1</sup> Die FDKG ist beschlussfähig, wenn die Mehrheit ihrer Mitglieder anwesend ist.

<sup>2</sup> Ein Beschluss der FDKG kommt unter Vorbehalt von Art. 34 und Art. 71 Abs. 3 zustande, wenn ihm die Mehrheit der Stimmenden zustimmt.

<sup>3</sup> Bei Stimmgleichheit fällt das Präsidium den Stichentscheid.



*c) Comité*

**Art. 7** Composition du comité

<sup>1</sup> La CSJA élit en son sein cinq membres du comité. Au moins deux membres sont issu(e)s de la Suisse romande.

<sup>2</sup> Un(e) des membres romand(e)s en assure la présidence ou la vice-présidence.

<sup>3</sup> La Conférence Romande des membres de gouvernements concernés par les jeux d'argent (CRJA) a un droit de proposition pour les membres issus de la Suisse romande.

**Art. 8** Compétences

Le comité:

- a. prépare les décisions de la CSJA, soumet des propositions et exécute les décisions de la CSJA;
- b. représente l'institution intercantonale vis-à-vis de l'extérieur.

**Art. 9** Procédure de décision

<sup>1</sup> Le comité peut valablement délibérer lorsque la majorité de ses membres sont présents.

<sup>2</sup> Sont adoptés les objets qui recueillent le vote de la majorité des membres prenant part au vote.

<sup>3</sup> En cas d'égalité, la voix de la présidente ou du président est prépondérante.

**Art. 10** Secrétariat

<sup>1</sup> Le comité dispose d'un secrétariat.

<sup>2</sup> Si du personnel est engagé, l'engagement de celui-ci est fondé sur le droit public. Le droit du personnel de la Confédération s'applique par analogie. Le règlement d'organisation peut contenir des dispositions qui y dérogent si les circonstances particulières et les tâches à accomplir l'exigent.

*c) Der Vorstand*

**Art. 7** Zusammensetzung des Vorstands

<sup>1</sup> Die FDKG wählt aus ihrer Mitte fünf Mitglieder in den Vorstand. Mindestens zwei Mitglieder stammen aus der französischen Schweiz.

<sup>2</sup> Eines der Mitglieder aus der französischen Schweiz übt das Amt des Präsidiums oder des Vizepräsidiums aus.

<sup>3</sup> Der Conférence Romande des membres de gouvernement concernés par les jeux d'argent (CRJA) steht in Bezug auf die Mitglieder aus der französischen Schweiz ein Vorschlagsrecht zu.

**Art. 8** Zuständigkeiten

Der Vorstand

- a. bereitet die Beschlüsse der FDKG vor, stellt Antrag und setzt die Beschlüsse der FDKG um;
- b. vertritt die Trägerschaft nach aussen.

**Art. 9** Entscheidverfahren

<sup>1</sup> Der Vorstand ist beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend ist.

<sup>2</sup> Ein Beschluss des Vorstands kommt zustande, wenn ihm die Mehrheit der Stimmenden zustimmt.

<sup>3</sup> Bei Stimmgleichheit fällt das Präsidium den Stichentscheid.

**Art. 10** Sekretariat

<sup>1</sup> Der Vorstand verfügt über ein Sekretariat.

<sup>2</sup> Soweit Personal angestellt wird, erfolgt die Anstellung öffentlich-rechtlich. Das Bundespersonalrecht ist sinngemäss anwendbar. Das Organisationsreglement kann davon abweichende Bestimmungen enthalten, soweit die besonderen Verhältnisse und die zu erfüllenden Aufgaben dies erfordern.

#### *d) Tribunal des jeux d'argent*

**Art. 11** Composition, période de fonction et durée maximale des mandats

<sup>1</sup> Le tribunal des jeux d'argent se compose de cinq juges, dont deux issu(e)s de Suisse romande, deux de Suisse alémanique et un(e) de Suisse italienne.

<sup>2</sup> Font partie du tribunal des jeux d'argent trois juges suppléantes ou suppléants, dont deux issu(e)s de Suisse alémanique et un(e) de Suisse romande ou de Suisse italienne.

<sup>3</sup> La période de fonction est de six ans. Les juges et les juges suppléantes ou suppléants sont rééligibles une fois. La période de fonction de juge suppléante ou suppléant n'est pas prise en compte pour déterminer la durée maximale du mandat d'un(e) juge.

<sup>4</sup> La CSJA peut élire, sur demande du tribunal des jeux d'argent, des juges extraordinaires.

- a. si, par suite de la récusation de juges ordinaires ou de juges suppléantes ou suppléants, des débats valables ne peuvent avoir lieu autrement, ou
- b. si le traitement d'un litige nécessite des connaissances spécialisées particulières dont les juges ordinaires ou les juges suppléantes ou suppléants ne disposent pas; dans ce cas, le juge extraordinaire doit disposer des connaissances spécialisées correspondantes.

**Art. 12** Compétences

En sa qualité d'autorité judiciaire intercantonale de dernière instance, le tribunal des jeux d'argent connaît, avec plein pouvoir d'examen en fait et en droit, des recours contre les décisions des autres organisations instituées par le présent concordat ou de leurs organes.

**Art. 13** Indépendance

Dans l'exercice de ses attributions judiciaires, le tribunal des jeux d'argent est indépendant et n'est soumis qu'à la loi.

#### *d) Das Geldspielgericht*

**Art. 11** Zusammensetzung, Amtsdauer, Amtszeit

<sup>1</sup> Das Geldspielgericht besteht aus fünf Richterinnen oder Richtern, wovon je zwei aus der französischen und der deutschen sowie eine oder einer aus der italienischen Schweiz stammen.

<sup>2</sup> Dem Geldspielgericht gehören drei Ersatzrichterinnen oder Ersatzrichter an, wovon zwei aus der deutschen sowie eine oder einer aus der französischen oder der italienischen Schweiz stammen.

<sup>3</sup> Die Amtsdauer beträgt 6 Jahre; Richterinnen und Richter sowie Ersatzrichterinnen und Ersatzrichter können einmal wiedergewählt werden. Die Amtsdauer der Ersatzrichterinnen oder Ersatzrichter wird für die Bemessung der maximalen Amtszeit einer Richterin oder eines Richters nicht angerechnet.

<sup>4</sup> Die FDKG kann auf Antrag des interkantonalen Geldspielgerichts ausserordentliche Richterinnen oder Richter ernennen,

- a. soweit infolge Ausstands der ordentlichen Richterinnen und Richter und der Ersatzrichterinnen und -richter ansonsten keine gültige Verhandlung stattfinden kann, oder
- b. wenn für die Beurteilung einer Streitsache besondere Fachkenntnisse erforderlich sind, über welche die ordentlichen Richterinnen und Richter bzw. die Ersatzrichterinnen oder -richter nicht verfügen; diesfalls muss die a.o. Richterin bzw. der a.o. Richter über die entsprechenden Fachkenntnisse verfügen.

**Art. 12** Zuständigkeit

Das Geldspielgericht beurteilt als letztinstanzliche interkantonale richterliche Behörde mit voller Kognition in Sachverhalts- und Rechtsfragen Beschwerden gegen Verfügungen und Entscheide der übrigen mit diesem Konkordat geschaffenen Organisationen bzw. deren Organe.

**Art. 13** Unabhängigkeit

Das Geldspielgericht ist in seiner Recht sprechenden Tätigkeit unabhängig und nur dem Recht verpflichtet.

#### **Art. 14** Organisation et rapports

<sup>1</sup> Le tribunal des jeux d'argent édicte un règlement interne, qui doit être approuvé par la CSJA. Il y règle en particulier l'organisation, les compétences, les indemnités, le personnel et la communication de son activité.

<sup>2</sup> Si du personnel est engagé, l'engagement de celui-ci est fondé sur le droit public. Le droit du personnel de la Confédération est applicable par analogie. Le règlement interne peut contenir des dispositions qui y dérogent si les circonstances particulières et les tâches à accomplir l'exigent.

<sup>3</sup> La procédure devant le tribunal des jeux d'argent est régie par la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal administratif fédéral (LTAF; RS 173.32).

<sup>4</sup> Le tribunal des jeux d'argent soumet chaque année à la CSJA un rapport annuel et des comptes spéciaux vérifiés par l'organe de révision de l'institution intercantonale.

#### *e) Organe de révision*

#### **Art. 15** Election et rapports

<sup>1</sup> La CSJA désigne comme organe de révision un organe cantonal de vérification des comptes ou une entreprise de révision privée reconnue pour une période de fonction de 4 ans, reconductible.

<sup>2</sup> L'organe de révision procède à un contrôle ordinaire des comptes de l'institution intercantonale, y compris des comptes spéciaux du tribunal des jeux d'argent, au sens de l'art. 728a de la loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le Code civil suisse (Livre cinquième: Droit des obligations, CO; RS 220).

<sup>3</sup> Il rapporte à la CSJA et propose l'approbation ou le refus des comptes concernés.

#### *f) Autres unités organisationnelles*

#### **Art. 16** Commissions et groupes de travail

<sup>1</sup> La CSJA et le comité peuvent instituer des groupes de travail pour des projets spécifiques; la CSJA peut en outre instituer des commissions permanentes.

#### **Art. 14** Organisation und Berichterstattung

<sup>1</sup> Das Geldspielgericht erlässt ein Geschäftsreglement, welches der Genehmigung durch die FDKG bedarf. Darin regelt es insbesondere die Organisation, die Zuständigkeiten, die Entschädigungen, das Personal und die Kommunikation seiner Tätigkeit.

<sup>2</sup> Soweit Personal angestellt wird, erfolgt die Anstellung öffentlich-rechtlich, das Bundespersonalrecht ist sinngemäss anwendbar. Das Geschäftsreglement kann davon abweichende Regelungen enthalten, soweit die besonderen Verhältnisse und die vom Geldspielgericht zu erfüllenden Aufgaben dies erfordern.

<sup>3</sup> Das Verfahren vor dem Geldspielgericht richtet sich nach dem Verwaltungsgerichtsgesetz des Bundes vom 17. Juni 2005 (VGG; SR 173.32).

<sup>4</sup> Das Geldspielgericht unterbreitet der FDKG jährlich einen Jahresbericht, zusammen mit der von der Revisionsstelle der Trägerschaft geprüften Sonderrechnung des Geldspielgerichts.

#### *e) Die Revisionsstelle*

#### **Art. 15** Wahl und Berichterstattung

<sup>1</sup> Die FDKG wählt als Revisionsstelle ein kantonales Rechnungsprüfungsorgan oder eine anerkannte private Revisionsstelle auf eine Amtsdauer von 4 Jahren; Wiederwahl ist möglich.

<sup>2</sup> Die Revisionsstelle führt eine im Sinne von Art. 728a des Bundesgesetzes betreffend die Ergänzung des Schweizerischen Zivilgesetzbuches vom 30. März 1911 (Fünfter Teil: Obligationenrecht/OR; SR 220) ordentliche Revision der Rechnung der Trägerschaft, einschliesslich der Sonderrechnung des Geldspielgerichts, durch.

<sup>3</sup> Sie berichtet der FDKG und stellt Antrag auf Genehmigung oder Nichtgenehmigung der jeweiligen Rechnung.

#### *f) Weitere organisatorische Einheiten*

#### **Art. 16** Kommissionen und Arbeitsgruppen

<sup>1</sup> Die FDKG und der Vorstand können projektbezogene Arbeitsgruppen einsetzen; die FDKG kann zudem ständige Kommissionen einsetzen.

<sup>2</sup> L'organe qui les institue en fixe le mandat, en désigne les membres et détermine les moyens à disposition.

<sup>3</sup> Les unités instituées rapportent périodiquement sur l'état des objets et font des propositions.

## **SECTION 2: Finances**

### **Art. 17** Financement

L'institution intercantonale couvre ses charges par la redevance prévue à l'art. 67 et par le produit des émoluments du tribunal des jeux d'argent.

### **Art. 18** Comptabilité

<sup>1</sup> L'institution intercantonale tient ses propres comptes. La présentation des comptes s'effectue par analogie selon les règles du titre trente-deuxième du CO.

<sup>2</sup> Le tribunal des jeux d'argent tient des comptes spéciaux, qui font partie des comptes mentionnés à l'al. 1.

## **CHAPITRE 3**

### **Autorité intercantonale de surveillance des jeux d'argent (GESPA)**

#### **SECTION 1: Tâches et organisation**

##### *a) En général*

### **Art. 19** Tâches et pouvoirs

<sup>1</sup> La GESPA exerce les tâches que la LJA attribue à l'autorité intercantonale de surveillance et d'exécution et dispose des pouvoirs que le droit fédéral attribue à cette autorité. L'institution intercantonale peut convenir avec la GESPA de principes généraux sur l'exécution des tâches.

<sup>2</sup> La GESPA est le centre de compétence des cantons dans le domaine des jeux d'argent. L'institution intercantonale édicte, dans un mandat de prestations, des normes générales en matière de qualité et de quantité pour l'exécution des tâches. L'institution intercantonale peut déléguer à la GESPA d'autres tâches de moindre importance.

<sup>2</sup> Das einsetzende Organ bestimmt den Auftrag, die Mitglieder der Kommission oder Arbeitsgruppe und die zur Verfügung stehenden Mittel.

<sup>3</sup> Die eingesetzten Einheiten berichten periodisch über den Stand der Geschäfte und stellen ihren Antrag.

## **2. ABSCHNITT: Finanzen**

### **Art. 17** Finanzierung

Die Trägerschaft deckt ihren Aufwand über die Abgabe gemäss Art. 67 sowie über Gebührenerträge des Geldspielgerichts.

### **Art. 18** Rechnungswesen

<sup>1</sup> Die Trägerschaft führt eine eigene Rechnung. Die Rechnungslegung erfolgt sinngemäss nach den Vorschriften des 32. Titels OR.

<sup>2</sup> Das Geldspielgericht führt eine Sonderrechnung, als Teil der Rechnung gemäss Abs. 1.

## **3. KAPITEL Die interkantonale Geldspielaufsicht (GESPA)**

### **1. ABSCHNITT: Aufgaben und Organisation**

#### *a) Allgemeines*

### **Art. 19** Aufgaben und Befugnisse

<sup>1</sup> Die GESPA nimmt die im BGS der interkantonalen Aufsichts- und Vollzugsbehörde zugewiesenen Aufgaben wahr und verfügt über die ihr bundesrechtlich zugewiesenen Befugnisse. Die Trägerschaft kann mit der GESPA allgemeine Grundsätze zur Aufgabenerfüllung vereinbaren.

<sup>2</sup> Die GESPA ist das Kompetenzzentrum der Kantone im Bereich Geldspiele. Die Trägerschaft erlässt mittels Leistungsauftrag allgemeine Vorgaben hinsichtlich Quantität und Qualität der Aufgabenerfüllung. Die Trägerschaft kann der GESPA weitere untergeordnete Aufgaben übertragen.

<sup>3</sup> La GESPA peut édicter des dispositions d'exécution pour l'exécution de ses tâches.

<sup>4</sup> Elle peut fournir, sur mandat de tiers, des prestations en lien étroit avec les tâches définies aux al. 1 et 2 contre une rémunération couvrant les frais.

<sup>5</sup> Elle ne peut pas elle-même fournir des prestations commerciales sur le marché et ne peut pas conclure dans ce but des participations et des coopérations.

#### **Art. 20** Forme juridique, siège et organes

<sup>1</sup> La GESPA est un établissement intercantonal de droit public doté de la personnalité juridique. Son siège est à Berne.

<sup>2</sup> Elle dispose des organes suivants:

- a. le conseil de surveillance;
- b. le secrétariat;
- c. l'organe de révision.

#### **Art. 21** Indépendance

<sup>1</sup> La GESPA est indépendante et autonome dans l'exécution de ses tâches.

<sup>2</sup> La présidente ou le président de la CSJA conduit chaque année un entretien avec la présidente ou le président de la GESPA sur l'accomplissement des tâches.

#### **Art. 22** Organisation et rapports

<sup>1</sup> La GESPA s'organise elle-même dans le cadre des dispositions du présent concordat.

<sup>2</sup> Elle soumet chaque année à l'institution intercantonale, pour information, un rapport annuel et les comptes annuels vérifiés par l'organe de révision.

<sup>3</sup> Elle soumet tous les quatre ans pour approbation un rapport d'activité à l'institution intercantonale.

<sup>3</sup> Die GESPA kann zur Erfüllung ihrer Aufgaben Ausführungsbestimmungen erlassen.

<sup>4</sup> Sie darf gegen kostendeckendes Entgelt im Auftrag Dritter Leistungen erbringen, soweit ein enger Zusammenhang zu den Aufgaben gemäss Abs. 1 bis 2 besteht.

<sup>5</sup> Sie darf selbst keine gewerblichen Leistungen am Markt erbringen und zu diesem Zweck keine Beteiligungen oder Kooperationen eingehen.

#### **Art. 20** Rechtsform, Sitz und Organe

<sup>1</sup> Die GESPA ist eine interkantonale öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit und Sitz in Bern.

<sup>2</sup> Sie verfügt über die folgenden Organe:

- a. den Aufsichtsrat;
- b. die Geschäftsstelle;
- c. die Revisionsstelle.

#### **Art. 21** Unabhängigkeit

<sup>1</sup> Die GESPA erfüllt ihre Aufgaben selbständig und unabhängig.

<sup>2</sup> Das Präsidium der FDKG führt mit dem Präsidium der GESPA jährlich ein Gespräch über die Aufgabenerfüllung.

#### **Art. 22** Organisation und Berichterstattung

<sup>1</sup> Die GESPA organisiert sich im Rahmen der Vorgaben dieses Konkordats selbst.

<sup>2</sup> Sie unterbreitet der Trägerschaft jährlich einen Jahresbericht zur Kenntnisnahme, zusammen mit der von der Revisionsstelle geprüften Jahresrechnung.

<sup>3</sup> Sie erstattet der Trägerschaft alle vier Jahre einen Rechenschaftsbericht.



b) *Conseil de surveillance*

**Art. 23** Composition, période de fonction et durée maximale des mandats

<sup>1</sup> Le conseil de surveillance se compose de cinq ou sept membres, dont au moins deux issus de Suisse romande, au moins deux issus de Suisse alémanique et un issu de Suisse italienne. Tous les membres doivent être des experts en la matière. Un membre au moins doit disposer de connaissances particulières en matière de prévention des addictions.

<sup>2</sup> La période de fonction des membres est de 4 ans. Les membres sont rééligibles deux fois.

**Art. 24** Compétences

<sup>1</sup> Le conseil de surveillance

a. édicte:

- I. le règlement d'organisation de la GESPA, lequel doit être approuvé par la CSJA;
- II. le règlement sur les émoluments de la GESPA, lequel doit être approuvé par la CSJA;
- III. le règlement sur les indemnités des membres du conseil de surveillance, lequel doit être approuvé par la CSJA;
- IV. le règlement concernant le personnel;

b. peut émettre des recommandations à l'attention des cantons;

c. adopte:

- I. le budget annuel de la GESPA;
- II. le rapport annuel et les comptes annuels de la GESPA;
- III. le rapport d'activité quadriennal à l'attention de la CSJA;

d. engage la directrice ou le directeur et la vice-directrice ou le vice-directeur et approuve l'engagement des autres collaboratrices ou collaborateurs du secrétariat.

<sup>2</sup> Le conseil de surveillance exerce les compétences prévues par la LJAr et, au surplus, toutes les compétences nécessaires à l'exécution des tâches que le présent concordat et le mandat de prestations de l'institution intercantonale lui attribuent et qui ne sont pas attribuées à un autre organe.

b) *Der Aufsichtsrat*

**Art. 23** Zusammensetzung, Amtsdauer, Amtszeit

<sup>1</sup> Der Aufsichtsrat besteht aus fünf oder sieben sachverständigen Mitgliedern, wovon je mindestens zwei Mitglieder aus der französischen und deutschen Schweiz sowie ein Mitglied aus der italienischen Schweiz stammen. Mindestens ein Mitglied muss über besondere Kenntnisse im Bereich der Suchtprävention verfügen.

<sup>2</sup> Die Amtsdauer der Mitglieder beträgt 4 Jahre; jedes Mitglied kann zweimal wiedergewählt werden.

**Art. 24** Zuständigkeiten

<sup>1</sup> Der Aufsichtsrat

a. erlässt

- I. das Organisationsreglement der GESPA, unter Vorbehalt der Genehmigung durch die FDKG;
- II. das Gebührenreglement der GESPA, unter Vorbehalt der Genehmigung durch die FDKG;
- III. die Entschädigungsordnung der Mitglieder des Aufsichtsrats, unter Vorbehalt der Genehmigung durch die FDKG;
- IV. die Regulierung betreffend das Personal;

b. kann zuhanden der Kantone Empfehlungen abgeben;

c. beschliesst

- I. das jährliche Budget der GESPA;
- II. den Jahresbericht und die Jahresrechnung der GESPA;
- III. den Rechenschaftsbericht zuhanden der FDKG, jeweils für vier Jahre;

d. stellt die Direktorin oder den Direktor und die Vizedirektorin oder den Vizedirektor an und genehmigt die Anstellung der weiteren Mitarbeitenden der Geschäftsstelle.

<sup>2</sup> Der Aufsichtsrat übt die Zuständigkeiten gemäss BGS aus sowie darüber hinaus sämtliche Zuständigkeiten, die für die Erfüllung der mit diesem Konkordat und mit dem Leistungsauftrag der Trägerschaft übertragenen Aufgaben notwendig und keinem anderen Organ übertragen sind.

<sup>3</sup> Le conseil de surveillance délivre en particulier les autorisations d'exploitant et de jeu et décide des taxes et émoluments y relatifs.

<sup>4</sup> Le conseil de surveillance peut déléguer des compétences au secrétariat dans le règlement d'organisation.

<sup>5</sup> Le conseil de surveillance peut déléguer des tâches de surveillance aux cantons ou aux communes, d'un commun accord et contre rémunération couvrant les coûts.

#### *c) Secrétariat*

##### **Art. 25** Secrétariat et personnel

<sup>1</sup> Le secrétariat est placé sous la conduite d'une directrice ou d'un directeur.

<sup>2</sup> Il exerce la surveillance directe du secteur des jeux de grande envergure; le conseil de surveillance peut s'attribuer la compétence pour les cas de grande portée.

<sup>3</sup> Il prépare les objets du conseil de surveillance, lui soumet des propositions et exécute ses décisions.

<sup>4</sup> Il rapporte régulièrement au conseil de surveillance, dans les meilleurs délais en cas d'événements particuliers.

<sup>5</sup> Il entretient des rapports directs avec les exploitants, les autorités et les tiers et rend, dans le domaine de compétence que lui attribue le règlement d'organisation, des décisions de façon autonome et prélève des taxes et des émoluments.

<sup>6</sup> Il examine la compatibilité avec le droit fédéral des décisions d'autorisation que les autorités cantonales d'exécution transmettent à la GESPA en vertu de l'art. 32 al. 2 LJA.

<sup>7</sup> Il représente la GESPA devant les tribunaux fédéraux, intercantonaux et cantonaux.

<sup>8</sup> L'engagement du personnel se fonde sur le droit public. Le droit du personnel de la Confédération s'applique par analogie. Le règlement peut contenir des dispositions qui y dérogent si les circonstances particulières et les tâches à accomplir l'exigent.

<sup>3</sup> Der Aufsichtsrat erlässt insbesondere die Veranstalter- und Spielbewilligungen und verfügt die damit verbundenen Abgaben.

<sup>4</sup> Der Aufsichtsrat kann im Organisationsreglement Zuständigkeiten an die Geschäftsstelle delegieren.

<sup>5</sup> Der Aufsichtsrat kann Kantonen oder Gemeinden im gegenseitigen Einvernehmen und gegen kostendeckendes Entgelt einzelne Aufsichtsaufgaben übertragen.

#### *c) Die Geschäftsstelle*

##### **Art. 25** Geschäftsstelle und Personal

<sup>1</sup> Die Geschäftsstelle steht unter der Leitung einer Direktorin oder eines Direktors.

<sup>2</sup> Sie übt die unmittelbare Aufsicht über den Grossspielsektor aus; der Aufsichtsrat kann in Fällen von grosser Tragweite die Zuständigkeit an sich ziehen.

<sup>3</sup> Sie bereitet die Geschäfte des Aufsichtsrats vor, stellt Antrag und vollzieht dessen Beschlüsse.

<sup>4</sup> Sie berichtet dem Aufsichtsrat regelmässig, bei besonderen Ereignissen ohne Verzug.

<sup>5</sup> Sie verkehrt mit Veranstalterinnen, Behörden und Dritten direkt und erlässt in ihrem Zuständigkeitsbereich nach Massgabe des Organisationsreglements selbstständig Verfügungen und erhebt Abgaben.

<sup>6</sup> Sie prüft die der GESPA gestützt auf Art. 32 Abs. 2 BGS von den kantonalen Bewilligungsbehörden zugestellten Bewilligungsentscheide auf Übereinstimmung mit dem Bundesrecht.

<sup>7</sup> Sie vertritt die GESPA vor eidgenössischen, interkantonalen und kantonalen Gerichten.

<sup>8</sup> Das Personal wird öffentlich-rechtlich angestellt. Das Bundespersonalrecht ist sinngemäss anwendbar. Das Reglement kann davon abweichende Regelungen enthalten, soweit die besonderen Verhältnisse und die zu erfüllenden Aufgaben dies erfordern.

#### *d) Organe de révision*

##### **Art. 26** Election, mandat et rapports

<sup>1</sup> Le conseil de surveillance désigne comme organe de révision un organe cantonal de vérification des comptes ou un organe de révision privé reconnu pour une période de fonction de 4 ans, reconductible.

<sup>2</sup> L'organe de révision procède à un contrôle ordinaire au sens de l'art. 728a CO et rapporte au conseil de surveillance.

#### **SECTION 2:**

#### **Finances et droit de procédure applicable**

##### **Art. 27** Réserves

<sup>1</sup> La GESPA constitue des réserves de CHF 3 millions par prélèvement sur la redevance unique (art. 64).

<sup>2</sup> A partir de la quatrième année suivant l'entrée en vigueur du présent concordat, les réserves de la GESPA s'élèveront en tout temps à 50% au moins et à 150% au plus de la moyenne des charges totales annuelles des trois années précédentes.

##### **Art. 28** Financement

La GESPA couvre ses charges par les taxes et les émoluments prévus au chapitre 7 ainsi que par des contributions de l'institution intercantonale.

##### **Art. 29** Présentation des comptes

<sup>1</sup> La structure des comptes garantit la possibilité de calculer correctement les taxes et émoluments prévus au chapitre 7.

<sup>2</sup> Pour le surplus, les dispositions du titre trente-deuxième du CO s'appliquent par analogie.

##### **Art. 30** Répartition d'un excédent de charges ou de produits en cas de dissolution de la GESPA

<sup>1</sup> En cas de dissolution de l'établissement, un excédent de charges ou de produits est réparti entre les cantons au prorata de leur population résidente.

#### *d) Die Revisionsstelle*

##### **Art. 26** Wahl, Auftrag und Berichterstattung

<sup>1</sup> Der Aufsichtsrat wählt als Revisionsstelle ein kantonales Rechnungsprüfungsorgan oder eine anerkannte private Revisionsstelle auf eine Amtsdauer von vier Jahren; Wiederwahl ist möglich.

<sup>2</sup> Die Revisionsstelle führt eine im Sinn von Art. 728a OR ordentliche Revision durch und berichtet dem Aufsichtsrat.

#### **2. ABSCHNITT:**

#### **Finanzen und anwendbares Verfahrensrecht**

##### **Art. 27** Reserven

<sup>1</sup> Die GESPA bildet aus der einmaligen Abgabe (Art. 64) Reserven in der Höhe von CHF 3 Mio.

<sup>2</sup> Die Reserven der GESPA müssen ab dem vierten Jahr nach Inkrafttreten dieses Konkordats stets mindestens 50% und höchstens 150% des Betrags ihres auf den Durchschnitt der drei vorangegangenen Jahre errechneten, jährlichen Gesamtaufwands aufweisen.

##### **Art. 28** Finanzierung

Die GESPA deckt ihren Aufwand über Abgaben gemäss Kapitel 7 dieses Konkordats sowie über Beiträge der Trägerschaft.

##### **Art. 29** Rechnungslegung

<sup>1</sup> Der Aufbau der Rechnung stellt sicher, dass die Abgaben gemäss Kapitel 7 korrekt berechnet werden können.

<sup>2</sup> Im Übrigen gelten die Vorschriften des 32. Titels OR sinngemäss.

##### **Art. 30** Verteilung eines Aufwand- oder Ertragsüberschusses bei Auflösung der GESPA

<sup>1</sup> Bei einer Auflösung der Anstalt wird ein Aufwand- oder Ertragsüberschuss im Verhältnis der Wohnbevölkerung auf die Kantone verteilt.

<sup>2</sup> Les cantons affectent un excédent de produits exclusivement au financement de la surveillance du secteur des jeux de grande envergure ou à des buts d'utilité publique.

#### **Art. 31** Droit de procédure

Les dispositions de la loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative (PA; RS 172.021) s'appliquent par analogie à la procédure.

### **CHAPITRE 4**

#### **Fondation suisse pour l'encouragement du sport (FSES)**

#### **Art. 32** Constitution et but

<sup>1</sup> Les cantons affectent une part des bénéfices nets des loteries et des paris sportifs de grande envergure à l'encouragement du sport national.

<sup>2</sup> Pour la répartition des fonds prévus à l'al. 1, est constituée la fondation indépendante de droit public Fondation suisse pour l'encouragement du sport (FSES).

<sup>3</sup> La FSES accorde des contributions pour l'encouragement du sport national dans le cadre des dispositions du droit supérieur, du présent concordat et des prescriptions de la CSJA (règlement de la fondation et décision de la CSJA sur les priorités pour l'utilisation des fonds).

<sup>4</sup> Elle contrôle le bon usage des contributions par les bénéficiaires.

<sup>5</sup> Elle peut, en vertu du règlement de fondation, accomplir d'autres tâches.

#### **Art. 33** Fortune de la fondation

<sup>1</sup> La CSJA fixe, pour une période de quatre ans, selon la procédure prévue à l'art. 34, le montant prélevé sur les bénéfices nets alloué annuellement à la fondation.

<sup>2</sup> La fortune de la fondation constituée par des contributions prélevées sur les bénéfices nets des loteries et des paris sportifs de grande envergure ne peut être utilisée qu'à des fins d'encouragement du sport national, en particulier pour la relève dans le sport de compétition, pour la formation et le perfectionnement, pour l'information ainsi que pour l'administration de la fondation.

<sup>2</sup> Die Kantone verwenden einen Ertragsüberschuss ausschliesslich für die Finanzierung der Aufsicht über den Grossspielsektor oder für gemeinnützige Zwecke.

#### **Art. 31** Verfahrensrecht

Das Verfahren richtet sich sinngemäss nach den Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 20. Dezember 1968 über das Verwaltungsverfahren (VwVG; SR 172.021).

### **4. KAPITEL**

#### **Die Stiftung Sportförderung Schweiz (SFS)**

#### **Art. 32** Errichtung und Zweck

<sup>1</sup> Die Kantone verwenden einen Teil der Reingewinne von Grosslotterien und grossen Sportwetten zur Förderung des nationalen Sports.

<sup>2</sup> Zur Verteilung der Mittel gemäss Abs. 1 wird die rechtlich selbständige öffentlich-rechtliche Stiftung Sportförderung Schweiz (SFS) errichtet.

<sup>3</sup> Die SFS gewährt Beiträge zur Förderung des nationalen Sports im Rahmen der Vorgaben des übergeordneten Rechts, dieses Konkordats sowie der Vorgaben der FDKG (Stiftungsreglement und Beschluss der FDKG über die Schwerpunkte für den Einsatz der Mittel).

<sup>4</sup> Sie kontrolliert die zweckgemässe Verwendung der Beiträge durch die Destinatäre.

<sup>5</sup> Sie kann nach Massgabe des Stiftungsreglements weitere Aufgaben erfüllen.

#### **Art. 33** Stiftungsvermögen

<sup>1</sup> Die FDKG legt den Betrag aus dem Reingewinn, welcher der Stiftung jährlich zugewendet wird, im Verfahren gemäss Art. 34 jeweils auf vier Jahre fest.

<sup>2</sup> Das aus Reingewinnen von Grosslotterien und grossen Sportwetten geäußnete Stiftungsvermögen darf ausschliesslich zum Zwecke der Förderung des nationalen Sports, insbesondere für den Nachwuchsleistungssport, für Aus- und Weiterbildung, für die Information sowie für die Verwaltung der Stiftung eingesetzt werden.

<sup>3</sup> En cas de dissolution de la fondation, la fortune de la fondation est distribuée aux cantons au prorata de leur population résidente.

<sup>4</sup> Les cantons affectent les fonds mentionnés à l'al. 3 exclusivement à l'encouragement du sport cantonal.

**Art. 34** Procédure pour la fixation du montant destiné à l'encouragement du sport national

<sup>1</sup> Le conseil de fondation de la FSES soumet une proposition à la CSJA au plus tard 12 mois avant l'échéance de la période quadriennale.

<sup>2</sup> Les membres de la CSJA informent en temps utile le gouvernement du canton qui les délègue de la décision en vue. Le gouvernement peut donner à la déléguée ou au délégué un mandat impératif.

<sup>3</sup> La décision de la CSJA est adoptée si tant la majorité des membres prenant part au vote des six cantons romands que la majorité des membres prenant part au vote des vingt autres cantons (cantons alémaniques et canton du Tessin) acceptent la proposition.

<sup>4</sup> Les cantons prennent en charge le montant en proportion de leur nombre d'habitants. Le nombre d'habitants est déterminé sur la base des données les plus récentes de l'Office fédéral de la statistique à la date de la décision.

**Art. 35** Organisation

<sup>1</sup> La FSES dispose d'un conseil de fondation en qualité d'organe suprême, ainsi que d'un organe de révision.

<sup>2</sup> Le conseil de fondation est composé de 5 ou 7 membres. Les diverses régions linguistiques y sont équitablement représentées.

<sup>3</sup> La présentation des comptes s'effectue par analogie selon les règles du titre trente-deuxième du CO.

<sup>4</sup> Le conseil de fondation désigne comme organe de révision un organe cantonal de vérification des comptes ou une entreprise de révision privée reconnue pour une période de fonction de 4 ans, reconductible.

<sup>5</sup> L'organe de révision procède à un contrôle ordinaire au sens de l'art. 728a CO et vérifie en particulier que l'utilisation des fonds est conforme aux prescriptions.

<sup>3</sup> Im Falle einer Auflösung der Stiftung fällt das Stiftungsvermögen im Verhältnis der Wohnbevölkerung an die Kantone.

<sup>4</sup> Die Kantone verwenden die Mittel gemäss Abs. 3 ausschliesslich zur Förderung des kantonalen Sports.

**Art. 34** Verfahren für die Festlegung des Betrags zur Förderung des nationalen Sports

<sup>1</sup> Der Stiftungsrat der SFS stellt der FDKG spätestens 12 Monate vor Ablauf der Vierjahresperiode Antrag.

<sup>2</sup> Die Mitglieder der FDKG informieren die Regierung des sie entsendenden Kantons frühzeitig über die bevorstehende Beschlussfassung. Die Regierung kann der bzw. dem Delegierten das Mandat binden.

<sup>3</sup> Der Beschluss der FDKG kommt zustande, wenn sowohl die Mehrheit der Stimmenden der sechs Kantone der Westschweiz als auch die Mehrheit der Stimmenden der zwanzig Kantone der Deutschschweiz und des Kantons Tessin dem Antrag zustimmen.

<sup>4</sup> Der Betrag wird von den Kantonen im Verhältnis der Einwohnerzahlen getragen. Die Einwohnerzahlen werden auf der Grundlage der aktuellsten Angaben des Bundesamts für Statistik zum Zeitpunkt der Beschlussfassung ermittelt.

**Art. 35** Organisation

<sup>1</sup> Die SFS verfügt über einen Stiftungsrat als oberstes Organ sowie eine Revisionsstelle.

<sup>2</sup> Der Stiftungsrat verfügt über 5 oder 7 Mitglieder; bei der Zusammensetzung ist auf eine angemessene Vertretung der verschiedenen Sprachregionen zu achten.

<sup>3</sup> Die Rechnungslegung erfolgt sinngemäss nach den Vorschriften des 32. Titels OR.

<sup>4</sup> Der Stiftungsrat wählt als Revisionsstelle ein kantonales Rechnungsprüfungsorgan oder eine anerkannte private Revisionsstelle auf eine Amtsdauer von vier Jahren; Wiederwahl ist möglich.

<sup>5</sup> Die Revisionsstelle führt eine im Sinne von Art. 728a OR ordentliche Revision durch und prüft insbesondere, ob die Mittelverwendung im Einklang mit den Vorgaben erfolgt ist.



<sup>6</sup> La CSJA fixe le siège de la fondation et règle les détails, sur proposition de la FSES, dans un règlement de fondation. Le règlement règle notamment les tâches de la fondation de façon exhaustive, l'organisation, y compris la comptabilité et les rapports, l'indépendance par rapport aux bénéficiaires, ainsi que la procédure et les critères pour l'utilisation des fonds.

<sup>7</sup> Si du personnel est engagé, l'engagement de celui-ci est fondé sur le droit privé.

#### **Art. 36** Rapports

<sup>1</sup> La FSES transmet chaque année à la CSJA, pour prise de connaissance, un rapport annuel et les comptes annuels vérifiés par l'organe de révision.

<sup>2</sup> Elle soumet pour approbation tous les quatre ans un rapport d'activité à la CSJA.

#### **Art. 37** Critères et procédure pour la répartition des fonds

<sup>1</sup> La FSES accorde des contributions:

- a. à la fédération faîtière des fédérations sportives nationales (Swiss Olympic);
- b. aux fédérations sportives nationales qui, telles la fédération de football et la fédération de hockey sur glace, génèrent d'importants supports de paris en Suisse.

<sup>2</sup> La CSJA règle, sur proposition de la FSES, la procédure et les critères pour la répartition des fonds dans le règlement de fondation et elle décide, sur proposition de la FSES, des priorités pour l'affectation des fonds pour une période de 4 ans.

<sup>3</sup> Il n'y a pas de droit à des contributions de la FSES.

#### **Art. 38** Transparence

<sup>1</sup> La FSES communique les noms des bénéficiaires, les montants qu'ils ont reçus et les domaines pour lesquels ceux-ci ont été versés.

<sup>2</sup> Elle publie chaque année les informations définies à l'al. 1 et ses comptes sur son site Internet.

<sup>6</sup> Die FDKG bestimmt den Sitz der Stiftung und regelt die Einzelheiten auf Antrag der SFS in einem Stiftungsreglement. Das Reglement regelt namentlich die Aufgaben der Stiftung abschliessend, die Organisation einschliesslich Rechnungswesen und Berichterstattung, die Unabhängigkeit von den Destinatären sowie das Verfahren und die Kriterien für die Mittelverwendung.

<sup>7</sup> Soweit Personal angestellt wird, erfolgt die Anstellung privatrechtlich.

#### **Art. 36** Berichterstattung

<sup>1</sup> Die SFS unterbreitet der FDKG jährlich einen Jahresbericht zur Kenntnisnahme, zusammen mit der von der Revisionsstelle geprüften Jahresrechnung.

<sup>2</sup> Sie erstattet der FDKG alle vier Jahre einen Rechenschaftsbericht.

#### **Art. 37** Kriterien und Verfahren für die Mittelvergabe

<sup>1</sup> Die SFS gewährt Beiträge

- a. an den Dachverband der nationalen Sportverbände (Swiss Olympic);
- b. an nationale Sportverbände, welche wie der Fussballverband und der Eishockeyverband massgebend in der Schweiz Wettsubstrat generieren.

<sup>2</sup> Die FDKG regelt auf Antrag der SFS das Verfahren und die Kriterien für die Mittelverwendung im Stiftungsreglement und beschliesst auf Antrag der SFS die Schwerpunkte des Mitteleinsatzes jeweils für 4 Jahre.

<sup>3</sup> Es besteht kein Rechtsanspruch auf Beiträge der SFS.

#### **Art. 38** Transparenz

<sup>1</sup> Die SFS legt offen, welche Empfängerinnen und Empfänger für welche Bereiche wie hohe Beiträge erhalten haben.

<sup>2</sup> Sie veröffentlicht die Informationen gemäss Abs. 1 sowie ihre Rechnung jährlich auf ihrer Website.

## CHAPITRE 5

### Dispositions communes

#### Art. 39 Incompatibilités

<sup>1</sup> Personne ne peut siéger simultanément dans plusieurs organes institués par le concordat.

<sup>2</sup> Les membres des organes institués par le présent concordat ne peuvent ni être membres d'un organe ou du personnel d'entreprises de jeux d'argent ou d'entreprises de fabrication et de commerce du secteur des jeux d'argent, ni participer à de telles entreprises, ni exercer un mandat pour de telles entreprises.

#### Art. 40 Déclaration des liens d'intérêts

<sup>1</sup> Les membres des organes institués par le présent concordat déclarent leurs liens d'intérêts avant leur élection.

<sup>2</sup> Les personnes qui refusent de déclarer leurs liens d'intérêts ne peuvent être élues membres d'un organe.

#### Art. 41 Récusation

<sup>1</sup> Quiconque possède un intérêt personnel direct dans une affaire a l'obligation de se récuser lorsqu'elle est traitée.

<sup>2</sup> A également l'obligation de se récuser quiconque est lié à une personne dont l'intérêt personnel direct dans une affaire est touché du fait qu'il est son parent ou allié en ligne directe, ou jusqu'au troisième degré en ligne collatérale, qu'il lui est uni par mariage ou partenariat enregistré, ou qu'il mène de fait une vie de couple avec elle.

<sup>3</sup> Les personnes obligées de se récuser doivent signaler d'elles-mêmes leurs intérêts.

<sup>4</sup> Avant de quitter la salle, elles peuvent s'exprimer sur l'affaire.

#### Art. 42 Obligation de soumettre les collaboratrices et collaborateurs à cette obligation

Les organismes institués par le présent concordat s'assurent que les collaboratrices et collaborateurs sont indépendants du secteur des jeux d'argent et qu'ils se récuseront en cas de conflits d'intérêts.

## 5. KAPITEL

### Gemeinsame Bestimmungen

#### Art. 39 Unvereinbarkeit

<sup>1</sup> Niemand darf gleichzeitig in mehreren mit dem Konkordat geschaffenen Organen Einsitz nehmen.

<sup>2</sup> Die Mitglieder der mit dem vorliegenden Konkordat geschaffenen Organe dürfen weder Mitglied eines Organs noch Mitarbeitende von Geldspielunternehmen oder von Fabrikations- und Handelsbetrieben der Geldspielbranche sein noch dürfen sie an solchen Unternehmungen beteiligt sein oder ein Mandat für eine solche Unternehmung ausüben.

#### Art. 40 Offenlegung von Interessenbindungen

<sup>1</sup> Die Mitglieder von mit dem vorliegenden Konkordat geschaffenen Organen legen ihre Interessenbindungen vor ihrer Wahl offen.

<sup>2</sup> Wer sich weigert, seine Interessenbindungen offenzulegen, ist als Mitglied eines Organs nicht wählbar.

#### Art. 41 Ausstandspflicht

<sup>1</sup> Wer an einem Geschäft unmittelbar persönliche Interessen hat, ist bei dessen Behandlung ausstandspflichtig.

<sup>2</sup> Ausstandspflichtig ist ebenfalls, wer mit einer Person, deren persönliche Interessen von einem Geschäft unmittelbar berührt werden, in gerader Linie oder in der Seitenlinie bis dem dritten Grade verwandt oder verschwägert oder durch Ehe, eingetragene Partnerschaft oder faktische Lebensgemeinschaft verbunden ist oder diese Person gesetzlich, statutarisch oder vertraglich vertritt.

<sup>3</sup> Ausstandspflichtige müssen von sich aus ihre Interessenbindung offenlegen.

<sup>4</sup> Sie dürfen sich vor Verlassen des Raumes zur Sache äussern.

#### Art. 42 Verpflichtung zur Überbindung auf Mitarbeitende

Die mit dem vorliegenden Konkordat geschaffenen Organisationen stellen sicher, dass die Mitarbeitenden von der Geldspielbranche unabhängig sind und bei Interessenkonflikten in den Ausstand treten.

#### **Art. 43** Surveillance financière

Les organisations instituées par le CJA ne sont pas soumises à la surveillance financière des cantons. La surveillance financière est exercée exclusivement par la CSJA.

#### **Art. 44** Responsabilité

<sup>1</sup> Pour la responsabilité, la loi fédérale du 14 mars 1958 sur la responsabilité de la Confédération, des membres de ses autorités et de ses fonctionnaires (loi sur la responsabilité; LRFC; RS 170.32) s'applique par analogie sous réserve des dispositions ci-après.

<sup>2</sup> La GESPA ne répond des dommages causés à des tiers dans l'exercice de ses fonctions officielles que:

- a. si ses organes ou ses collaboratrices ou collaborateurs ont violé des devoirs essentiels de fonction et
- b. si les dommages ne sont pas imputables à des violations des obligations d'un assujetti à la surveillance.

<sup>3</sup> L'organisation statue sur les réclamations litigieuses de tiers formées à son encontre.

<sup>4</sup> Le lésé ou la lésée n'a aucune action contre les organes ou les collaboratrices ou collaborateurs.

<sup>5</sup> Si l'organisation responsable n'est pas en mesure de verser l'indemnité due, les cantons répondent solidairement.

<sup>6</sup> Les cantons prennent en charge un éventuel dommage au prorata de leur population résidente.

#### **Art. 45** Protection des données

<sup>1</sup> La législation de la Confédération sur la protection des données (LPD, RS 235.1 et ordonnances d'exécution) s'applique par analogie à la protection des données.

<sup>2</sup> Les organisations instituées par le présent concordat désignent une autorité indépendante de surveillance de la protection des données. Leurs tâches sont régies par les art. 27, 30 et 31 LPD applicables par analogie. Les autres dispositions de la section 5 de la LPD ne sont pas applicables.

#### **Art. 43** Finanzaufsicht

Die mit dem GSK geschaffenen Organisationen unterstehen nicht der Finanzaufsicht der Kantone. Die Finanzaufsicht wird abschliessend durch die FDKG wahrgenommen.

#### **Art. 44** Haftung

<sup>1</sup> Die Haftung richtet sich unter Vorbehalt der nachfolgenden Bestimmungen sinngemäss nach dem Verantwortlichkeitsgesetz des Bundes vom 14. März 1958 (VG; SR 170.32).

<sup>2</sup> Für den Schaden, den die GESPA in Ausübung ihrer amtlichen Tätigkeit Dritten zufügt, haftet sie nur, wenn ihre Organe oder Mitarbeitenden

- a. wesentliche Amtspflichten verletzt haben und
- b. Schäden nicht auf Pflichtverletzungen eines Beaufsichtigten zurückzuführen sind.

<sup>3</sup> Über streitige Ansprüche von Dritten erlässt die Organisation, gegen welche ein Anspruch gerichtet wird, eine Verfügung.

<sup>4</sup> Gegenüber Organen oder Mitarbeitenden steht der oder dem Geschädigten kein Anspruch zu.

<sup>5</sup> Soweit die haftpflichtige Organisation die geschuldete Entschädigung nicht zu leisten vermag, haften die Kantone solidarisch.

<sup>6</sup> Die Kantone tragen einen allfälligen Schaden im Verhältnis ihrer Wohnbevölkerung.

#### **Art. 45** Datenschutz

<sup>1</sup> Der Datenschutz richtet sich sinngemäss nach der Gesetzgebung des Bundes über den Datenschutz (DSG; SR 235.1 und Ausführungserlasse).

<sup>2</sup> Die mit dem vorliegenden Konkordat geschaffenen Organisationen bezeichnen in ihrem Organisationsreglement eine unabhängige Datenschutzaufsichtsstelle. Deren Aufgaben richten sich sinngemäss nach den Artikeln 27, 30 und 31 DSG. Die übrigen Bestimmungen des 5. Abschnitts des DSG sind nicht anwendbar.

#### **Art. 46** Consultation des dossiers

<sup>1</sup> La législation fédérale sur le principe de la transparence dans l'administration (RS 152.3 et ordonnances d'exécution) s'applique par analogie à la consultation des dossiers officiels, sous réserve des alinéas ci-après.

<sup>2</sup> Les dossiers officiels qui concernent l'activité d'autorisation et de surveillance de la GESPA ne sont pas accessibles.

<sup>3</sup> Les dispositions sur la procédure de médiation (art. 13 à 15 de la loi fédérale sur la transparence; RS 152.3) ne sont pas applicables. L'autorité à laquelle l'accès à un dossier est demandé informe d'une prolongation de délai ou de sa décision et rend, sur demande, une décision formelle.

<sup>4</sup> La consultation des dossiers de procédures en cours est régie par le droit de procédure applicable.

#### **Art. 47** Publications

<sup>1</sup> L'institution intercantonale, la GESPA et la FSES publient sur leur site Internet respectif leurs actes normatifs et les autres communications qui doivent être publiées.

<sup>2</sup> Les publications en lien avec les procédures de marchés publics sont publiées sur la plateforme Internet pour les marchés publics exploitée en commun par la Confédération et les cantons.

#### **Art. 48** Droit applicable

Dans la mesure où le présent concordat ou les règlements édictés en vertu de celui-ci ne contiennent pas de dispositions particulières, le droit fédéral s'applique par analogie.

### **CHAPITRE 6**

#### **Octroi de droits d'exploitation exclusifs pour les loteries et les paris sportifs de grande envergure**

#### **Art. 49** Exploitantes ou exploitants de loteries et de paris sportifs de grande envergure autorisé(e)s

<sup>1</sup> Le nombre d'exploitantes ou d'exploitants de loteries et de paris sportifs est limité à deux en vertu de l'art. 23 al. 1 LJAr.

#### **Art. 46** Akteneinsicht

<sup>1</sup> Die Einsicht in amtliche Akten richtet sich unter Vorbehalt der nachfolgenden Absätze sinngemäss nach der Gesetzgebung des Bundes über das Öffentlichkeitsprinzip der Verwaltung (SR 152.3 und Ausführungserlasse).

<sup>2</sup> Kein Zugang wird zu amtlichen Akten gewährt, welche die Zulassungs- und Aufsichtstätigkeit der GESPA betreffen.

<sup>3</sup> Die Bestimmungen über das Schlichtungsverfahren (Art. 13 bis 15 des Öffentlichkeitsgesetzes des Bundes, SR 152.3) finden keine Anwendung. Die um Gewährung der Akteneinsicht ersuchte Behörde informiert über eine Fristverlängerung oder ihren Entscheid und erlässt auf Verlangen eine Verfügung.

<sup>4</sup> Die Einsicht in Akten von laufenden Verfahren richtet sich nach dem anwendbaren Verfahrensrecht.

#### **Art. 47** Publikationen

<sup>1</sup> Die Trägerschaft, die GESPA und die SFS veröffentlichen ihre rechtsetzenden Erlasse und andere zu veröffentlichende Mitteilungen je auf ihrer Website.

<sup>2</sup> Veröffentlichungen in vergaberechtlichen Verfahren erfolgen auf der gemeinsam von Bund und Kantonen betriebenen Internetplattform für öffentliche Beschaffungen.

#### **Art. 48** Anwendbares Recht

Soweit das vorliegende Konkordat oder die gestützt darauf erlassenen Reglemente keine besondere Regelung enthalten, gelangt Bundesrecht sinngemäss zur Anwendung.

### **6. KAPITEL**

#### **Gewährung ausschliesslicher Veranstaltungsrechte für die Durchführung von Grosslotterien und grossen Sportwetten**

#### **Art. 49** Zugelassene Veranstalterinnen oder Veranstalter von Grosslotterien und grossen Sportwetten

<sup>1</sup> Die Anzahl der Veranstalterinnen oder Veranstalter von Lotterien und Sportwetten ist i.S. von Art. 23 Abs. 1 BGS auf zwei beschränkt.

<sup>2</sup> Pour le territoire des cantons alémaniques et du Tessin, une seule autorisation pour l'exploitation de loteries et de paris sportifs peut être délivrée en vertu de l'art. 23 al. 2 LJA, pour autant que les conditions d'autorisation soient réunies. Les cantons alémaniques et le Tessin désignent l'exploitante ou l'exploitant dans une convention intercantonale de portée législative.

<sup>3</sup> Pour le territoire des cantons romands, une seule autorisation pour l'exploitation de loteries et de paris sportifs peut être délivrée en vertu de l'art. 23 al. 2 LJA, pour autant que les conditions d'autorisation soient réunies. Les cantons romands désignent l'exploitante ou l'exploitant dans une convention intercantonale de portée législative.

#### **Art. 50** Redevances pour l'octroi de droits d'exploitation exclusifs

A titre de contre-prestation pour l'octroi de droits d'exploitation exclusifs prévu à l'art. 49 ci-dessus, les détentrices ou détenteurs des autorisations d'exploitant en cause versent à l'institution intercantonale une redevance unique et une redevance annuelle selon les art. 65 à 68 du présent concordat.

## **CHAPITRE 7**

### **Redevances, taxes et émoluments**

#### **SECTION 1:**

##### **Dispositions générales**

#### **Art. 51** Charges totales déterminantes

Les charges totales à financer par des redevances, taxes et émoluments, dans le cadre des dispositions ci-après, se composent comme suit:

- a. charges de l'institution intercantonale, y compris le tribunal des jeux d'argent;
- b. charges de la GESPA;
- c. part des cantons aux charges de l'organe de coordination selon l'art. 114 LJA.

<sup>2</sup> Auf dem Gebiet der Deutschschweizer Kantone und des Kantons Tessin darf im Sinne von Art. 23 Abs. 2 BGS bei gegebenen Bewilligungsvoraussetzungen nur eine einzige Bewilligung für die Veranstaltung von Lotterien und Sportwetten erteilt werden. Die Deutschschweizer Kantone und der Kanton Tessin benennen die Veranstalterin oder den Veranstalter in einer rechtsetzenden interkantonalen Vereinbarung.

<sup>3</sup> Auf dem Gebiet der Westschweizer Kantone darf im Sinne von Art. 23 Abs. 2 BGS bei gegebenen Bewilligungsvoraussetzungen nur eine einzige Bewilligung für die Veranstaltung von Lotterien und Sportwetten erteilt werden. Die Westschweizer Kantone benennen die Veranstalterin oder den Veranstalter in einer rechtsetzenden interkantonalen Vereinbarung.

#### **Art. 50** Abgabe für die Gewährung ausschliesslicher Veranstaltungsrechte

Als Gegenleistung für die Gewährung der ausschliesslichen Veranstaltungsrechte gemäss Art. 49 hiervor entrichten die Inhaberinnen oder Inhaber der entsprechenden Veranstalterbewilligung der Trägerschaft eine einmalige sowie eine jährlich wiederkehrende Abgabe nach Massgabe der Art. 65 bis 68 dieses Konkordats.

## **7. KAPITEL**

### **Abgaben**

#### **1. ABSCHNITT:**

##### **Allgemeine Bestimmungen**

#### **Art. 51** Massgebender Gesamtaufwand

Der im Rahmen der nachfolgenden Bestimmungen mit Abgaben zu finanzierende Gesamtaufwand setzt sich wie folgt zusammen:

- a. Aufwand der Trägerschaft, einschliesslich Geldspielgericht;
- b. Aufwand der GESPA;
- c. Auf die Kantone entfallender Anteil des Aufwands des Koordinationsorgans gemäss Art. 114 BGS.

## **Art. 52** Financement

<sup>1</sup> Les charges totales définies à l'art. 51 ci-dessus sont couvertes en premier lieu par:

- a. les émoluments pour les décisions et les prestations de la GESPA (art. 54 ss);
- b. les émoluments pour les procédures devant le tribunal des jeux d'argent (art. 59).

<sup>2</sup> Pour couvrir la part des charges totales qui n'est pas couverte par les émoluments mentionnés à l'al. 1 let. a et b ci-dessus mais qui présente toutefois un lien d'imputation étroit avec les exploitantes ou exploitants de jeux de grande envergure, la GESPA perçoit chaque année auprès des exploitantes ou exploitants une taxe de surveillance par domaine de surveillance (art. 60 ss).

<sup>3</sup> La part des charges totales qui ne peut être imputée aux exploitantes ou exploitants de jeux de grande envergure est financée par le produit de la redevance annuelle pour l'octroi de droits d'exploitation exclusifs, part «surveillance».

## **Art. 53** Règlement sur les émoluments de la GESPA

<sup>1</sup> La GESPA règle les détails des émoluments dans un règlement sur les émoluments, lequel doit être publié.

<sup>2</sup> Elle règle en particulier la délimitation entre la part imputable et la part non imputable des charges totales (art. 52 al. 2 et 3).

<sup>3</sup> Dans la mesure où le présent concordat et le règlement de la GESPA ne contiennent pas de dispositions, l'ordonnance générale sur les émoluments de la Confédération du 8 septembre 2004 (OGEmol; RS 172.041.1) s'applique par analogie.

### **SECTION 2:**

#### **Emoluments pour des actes individuels de la GESPA**

## **Art. 54** Assujettissement aux émoluments

<sup>1</sup> Toute personne qui provoque une décision de la GESPA ou sollicite une prestation de celle-ci est tenue de payer un émolument.

## **Art. 52** Finanzierung

<sup>1</sup> Der Deckung des Gesamtaufwands gemäss Art. 51 hiervor dienen vorab

- a. Gebühren für Verfügungen und Dienstleistungen der GESPA im Einzelfall (Art. 54 ff.);
- b. Gebühren für Verfahren vor dem Geldspielgericht im Einzelfall (Art. 59).

<sup>2</sup> Zur Deckung des Anteils des Gesamtaufwands, welcher durch die Gebühren gemäss Abs. 1 lit. a und b vorstehend nicht gedeckt wird, bei welchem jedoch ein enger Zurechnungszusammenhang zu den Veranstalterinnen oder Veranstaltern von Grossspielen besteht, erhebt die GESPA von den Veranstalterinnen oder Veranstaltern jährlich pro Aufsichtsbereich eine Aufsichtsabgabe (Art. 60 ff.).

<sup>3</sup> Der nicht den Veranstalterinnen oder Veranstaltern von Grossspielen zurechenbare Anteil des Gesamtaufwands wird über den Ertrag aus der wiederkehrenden Abgabe für die Gewährung der ausschliesslichen Veranstaltungsrechte, Anteil «Aufsicht», finanziert.

## **Art. 53** Gebührenreglement der GESPA

<sup>1</sup> Die GESPA regelt die Einzelheiten der Abgaben in einem zu publizierenden Gebührenreglement.

<sup>2</sup> Sie regelt insbesondere die Abgrenzung zwischen dem zurechenbaren und dem nicht zurechenbaren Anteil des Gesamtaufwands (Art. 52, Abs. 2 und 3).

<sup>3</sup> Soweit das vorliegende Konkordat und das Reglement der GESPA keine Regelungen enthalten, gelten die Bestimmungen der Allgemeinen Gebührenverordnung des Bundes vom 8. September 2004 (AllgGebV; SR 172.041.1) sinngemäss.

### **2. ABSCHNITT:**

#### **Gebühren für Einzelakte der GESPA**

## **Art. 54** Gebührenpflicht

<sup>1</sup> Wer eine Verfügung der GESPA veranlasst oder eine Dienstleistung der GESPA beansprucht, muss dafür Gebühren bezahlen.



<sup>2</sup> La GESPA peut, dans des cas particuliers, percevoir des émoluments pour des procédures qui exigent un travail de contrôle important et qui n'aboutissent pas à une décision si la personne assujettie à l'émolument a donné lieu à ce travail.

#### **Art. 55** Calcul des émoluments

<sup>1</sup> Les émoluments sont calculés en fonction du temps effectif requis et des connaissances requises, échelonnés selon les niveaux de fonction et la qualification du personnel qui exécute le travail.

<sup>2</sup> Le tarif horaire est compris entre CHF 100.– et CHF 350.–.

<sup>3</sup> La GESPA fixe les tarifs pour les différents niveaux de fonction dans son règlement sur les émoluments.

<sup>4</sup> Elle peut fixer des tarifs-cadres forfaitaires pour des procédures standardisées.

#### **Art. 56** Suppléments aux émoluments

La GESPA peut percevoir des suppléments de 50% au plus aux émoluments prévus aux art. 54 s pour les prestations ou les décisions:

- a. fournies ou arrêtées d'urgence suite à une demande ou
- b. fournies ou arrêtées en dehors des horaires de travail ordinaires.

#### **Art. 57** Débours

<sup>1</sup> Les débours sont dus en sus de l'émolument.

<sup>2</sup> Sont considérés comme débours les coûts supplémentaires engendrés par une décision ou une prestation, notamment:

- a. les frais engagés pour les experts mandatés;
- b. les frais de voyage et de transport;
- c. les frais de nuitées et de repas;
- d. les frais de copie, de port et de communication.

<sup>2</sup> Die GESPA kann für Verfahren, die einen erheblichen Kontrollaufwand verursachen und nicht mit einer Verfügung enden, im Einzelfall Gebühren erheben, sofern der Gebührenpflichtige Anlass zu dieser Untersuchung gegeben hat.

#### **Art. 55** Bemessung

<sup>1</sup> Die Gebühren werden nach dem tatsächlichen, gebotenen Zeitaufwand, und der erforderlichen Sachkenntnis, abgestuft nach Funktionsstufen und Qualifikation des ausführenden Personals, bemessen.

<sup>2</sup> Die Höhe der Gebühr liegt zwischen CHF 100.– und CHF 350.– pro Stunde.

<sup>3</sup> Die GESPA legt die Ansätze für die einzelnen Funktionsstufen im Gebührenreglement fest.

<sup>4</sup> Sie kann pauschalisierte Rahmentarife für standardisierte Verfahren festlegen.

#### **Art. 56** Gebührenzuschlag

Die GESPA kann Zuschläge bis zu 50 Prozent der Gebühren gemäss Art. 54 f. erheben für Dienstleistungen oder Verfügungen, die

- a. auf Ersuchen hin dringlich verrichtet oder erlassen werden, oder
- b. ausserhalb der normalen Arbeitszeit verrichtet oder erlassen werden müssen.

#### **Art. 57** Auslagen

<sup>1</sup> Auslagen sind zusätzlich zur Gebühr geschuldet.

<sup>2</sup> Als Auslagen gelten die Kosten, die für die einzelne Verfügung oder Dienstleistung zusätzlich anfallen, namentlich:

- a. Kosten für beigezogene Sachverständige;
- b. Reise- und Transportkosten;
- c. Übernachtungs- und Verpflegungskosten;
- d. Reproduktionskosten, Porti, Kommunikation.

#### **Art. 58** Avance

La GESPA peut exiger une avance de la personne assujettie. Cette avance ne peut excéder le montant de l'émolument prévu, débours compris.

### **SECTION 3:**

#### **Emoluments du tribunal des jeux d'argent**

#### **Art. 59** Emoluments du tribunal des jeux d'argent

La législation fédérale sur la procédure devant le Tribunal administratif fédéral s'applique par analogie aux émoluments pour la procédure devant le tribunal des jeux d'argent.

### **SECTION 4:**

#### **Taxe de surveillance**

#### **Art. 60** Assujettissement à la taxe

La GESPA perçoit chaque année une taxe de surveillance auprès des détentrices ou détenteurs d'une autorisation d'exploitant (art. 21 LJAR).

#### **Art. 61** Calcul de la taxe

<sup>1</sup> Le conseil de surveillance de la GESPA fixe chaque année le montant de la taxe de surveillance en fonction du budget de la GESPA.

<sup>2</sup> Le montant de la taxe sera fixé de sorte à ce que les produits couvrent la part des charges totales imputable aux exploitantes ou exploitants de jeux de grande envergure non couverte par les émoluments pour des actes individuels et que les dispositions relatives à la constitution de réserves (art. 27 al. 2) soient respectées.

<sup>3</sup> Les charges financées annuellement par la taxe de surveillance ne peuvent excéder 70% des charges totales annuelles (art. 51).

<sup>4</sup> Les exploitantes ou exploitants prennent en charge la taxe de surveillance au prorata de leur produit brut des jeux.

<sup>5</sup> Par produit brut des jeux, on entend la différence entre les mises et les gains payés aux joueurs.

#### **Art. 58** Vorschüsse

Die GESPA kann von der oder dem Gebührenpflichtigen bis zur voraussichtlichen Höhe der geschuldeten Gebühr einschliesslich Auslagen einen Vorschuss verlangen.

### **3. ABSCHNITT:**

#### **Gebühren des Geldspielgerichts**

#### **Art. 59** Gebühren des Geldspielgerichts

Die Gebühren für das Verfahren vor dem Geldspielgericht richten sich sinngemäss nach der Bundesgesetzgebung für das Verfahren vor Bundesverwaltungsgericht.

### **4. ABSCHNITT:**

#### **Aufsichtsabgabe**

#### **Art. 60** Abgabepflicht

Die GESPA erhebt von den Inhaberinnen oder Inhabern einer Veranstalterbewilligung (Art. 21 BGS) jährlich eine Aufsichtsabgabe.

#### **Art. 61** Bemessung der Abgabe

<sup>1</sup> Der Aufsichtsrat der GESPA legt die Höhe der Aufsichtsabgabe jährlich gestützt auf das Budget der GESPA fest.

<sup>2</sup> Die Höhe der Abgabe ist so festzusetzen, dass die Erträge den nicht durch Einzelaktgebühren gedeckten, jedoch den Veranstalterinnen oder Veranstaltern von Grossspielen zurechenbaren Anteil des Gesamtaufwands deckt und die Vorgaben betreffend die Bildung von Reserven (Art. 27 Abs. 2) eingehalten werden.

<sup>3</sup> Der jährlich über die Aufsichtsabgabe finanzierte Aufwand darf 70% des jährlichen Gesamtaufwands (Art. 51) nicht überschreiten.

<sup>4</sup> Die Veranstalterinnen oder Veranstalter tragen die Aufsichtsabgabe im Verhältnis ihrer Bruttospielerträge.

<sup>5</sup> Als Bruttospielertrag gilt die Differenz zwischen den Spieleinsätzen und den an die Spieler ausbezahlten Gewinnen.

**Art. 62** Fin et début de l'assujettissement à la taxe

<sup>1</sup> L'assujettissement à la taxe prend naissance à la délivrance de l'autorisation d'exploitant et prend fin au retrait de l'autorisation, respectivement à la libération de la surveillance.

<sup>2</sup> Si l'assujettissement à la taxe ne prend pas naissance au début d'un exercice annuel ou ne prend pas fin au terme d'un exercice annuel, la taxe est due pro rata temporis.

**Art. 63** Perception de la taxe

<sup>1</sup> Sur la base de son budget de l'exercice annuel, la GESPA facture aux exploitantes ou exploitants assujetti(e)s à la taxe une avance égale au montant de la taxe de surveillance prévue.

<sup>2</sup> Elle établit, lors du premier semestre de l'exercice suivant, un décompte final fondé sur ses comptes annuels et sur les produits bruts des jeux définitifs des assujettis à la taxe. La différence entre l'avance versée et le montant de la taxe de surveillance effectivement dû est reportée sur l'avance de l'année suivante.

<sup>3</sup> Le délai de paiement est de 30 jours.

<sup>4</sup> Si la taxe est contestée, l'exploitante ou l'exploitant peut exiger de la GESPA une décision susceptible de recours.

<sup>5</sup> L'entier du montant est exigible lors de la notification de la décision.

**SECTION 5:**

**Redevances pour l'octroi de droits d'exploitation exclusifs**

**Art. 64** Redevance unique pour l'octroi de droits d'exploitation exclusifs

<sup>1</sup> La redevance unique prévue à l'art. 50 s'élève à CHF 3 mio au total.

<sup>2</sup> Le montant fixé à l'al. 1 est réparti entre les détentrices ou détenteurs de droits d'exploitation exclusifs au prorata des produits bruts des jeux réalisés la première année suivant l'entrée en vigueur du présent concordat.

<sup>3</sup> L'institution intercantonale utilise le produit de la redevance unique prévue à l'al. 1 pour doter la GESPA d'un capital (art. 27 al. 1).

**Art. 62** Beginn und Ende der Abgabepflicht

<sup>1</sup> Die Abgabepflicht beginnt mit der Erteilung der Veranstalterbewilligung und endet mit deren Entzug bzw. mit der Entlassung aus der Aufsicht.

<sup>2</sup> Beginnt oder endet die Abgabepflicht nicht mit dem Rechnungsjahr, so ist die Abgabe pro rata temporis geschuldet.

**Art. 63** Erhebung der Abgabe

<sup>1</sup> Die GESPA stellt den abgabepflichtigen Veranstalterinnen oder Veranstaltern aufgrund ihres Budgets im Rechnungsjahr einen Kostenvorschuss in der Höhe des voraussichtlich geschuldeten Abgabebetrags in Rechnung.

<sup>2</sup> Sie erstellt im ersten Semester des Folgejahres aufgrund ihrer Jahresrechnung sowie der definitiven Bruttospielerträge der Abgabepflichtigen die Schlussabrechnung. Differenzen zwischen dem geleisteten Kostenvorschuss und dem tatsächlich geschuldeten Abgabebetrag werden auf den Kostenvorschuss des Folgejahres vorgetragen.

<sup>3</sup> Die Zahlungsfrist beträgt 30 Tage.

<sup>4</sup> Ist die Aufsichtsabgabe strittig, so kann die Veranstalterin oder der Veranstalter von der GESPA eine beschwerdefähige Verfügung verlangen.

<sup>5</sup> Mit der Eröffnung der Verfügung wird der ganze Abgabebetrag fällig.

**5. ABSCHNITT:**

**Abgabe für die Gewährung ausschliesslicher Veranstaltungsrechte**

**Art. 64** Einmalige Abgabe für die Gewährung ausschliesslicher Veranstaltungsrechte

<sup>1</sup> Die einmalige Abgabe gemäss Art. 50 beträgt gesamthaft CHF 3 Mio.

<sup>2</sup> Der Betrag gemäss Abs. 1 wird im Verhältnis der im ersten Jahr nach Inkrafttreten dieses Konkordats erzielten Bruttospielerträge auf die Inhaberinnen oder Inhaber der ausschliesslichen Veranstaltungsrechte verteilt.

<sup>3</sup> Die Trägerschaft verwendet den Ertrag aus der einmaligen Abgabe gemäss Abs. 1 zur Ausstattung der GESPA mit Kapital (Art. 27 Abs. 1).

**Art. 65** Redevance annuelle pour l'octroi de droits d'exploitation exclusifs

La redevance annuelle prévue à l'art. 50 se compose d'une part «prévention» et d'une part «surveillance».

**Art. 66** Part «prévention»

<sup>1</sup> La part «prévention» s'élève à 0,5% du produit brut des jeux annuel des loteries et des paris sportifs.

<sup>2</sup> Le produit de la part «prévention» ne peut être utilisé que pour les mesures définies à l'art. 85 LJA.

<sup>3</sup> Il est réparti entre les cantons, qui sont tenus de l'employer conformément à l'al. 2 ci-dessus, en fonction du produit brut des jeux réalisé dans ceux-ci.

<sup>4</sup> La CSJA édicte des recommandations sur l'utilisation de la redevance.

**Art. 67** Part «surveillance»

<sup>1</sup> La CSJA fixe chaque année la part «surveillance» conformément à l'art. 52 al. 3.

<sup>2</sup> L'institution intercantonale affecte le produit de cette redevance à la couverture de ses charges et au paiement de la contribution à la GESPA prévue à l'art. 28.

**Art. 68** Perception de la redevance pour l'octroi de droits d'exploitation exclusifs

<sup>1</sup> La GESPA perçoit la redevance au nom et pour le compte de l'institution intercantonale.

<sup>2</sup> L'art. 63 s'applique par analogie. Le cas échéant, la GESPA rend une décision.

## CHAPITRE 8 Dispositions finales

**Art. 69** Entrée en vigueur

<sup>1</sup> Le présent concordat entre en vigueur dès qu'au moins 18 cantons ont déclaré leur adhésion.

**Art. 65** Wiederkehrende Abgabe für die Gewährung ausschliesslicher Veranstaltungsrechte

Die jährlich wiederkehrende Abgabe gemäss Art. 50 setzt sich zusammen aus einem Anteil «Prävention» und einem Anteil «Aufsicht».

**Art. 66** Anteil «Prävention»

<sup>1</sup> Der Anteil «Prävention» beträgt 0,5% des mit den Lotterien und Sportwetten erzielten jährlichen Bruttospielertrags.

<sup>2</sup> Die Erträge aus dem Anteil «Prävention» dürfen ausschliesslich für Massnahmen gemäss Art. 85 BGS eingesetzt werden.

<sup>3</sup> Sie werden mit der Zweckbindung gemäss Abs. 2 vorstehend nach dem in den einzelnen Kantonen erzielten Bruttospielertrag auf die Kantone verteilt.

<sup>4</sup> Die FDKG erlässt Empfehlungen über die Verwendung der Abgabe.

**Art. 67** Anteil «Aufsicht»

<sup>1</sup> Die Höhe des Anteils «Aufsicht» wird jährlich von der FDKG nach Massgabe von Art. 52 Abs. 3 festgelegt.

<sup>2</sup> Die Trägerschaft verwendet den Ertrag aus dieser Abgabe zur Deckung ihres Aufwands sowie zur Leistung des Beitrags an die GESPA gemäss Art. 28.

**Art. 68** Erhebung der Abgabe für die Gewährung ausschliesslicher Veranstaltungsrechte

<sup>1</sup> Die Erhebung der Abgabe erfolgt im Namen und auf Rechnung der Trägerschaft durch die GESPA.

<sup>2</sup> Art. 63 gilt sinngemäss. Die GESPA erlässt gegebenenfalls die Verfügung.

## 8. KAPITEL Schlussbestimmungen

**Art. 69** Inkrafttreten

<sup>1</sup> Dieses Konkordat tritt in Kraft, sobald mindestens 18 Kantone ihren Beitritt erklärt haben.

<sup>2</sup> L'adhésion doit être déclarée à la Conférence spécialisée des membres de gouvernements concernés par la loi sur les loteries et le marché des loteries. Celle-ci communique l'entrée en vigueur du concordat aux cantons et à la Confédération.

<sup>3</sup> L'entrée en vigueur du présent concordat abroge la convention intercantonale sur la surveillance, l'autorisation et la répartition du bénéfice de loteries et paris exploités sur le plan intercantonal ou sur l'ensemble de la Suisse (CILP), adoptée par la Conférence spécialisée sur le marché des loteries et la loi sur les loteries le 7 janvier 2005 en vue de la ratification par les cantons.

<sup>4</sup> Les dispositions d'exécution édictées en vertu de la CILP sont abrogées à la date de l'entrée en vigueur du présent concordat.

#### **Art. 70** Durée de validité et résiliation

<sup>1</sup> La durée du concordat est illimitée.

<sup>2</sup> Il peut être dénoncé par communication écrite à l'institution intercantonale pour la fin d'une année, mais au plus tôt à la fin de la 10<sup>e</sup> année suivant son entrée en vigueur, avec un préavis de deux ans.

<sup>3</sup> La dénonciation d'un canton met fin au concordat si, de ce fait, le nombre de cantons membres du concordat devient inférieur à 18.

#### **Art. 71** Modification du concordat

<sup>1</sup> Sur proposition d'un canton ou de la GESPA, la CSJA se prononce sur l'engagement d'une procédure de révision partielle ou totale du concordat.

<sup>2</sup> La modification entre en vigueur dès que tous les cantons membres du concordat l'ont approuvée.

<sup>3</sup> Des adaptations mineures peuvent faire l'objet d'une procédure simplifiée. Elles doivent être adoptées à l'unanimité par la CSJA. L'institution intercantonale informe préalablement les cantons de la teneur de la décision envisagée.

<sup>2</sup> Der Beitritt ist gegenüber der Fachdirektorenkonferenz Lotteriemarkt und Lotteriesgesetz zu erklären. Sie teilt das Inkrafttreten den Kantonen und dem Bund mit.

<sup>3</sup> Mit Inkrafttreten dieses Konkordats wird die Interkantonale Vereinbarung über die Aufsicht sowie die Bewilligung und Ertragsverwendung von interkantonal oder gesamtschweizerisch durchgeführten Lotterien und Wetten (IVLW), welche von der Fachdirektorenkonferenz Lotteriemarkt und Lotteriesgesetz am 7. Januar 2005 zur Ratifizierung in den Kantonen verabschiedet wurde, aufgehoben.

<sup>4</sup> Die gestützt auf die IVLW erlassenen Ausführungsbestimmungen werden auf den Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Konkordats aufgehoben.

#### **Art. 70** Geltungsdauer, Kündigung

<sup>1</sup> Das Konkordat gilt auf unbeschränkte Zeit.

<sup>2</sup> Es kann mit einer Frist von zwei Jahren jeweils auf Ende eines Jahres durch schriftliche Mitteilung an die Trägerschaft gekündigt werden, frühestens auf das Ende des 10. Jahres seit Inkrafttreten.

<sup>3</sup> Die Kündigung eines Kantons beendet das Konkordat, sofern dadurch die Anzahl der verbleibenden Vereinbarungskantone unter 18 sinkt.

#### **Art. 71** Änderung des Konkordats

<sup>1</sup> Auf Antrag eines Kantons oder der GESPA entscheidet die FDKG darüber, ob sie eine Teil- oder Totalrevision des Konkordats einleitet.

<sup>2</sup> Die Änderung tritt in Kraft, sobald ihr alle Vereinbarungskantone zugestimmt haben.

<sup>3</sup> Anpassungen von untergeordneter Bedeutung können in einem vereinfachten Verfahren, durch einstimmigen Beschluss der FDKG, vorgenommen werden. Die Trägerschaft bringt den Wortlaut des beabsichtigten Beschlusses vorgängig den Kantonen zur Kenntnis.

## **Art. 72** Rapport avec les concordats régionaux

Le présent concordat prime les dispositions contraires de l'IKV <sup>1)</sup>, de la C-LoRo <sup>2)</sup> et des concordats qui leur succéderont.

<sup>1)</sup> *Convention intercantonale du 26 mai 1937 sur l'organisation commune des loteries (à laquelle ont adhéré les cantons alémaniques et le canton du Tessin)*

<sup>2)</sup> *9<sup>e</sup> Convention relative à la Loterie Romande du 18 novembre 2005 (à laquelle ont adhéré les cantons romands).*

## **Art. 73** Dispositions transitoires

<sup>1</sup> A la date de l'entrée en vigueur du présent concordat, l'institution intercantonale se substitue à la Conférence spécialisée des membres de gouvernements concernés par la loi sur les loteries et le marché des loteries prévue à l'art. 3 let. a CILP.

<sup>2</sup> A la date de l'entrée en vigueur du présent concordat, le conseil de surveillance de la GESPA se substitue à la commission des loteries et paris prévue à l'art. 3 let. b CILP. Les membres en fonction de la commission des loteries et paris peuvent terminer leur mandat et deviennent membres du conseil de surveillance. Les mandats complets effectués sous l'empire de la CILP sont pris en compte dans le calcul de la durée maximale des mandats.

<sup>3</sup> Tous les droits et obligations nés en vertu de la CILP passent à la GESPA, sous réserve des alinéas ci-après.

<sup>4</sup> La GESPA reprend toutes les procédures de la commission des loteries et paris pendantes lors de l'entrée en vigueur du présent concordat.

<sup>5</sup> A la date de l'entrée en vigueur du présent concordat, le tribunal des jeux d'argent se substitue à la commission de recours prévue à l'art. 3 let. c CILP. Les juges, juges suppléantes et juges suppléants en fonction de la commission de recours peuvent terminer leur mandat et deviennent juges, juges suppléantes ou juges suppléants du tribunal des jeux d'argent. Les mandats complets effectués sous l'empire de la CILP sont pris en compte dans le calcul de la durée maximale des mandats.

<sup>6</sup> Le tribunal des jeux d'argent reprend toutes les procédures de la commission de recours pendantes lors de l'entrée en vigueur du présent concordat.

## **Art. 72** Verhältnis zu regional beschränkten Konkordaten

Das vorliegende Konkordat geht widersprechenden Bestimmungen der IKV <sup>1)</sup>, der C-LoRo <sup>2)</sup> sowie deren Nachfolgekonkordate vor.

<sup>1)</sup> *Interkantonale Vereinbarung betreffend die gemeinsame Durchführung von Lotterien vom 26. Mai 1937*

*(welchem die Deutschschweizerkantone und der Kanton Tessin beigetreten sind).*

<sup>2)</sup> *9<sup>e</sup> Convention relative à la Loterie Romande vom 18. November 2005 (welcher die Westschweizerkantone beigetreten sind).*

## **Art. 73** Übergangsbestimmungen

<sup>1</sup> Im Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Konkordats tritt die Trägerschaft an die Stelle der Fachdirektorenkonferenz Lotteriemarkt und Lotteriewesetz gemäss Art. 3 lit. a IVLW.

<sup>2</sup> Im Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Konkordats tritt der Aufsichtsrat der GESPA an die Stelle der Lotterie- und Wettkommission gemäss Art. 3 lit. b IVLW. Die amtierenden Mitglieder der Lotterie- und Wettkommission können ihre Amtsdauer beenden und werden zu Mitgliedern des Aufsichtsrats. Unter Geltung der IVLW geleistete volle Amtsdauern werden für die Berechnung der maximalen Amtszeit angerechnet.

<sup>3</sup> Sämtliche Rechte und Pflichten, die gestützt auf die IVLW entstanden sind, gehen unter Vorbehalt der nachfolgenden Absätze auf die GESPA über.

<sup>4</sup> Die GESPA übernimmt alle Verfahren der Lotterie- und Wettkommission, die bei Inkrafttreten dieses Konkordats hängig sind.

<sup>5</sup> Im Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Konkordats tritt das Geldspielgericht an die Stelle der Rekurskommission gemäss Art. 3 lit. c IVLW. Die amtierenden Richterinnen, Richter, Ersatzrichterinnen und Ersatzrichter der Rekurskommission können ihre Amtsdauer beenden und werden zu Richterinnen, Richtern, Ersatzrichterinnen und Ersatzrichtern des Geldspielgerichts. Unter Geltung der IVLW geleistete volle Amtsdauern werden für die Berechnung der maximalen Amtszeit angerechnet.

<sup>6</sup> Das Geldspielgericht übernimmt alle Verfahren der Rekurskommission, die bei Inkrafttreten dieses Konkordats hängig sind.



<sup>7</sup> Le droit de la procédure antérieur s'applique à toutes les procédures pendantes lors de l'entrée en vigueur du présent concordat jusqu'à leur clôture devant l'autorité concernée. Le droit en vigueur lors de la notification de la décision s'applique aux recours. Les demandes d'autorisation fondées sur la LJA sont jugées selon le nouveau droit de la procédure.

<sup>8</sup> La GESPA est autorisée, pendant un délai de 5 ans à compter de l'entrée en vigueur du présent concordat, à percevoir auprès des détentrices ou détenteurs d'autorisations délivrées selon l'ancien droit des avances et des taxes fondées sur les autorisations délivrées selon l'ancien droit.

<sup>9</sup> La fixation du montant destiné à l'encouragement du sport national selon l'art. 34 sera effectuée pour la première fois en 2022 pour la période 2023–2026. Jusqu'à fin 2022, les cantons peuvent utiliser, comme jusqu'ici, à des fins d'encouragement du sport national une partie des bénéfices nets avant répartition aux fonds cantonaux.

<sup>10</sup> La dernière taxe de surveillance perçue en vertu de l'art. 21 CILP auprès des exploitantes et exploitants est considérée comme une avance au sens de l'art. 58.

*Adopté le 20 mai 2019 par l'assemblée plénière de la Conférence spécialisée des membres de gouvernements concernés par le marché des loteries et la loi sur les loteries en vue de la ratification par les cantons.*

<sup>7</sup> Für Verfahren, die bei Inkrafttreten dieses Konkordats hängig sind, gilt das bisherige Verfahrensrecht bis zum Abschluss vor der betroffenen Instanz. Für die Rechtsmittel gilt das Recht, das bei der Eröffnung des Entscheides in Kraft ist. Bewilligungsgesuche gestützt auf das BGS werden nach neuem Verfahrensrecht beurteilt.

<sup>8</sup> Die GESPA ist berechtigt während einer Frist von 5 Jahren ab Inkrafttreten dieses Konkordats von den Inhaberinnen oder Inhabern altrechtlicher Bewilligungen Vorauszahlungen und Abgaben gestützt auf die altrechtlichen Bewilligungen zu erheben.

<sup>9</sup> Die Festlegung des Betrags zur Förderung des nationalen Sports gemäss Art. 34 erfolgt erstmals im Jahr 2022 für die Periode 2023–2026. Bis Ende 2022 können die Kantone wie bisher einen Teil der Reinerträge vor der Verteilung in die kantonalen Fonds zur Förderung des nationalen Sports verwenden.

<sup>10</sup> Die letzte altrechtlich bei den Veranstalterinnen oder Veranstaltern gestützt auf Art. 21 IVLW erhobene Aufsichtsgebühr gilt als Vorauszahlung im Sinne von Art. 58.

*Beschlossen von der Plenarversammlung der Fachdirektorenkonferenz Lotteriemarkt und Lotteriegelsetz zu Handen der Ratifikation in den Kantonen am 20. Mai 2019.*

## ANNEXE 2

---

### Convention romande sur les jeux d'argent (CORJA)

du 29.11.2019

*Les cantons de Vaud, du Valais, de Genève, de Fribourg, de Neuchâtel et du Jura (les cantons romands),*

Vu la loi fédérale sur les jeux d'argent (LJAr) du 29 septembre 2017 et ses ordonnances d'application du 7 novembre 2018,

Vu la convention relative à la participation des parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (Convention sur la participation des parlements, CoParl), du 5 mars 2010,

Vu le concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse (CJA),

*Arrêtent:*

#### CHAPITRE 1

##### Objet de la convention

###### Art. 1

La présente convention a pour objet:

- a) de convenir de positions communes des cantons signataires en matière de jeux de grande envergure, qu'ils feront valoir au sein des organes institués par le concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse;
- b) de convenir d'une coordination et d'une coopération des cantons signataires en matière de jeux de petite envergure et de leur mise en œuvre dans les cantons;
- c) de désigner l'exploitante exclusive des jeux de loterie et de paris sportifs de grande envergure sur le territoire des six cantons romands;

## ANHANG 2

---

### Westschweizer Vereinbarung über Geldspiele (CORJA)

vom 29.11.2019

*Die Kantone Waadt, Wallis, Genf, Freiburg, Neuenburg und Jura (die Westschweizer Kantone),*

gestützt auf das Bundesgesetz vom 29. September 2017 über Geldspiele (BGS) und seine Vollzugsverordnungen vom 7. November 2018,

gestützt auf den Vertrag über die Mitwirkung der Kantonsparlamente bei der Ausarbeitung, der Ratifizierung, dem Vollzug und der Änderung von interkantonalen Verträgen und von Verträgen der Kantone mit dem Ausland (Vertrag über die Mitwirkung der Parlamente, ParlVer) vom 5. März 2010,

gestützt auf das Gesamtschweizerische Geldspielkonkordat (GSK),

*vereinbaren:*

#### 1. KAPITEL

##### Gegenstand der Vereinbarung

###### Art. 1

Gegenstand dieser Vereinbarung ist:

- a) die Vereinbarung gemeinsamer Positionen der Unterzeichnerkantone betreffend Grossspiele, die von ihnen in die mit dem Gesamtschweizerischen Geldspielkonkordat geschaffenen Organe eingebracht werden;
- b) die Vereinbarung einer Koordination und Zusammenarbeit der Unterzeichnerkantone bei Kleinspielen und ihre Umsetzung innerhalb der Kantone;
- c) die Bestimmung der ausschliesslichen Veranstalterin der als Grossspiele durchgeführten Lotterien und Sportwetten auf dem Gebiet der sechs Westschweizer Kantone;

- d) d'instituer et d'organiser la Conférence romande des membres de gouvernement concernés par les jeux d'argent (CRJA);
- e) de réglementer les organes chargés de la répartition des bénéfiques nets générés par la Loterie Romande, leur organisation, ainsi que la procédure et les critères utilisés pour l'attribution des contributions, conformément au mandat donné aux cantons par les art. 127ss LJAr;
- f) de fixer les règles relatives à la répartition des bénéfiques de la Loterie Romande entre les cantons;
- g) d'instituer une commission interparlementaire chargée du contrôle des organes intercantonaux institués par la présente convention.

## **CHAPITRE 2**

### **Jeux de grande envergure**

#### **Art. 2**

<sup>1</sup> En matière de jeux de grande envergure, les cantons signataires conviennent de positions communes à adopter au sein de la Conférence spécialisée des membres de gouvernements concernés par les jeux d'argent (CSJA) en particulier dans les domaines:

- a) du développement de l'offre de jeux dans une perspective économique et concurrentielle;
- b) de la protection des mineurs et de la population, notamment les mesures de prévention contre le jeu excessif;
- c) de la lutte contre le jeu illégal et la criminalité.

<sup>2</sup> La définition des grandes lignes de cette position commune est de la compétence de la CRJA.

## **CHAPITRE 3**

### **Jeux de petite envergure**

#### **Art. 3**

<sup>1</sup> Les cantons signataires coordonnent et harmonisent leur politique en matière de jeux de petite envergure, en particulier en ce qui concerne:

- a) le développement de l'offre de jeux dans une perspective économique et concurrentielle;

- d) die Einsetzung und Organisation der Westschweizer Fachdirektorenkonferenz Geldspiele (CRJA);
- e) die Regulierung der Organe, die mit der Verteilung der von der Loterie Romande erwirtschafteten Reingewinne betraut sind, ihrer Organisation sowie des Verfahrens und der Kriterien für die Gewährung von Beiträgen entsprechend dem den Kantonen durch Art. 127 f. BGS übertragenen Auftrag;
- f) der Erlass von Regeln für die Aufteilung der Gewinne der Loterie Romande auf die Kantone;
- g) die Einsetzung einer interparlamentarischen Kommission, welche die von dieser Vereinbarung geschaffenen interkantonalen Organe beaufsichtigt.

## **2. KAPITEL**

### **Grossspiele**

#### **Art. 2**

<sup>1</sup> Im Bereich der Grossspiele vereinbaren die Unterzeichnerkantone gemeinsame Positionen, die in der Fachdirektorenkonferenz Geldspiele (FDKG) zu vertreten sind. Dies betrifft insbesondere:

- a) die Entwicklung des Spielangebots im Hinblick auf seine Wirtschaftlichkeit und Wettbewerbsfähigkeit;
- b) den Minderjährigen- und Bevölkerungsschutz, insbesondere durch Massnahmen gegen exzessives Geldspiel;
- c) die Bekämpfung des illegalen Geldspiels und der Kriminalität.

<sup>2</sup> Für die Festlegung der Grundzüge dieser gemeinsamen Positionen ist die CRJA zuständig.

## **3. KAPITEL**

### **Kleinspiele**

#### **Art. 3**

<sup>1</sup> Die Unterzeichnerkantone koordinieren und harmonisieren ihre Politik im Bereich der Kleinspiele. Dies betrifft insbesondere:

- a) die Entwicklung des Spielangebots im Hinblick auf seine Wirtschaftlichkeit und Wettbewerbsfähigkeit;

- b) la surveillance des jeux et de leurs exploitants;
- c) la protection des mineurs et de la population, notamment dans les mesures de prévention contre le jeu excessif;
- d) la lutte contre le jeu illégal et la criminalité.

<sup>2</sup> Ils collaborent dans le but d'harmoniser l'exploitation des jeux de petite envergure sur leur territoire, notamment en termes de:

- a) conditions d'autorisation d'exploitant des jeux;
- b) conditions d'autorisation de chacun des jeux;
- c) reporting et surveillance des exploitants.

<sup>3</sup> Ils se concertent et se coordonnent lorsqu'ils envisagent de fixer des conditions plus restrictives que celles fixées par la LJA et ses ordonnances d'application, de même que pour interdire certains types de jeux, en application de l'art. 41 al. 1 LJA.

<sup>4</sup> La coordination et la collaboration visées aux alinéas précédents est assurée par la CRJA.

### **Art. 3A**

<sup>1</sup> La CRJA peut instituer une commission consultative intercantonale en matière de poker. Elle est composée de 9 à 13 membres, regroupant des représentants des exploitants, des joueurs, des milieux de la prévention du jeu excessif et des autorités de poursuite pénale. Les membres représentant les milieux de la prévention sont désignés sur proposition de la conférence spécialisée compétente en matière sanitaire. La CRJA veille à une représentation équitable de chaque canton.

<sup>2</sup> Cette commission a pour mission d'appuyer les autorités chargées de l'autorisation et de la surveillance des jeux pour faire évoluer le cadre réglementaire en fonction des tendances observées dans le secteur du poker, d'établir des statistiques, de mettre en place des formations aux bonnes pratiques pour les exploitants et de conseiller les autorités de poursuite pénale pour la lutte contre le jeu illégal.

<sup>3</sup> La participation à cette commission ne donne pas droit à des indemnités.

- b) die Überwachung der Spiele und ihrer Veranstalter;
- c) den Minderjährigen- und Bevölkerungsschutz, insbesondere durch Massnahmen gegen exzessives Geldspiel;
- d) die Bekämpfung des illegalen Geldspiels und der Kriminalität.

<sup>2</sup> Zur Harmonisierung der Durchführung von Kleinspielen auf ihrem Gebiet arbeiten sie insbesondere in folgenden Bereichen zusammen:

- a) Voraussetzungen für die Veranstalterbewilligung;
- b) Voraussetzungen für die Bewilligung der einzelnen Spiele;
- c) Reporting und Beaufsichtigung der Veranstalter.

<sup>3</sup> Sie stimmen sich ab und koordinieren ihre Arbeit, wenn sie den Erlass restriktiverer Bestimmungen, als durch das BGS und seine Vollzugsverordnungen vorgesehen ist, oder das Verbot gewisser Arten von Spielen gemäss Art. 41 Abs. 1 BGS in Betracht ziehen.

<sup>4</sup> Für die Koordination und die Zusammenarbeit nach den vorhergehenden Absätzen ist die CRJA zuständig.

### **Art. 3A**

<sup>1</sup> Die CRJA kann eine interkantonale beratende Kommission für Pokerspiele einsetzen. Diese besteht aus 9 bis 13 Mitgliedern und setzt sich aus Vertretern der Veranstalterinnen, der Spielenden, der Suchtprävention sowie der Strafverfolgungsbehörden zusammen. Die Vertreter der Suchtprävention werden auf Vorschlag der in Gesundheitsfragen zuständigen Fachkonferenz bestimmt. Die CRJA achtet auf eine ausgewogene Vertretung der einzelnen Kantone.

<sup>2</sup> Diese Kommission hat die Aufgabe, die mit der Bewilligung und Beaufsichtigung von Spielen betrauten Behörden zu unterstützen, um den Rechtsrahmen entsprechend der im Bereich der Pokerspiele zu beobachtenden Trends weiter zu entwickeln, Statistiken zu erstellen, Schulungen hinsichtlich «Guter Praxis» für die Veranstalterinnen durchzuführen und die Strafverfolgungsbehörden bei der Bekämpfung von illegalem Geldspiel zu beraten.

<sup>3</sup> Die Mitwirkung in dieser Kommission wird nicht entschädigt.

## **CHAPITRE 4**

### **Désignation d'une exploitante exclusive des jeux de loterie et de paris sportifs de grande envergure**

#### **Art. 4**

Faisant application des art. 23 al. 1 et 2 LJAr et 49 al. 3 CJA, les cantons signataires désignent la Société de la Loterie de la Suisse Romande (ci-après Loterie Romande) comme exploitante exclusive des loteries et paris sportifs de grande envergure sur leur territoire. Pour les cantons romands, seule la Loterie Romande est ainsi habilitée à requérir une autorisation d'exploitation de loteries et paris sportifs de grande envergure auprès de l'autorité intercantonale.

#### **Art. 5**

<sup>1</sup> La Loterie Romande est inscrite au registre du commerce du canton de Vaud sous la forme d'une association selon les articles 60 et suivants du code civil suisse. Préavisés par la CRJA, les statuts de la Loterie Romande sont agréés à l'unanimité par les gouvernements des cantons signataires et adoptés par l'assemblée générale de la Loterie Romande.

<sup>2</sup> Chacun des cantons signataires propose les sociétaires qui le représentent à l'assemblée générale de la Loterie Romande, qui ratifie leur nomination conformément à ses statuts. A cet effet, les cantons veillent à une représentation équilibrée des milieux bénéficiaires.

## **CHAPITRE 5**

### **Conférence romande des membres de gouvernement concernés par les jeux d'argent (CRJA)**

#### **Art. 6**

<sup>1</sup> La Conférence romande des membres de gouvernement concernés par les jeux d'argent (CRJA) est l'organe suprême de la convention. Elle se compose d'un représentant du gouvernement de chacun des cantons signataires.

<sup>2</sup> Elle assume notamment les tâches suivantes:

- a) elle définit les positions communes des cantons romands en matière de jeux de grande envergure (art. 2);

## **4. KAPITEL**

### **Bestimmung einer ausschliesslichen Veranstalterin von Lotterie- und Sportwetten-Grossspielen**

#### **Art. 4**

Die Unterzeichnerkantone bestimmen in Anwendung von Art. 23 Abs. 1 und 2 BGS sowie Art. 49 Abs. 3 GSK die Société de la Loterie de la Suisse Romande (im Folgenden «Loterie Romande») zur ausschliesslichen Veranstalterin von Lotterie- und Sportwetten-Grossspielen auf ihrem Gebiet. Somit ist in den Westschweizer Kantonen ausschliesslich die Loterie Romande berechtigt, bei der interkantonalen Behörde eine Bewilligung für die Veranstaltung von Lotterie- und Sportwetten-Grossspielen zu beantragen.

#### **Art. 5**

<sup>1</sup> Die Loterie Romande ist im Handelsregister des Kantons Waadt als Verein gemäss Art. 60 ff. des Schweizerischen Zivilgesetzbuches eingetragen. Die Statuten der Loterie Romande werden nach Stellungnahme der CRJA von den Regierungen der Unterzeichnerkantone einstimmig angenommen und von der Generalversammlung der Loterie Romande verabschiedet.

<sup>2</sup> Die einzelnen Unterzeichnerkantone schlagen die Vereinsmitglieder vor, die sie in der Generalversammlung der Loterie Romande vertreten. Die Loterie Romande bestätigt diese Nominierungen statutengemäss. Die Kantone achten dabei auf eine ausgewogene Vertretung der Begünstigten.

## **5. KAPITEL**

### **Westschweizer Fachdirektorenkonferenz Geldspiele (CRJA)**

#### **Art. 6**

<sup>1</sup> Die Westschweizer Fachdirektorenkonferenz Geldspiele (CRJA) ist das oberste Organ der Vereinbarung. Sie setzt sich aus je einem Regierungsvertreter der Unterzeichnerkantone zusammen.

<sup>2</sup> Sie hat insbesondere folgende Aufgaben:

- a) Sie legt die gemeinsamen Positionen der Westschweizer Kantone im Bereich der Grossspiele fest (Art. 2);

- b) elle coordonne la politique des cantons romands en matière de jeux de petite envergure (art. 3);
- c) elle assure une coordination politique et stratégique avec la Loterie Romande. Les compétences de la conférence spécialisée en matière sanitaire visées à la lettre e) sont réservées;
- d) elle préavise, à l'attention des gouvernements romands, l'approbation des statuts de la Société de la Loterie de la Suisse Romande ainsi que leurs modifications;
- e) elle coordonne les positions des cantons romands en matière de lutte et de prévention contre le jeu des mineurs et le jeu excessif en tenant compte en particulier des recommandations de la conférence spécialisée compétente en matière sanitaire. Elle délègue à cette dernière l'utilisation de la totalité de la part «prévention» de la redevance annuelle pour l'octroi de droits d'exploitation exclusifs (art. 66 CJA);
- f) elle propose les représentants des cantons romands au comité de la CSJA (art. 7 al. 3 CJA);
- g) elle présente, sur proposition des cantons, les candidatures des représentants des cantons romands au sein des organes intercantonaux, notamment au conseil de la Fondation suisse pour l'encouragement du sport (FSES) (art. 35 al. 2 CJA), au tribunal des jeux d'argent (art. 11, al. 2 CJA) et aux organes de coordination intercantonaux;
- h) elle adopte tous les quatre ans, conformément à l'art. 34, al. 3 CJA, la position des cantons romands concernant le vote de la CSJA relatif à la part des bénéfices à distribuer de la Loterie Romande qui est attribuée à la Fondation suisse pour l'encouragement du sport (FSES);
- i) elle définit tous les quatre ans la part des bénéfices à distribuer de la Loterie Romande qui est attribuée à la Fédération suisse des courses de chevaux qui l'utilise dans un but exclusif d'encouragement à l'élevage des chevaux de course et à la tenue de courses hippiques en Suisse romande;
- j) elle adresse chaque année à la commission de contrôle interparlementaire un rapport détaillé sur son activité.

#### **Art. 7**

<sup>1</sup> La CRJA s'organise elle-même. Elle élit sa Présidente ou son Président et se dote d'un secrétariat. Les frais du secrétariat sont pris en charge par le canton du siège de la Loterie Romande.

- b) Sie koordiniert die Politik der Westschweizer Kantone im Bereich der Kleinspiele (Art. 3);
- c) Sie sorgt für eine politische und strategische Koordination mit der Loterie Romande. Die unter e) genannten Kompetenzen der für Gesundheitsfragen zuständigen Fachkonferenz bleiben vorbehalten;
- d) Sie nimmt zuhanden der Westschweizer Regierungen Stellung zur Genehmigung der Statuten der Société de la Loterie de la Suisse Romande und allfälliger Statutenänderungen;
- e) Sie koordiniert die Positionen der Westschweizer Kantone zur Bekämpfung und Prävention des Geldspiels durch Minderjährige sowie des exzessiven Geldspiels und berücksichtigt dabei insbesondere die Empfehlungen der für gesundheitliche Fragen zuständigen Fachkonferenz. Sie überträgt ihr die Verwendung des gesamten Anteils «Prävention» der jährlichen Abgabe für die Gewährung ausschliesslicher Veranstaltungsrechte (Art. 66 GSK);
- f) Sie schlägt die Vertreter der Westschweizer Kantone im Vorstand der FDKG vor (Art. 7 Abs. 3 GSK);
- g) Sie legt auf Vorschlag der Kantone die Bewerbungen der Vertreter der Westschweizer Kantone für die interkantonalen Organe vor, insbesondere für den Stiftungsrat der Stiftung Sportförderung Schweiz (SFS) (Art. 35 Abs. 2 GSK), das Geldspielgericht (Art. 11 Abs. 2 GSK) sowie die interkantonalen Koordinationsorgane;
- h) Sie verabschiedet gemäss Art. 34 Abs. 3 GSK alle vier Jahre die Position der Westschweizer Kantone zum Beschluss der FDKG über den der Stiftung Sportförderung Schweiz (SFS) zuzuwendenden Teil der Reingewinne der Loterie Romande);
- i) Sie legt alle vier Jahre fest, welcher Anteil der Reingewinne der Loterie Romande dem Schweizer Pferderennsport-Verband zugewandt wird, der diesen ausschliesslich dazu verwendet, die Zucht von Rennpferden und die Durchführung von Pferderennen in der Westschweiz zu fördern;
- j) Sie legt der interparlamentarischen Kommission jährlich einen detaillierten Bericht über ihre Tätigkeit vor.

#### **Art. 7**

<sup>1</sup> Die CRJA organisiert sich selbst. Sie wählt ihre Präsidentin oder ihren Präsidenten und richtet ein Sekretariat ein. Die Kosten des Sekretariats werden vom Kanton getragen, in dem sich der Sitz der Loterie Romande befindet.



<sup>2</sup> Elle se réunit en fonction des besoins, en principe au moins deux fois par an.

<sup>3</sup> Elle ne dispose pas de budget. Chaque canton prend en charge les frais engendrés par l'activité de son représentant.

## **CHAPITRE 6**

### **Organes de répartition**

#### **Art. 8**

<sup>1</sup> Dans le respect des organisations cantonales existantes, chaque canton institue au moins deux organes de répartition chargés de statuer sur les demandes de contribution:

- a) un organe de répartition pour les contributions destinées au domaine du sport;
- b) un organe de répartition pour les contributions destinées aux autres domaines de l'utilité publique, ainsi qu'au sport handicap.

Une partie des contributions, limitée à 30% du bénéfice à répartir, peut être attribuée directement par le Conseil d'Etat ou par un service de l'Etat, dans un cadre conforme à la LJA, à la législation cantonale et dans le respect de la présente convention, notamment l'art. 17.

<sup>2</sup> Chaque canton détermine la forme qu'il donne à ses organes de répartition et s'assure que la surveillance soit exercée conformément au droit fédéral et cantonal.

<sup>3</sup> Les organes de répartition se dotent d'un règlement interne.

<sup>4</sup> Conformément à l'art. 126 LJA, les comptes des organes de répartition sont tenus indépendamment des comptes d'Etat des cantons. Ils appliquent une norme comptable reconnue et sont soumis à une révision externe des comptes.

<sup>5</sup> La part du bénéfice dévolue au domaine du sport cantonal, respectivement aux autres domaines, est déterminée dans les statuts de la Société de la Loterie de la Suisse Romande.

#### **Art. 9**

Les membres et la présidence des organes de répartition sont désignés par le Conseil d'Etat de chaque canton en fonction de leur connaissance des domaines traités.

<sup>2</sup> Sie tritt bei Bedarf, grundsätzlich jedoch mindestens zweimal jährlich zusammen.

<sup>3</sup> Sie verfügt über kein Budget. Die Kosten der Tätigkeit ihrer Vertreter werden von den jeweiligen Kantonen getragen.

## **6. KAPITEL**

### **Verteilorgane**

#### **Art. 8**

<sup>1</sup> Die einzelnen Kantone richten unter Beachtung der bestehenden interkantonalen Organisationen mindestens zwei Verteilorgane ein, die über die Beitragsgesuche Beschluss fassen:

- a) ein Verteilorgan über Beiträge für den Sportbereich;
- b) ein Verteilorgan über Beiträge für andere gemeinnützige Bereiche und den Behindertensport.

Ein auf 30% des zu verteilenden Gewinns beschränkter Anteil der Beiträge kann in einem dem BGS und der kantonalen Gesetzgebung entsprechenden Rahmen sowie unter Einhaltung dieser Vereinbarung, insbesondere von Art. 17, direkt vom Staatsrat oder einer staatlichen Stelle gewährt werden.

<sup>2</sup> Die einzelnen Kantone legen die Form fest, die sie ihren Verteilorganen geben wollen, und sorgen für eine Aufsicht nach Bundes- und Kantonsrecht.

<sup>3</sup> Die Verteilorgane erlassen ein Geschäftsreglement.

<sup>4</sup> Die Buchführung der Verteilorgane ist gemäss Art. 126 BGS von den Staatsrechnungen der Kantone getrennt. Sie folgt einem anerkannten Rechnungslegungsstandard und wird von einer externen Revisionsstelle geprüft.

<sup>5</sup> Der auf den kantonalen Sport sowie auf die anderen Bereiche entfallende Gewinnanteil wird in den Statuten der Société de la Loterie de la Suisse Romande festgelegt.

#### **Art. 9**

Die Mitglieder und das Präsidium der Verteilorgane werden vom Staatsrat der einzelnen Kantone unter Berücksichtigung ihrer Kenntnisse auf den jeweiligen Gebieten bestimmt.

#### **Art. 10**

<sup>1</sup> Les membres des organes de répartition sont soumis au secret de fonction pour toutes les informations dont ils ont connaissance dans l'exercice de leur mandat. A moins qu'une disposition légale n'en dispose autrement, l'autorité supérieure habilitée à lever le secret de fonction au sens de l'art. 320 ch. 2 du code pénal suisse est le Conseil d'Etat, qui peut déléguer cette compétence à l'un de ses membres.

<sup>2</sup> Les dispositions légales relatives au secret fiscal et à ses exceptions sont réservées.

<sup>3</sup> Les alinéas 1 et 2 s'appliquent également à toute personne participant aux travaux des organes, y compris des personnes auditionnées qui doivent en être informées au préalable.

#### **Art. 11**

<sup>1</sup> Les membres des organes de répartition se refusent:

- a) s'ils ont un intérêt personnel dans la demande de contribution; ou
- b) si leur impartialité peut être mise en cause notamment en raison de rapports familiaux.

<sup>2</sup> La loi cantonale de procédure administrative du canton de l'organe de répartition s'applique pour le surplus.

#### **Art. 12**

Les organes de répartition sont chargés de la gestion des fonds alimentés par les bénéficiaires de la Loterie Romande. Ils veillent à ce que les fonds disposent toujours des liquidités nécessaires aux décaissements prévus pour les frais de fonctionnement et les contributions.

#### **Art. 13**

<sup>1</sup> Les modalités et critères d'attribution appliqués par les organes de répartition sont publics.

<sup>2</sup> Chaque organe de répartition publie annuellement un rapport d'activité qui contient au moins les données suivantes:

- a) les noms et les montants des bénéficiaires des contributions allouées par le fonds;

#### **Art. 10**

<sup>1</sup> Die Mitglieder der Verteilorgane sind hinsichtlich aller Informationen, von denen sie bei der Ausübung Ihres Mandats Kenntnis erlangen, an das Amtsgeheimnis gebunden. Soweit in gesetzlichen Bestimmungen nichts anderes geregelt ist, kann der Staatsrat als vorgesetzte Behörde im Sinne von Art. 320 Ziff. 2 des Schweizerischen Strafgesetzbuches das Amtsgeheimnis aufheben. Diese Zuständigkeit kann an ein Mitglied des Staatsrates delegiert werden.

<sup>2</sup> Die gesetzlichen Bestimmungen über das Steuergeheimnis sowie dessen Ausnahmen bleiben vorbehalten.

<sup>3</sup> Die Absätze 1 und 2 beziehen sich auch auf jede an der Arbeit der Organe beteiligte Person einschliesslich befragter Personen, die darüber vorab zu unterrichten sind.

#### **Art. 11**

<sup>1</sup> Die Mitglieder der Verteilorgane treten in den Ausstand:

- a) wenn das Beitragsgesuch ein persönliches Interesse berührt;
- b) wenn ihre Unparteilichkeit insbesondere aufgrund familiärer Beziehungen beeinträchtigt sein könnte.

<sup>2</sup> Darüber hinaus ist das Verwaltungsverfahrensgesetz des Kantons des Verteilorgans anwendbar.

#### **Art. 12**

Die Verteilorgane verwalten die aus den Gewinnen der Loterie Romande geäufteten Fonds. Sie achten darauf, dass diese Fonds stets ausreichend liquide sind, um die für Betriebskosten und Beiträge erforderlichen Auszahlungen zu gewährleisten.

#### **Art. 13**

<sup>1</sup> Die von den Verteilorganen angewandten Zuwendungsmodalitäten und -kriterien sind öffentlich.

<sup>2</sup> Die einzelnen Verteilorgane veröffentlichen jährlich einen Tätigkeitsbericht, der mindestens die folgenden Angaben enthält:

- a) die Namen der Begünstigten und die Höhe der aus dem Fonds gewährten Beiträge;

- b) les noms et les montants des bénéficiaires des contributions allouées par le fonds;
- c) les états financiers synthétiques du fonds.

<sup>3</sup> Les séances des organes de répartition et leurs délibérations ne sont pas publiques.

## **CHAPITRE 7**

### **Organes intercantonaux**

#### **Art. 14**

<sup>1</sup> La Conférence des Présidentes et des Présidents des Organes de Répartition (CPOR) et la Conférence des Présidentes et des Présidents des Organes de Répartition du sport (CPORS) sont composées de la présidente ou du président de chacun des six organes cantonaux de répartition, ou à défaut d'une autre personne représentant l'organe. Elles s'organisent elles-mêmes.

<sup>2</sup> Elles ont les attributions suivantes:

- a) elles s'efforcent d'harmoniser les pratiques des organes cantonaux de répartition par l'adoption de conditions-cadre;
- b) elles statuent sur le caractère cantonal, romand ou national des demandes qui leur sont présentées;
- c) elles examinent les demandes à caractère romand et national et formulent une proposition d'attribution aux organes de répartition;
- d) elles adressent chaque année à la commission de contrôle interparlementaire un rapport détaillé sur leur activité.

#### **Art. 15**

<sup>1</sup> Sont considérées comme attributions romandes les contributions allouées à des organisations déployant leur activité d'utilité publique au bénéfice d'au moins quatre cantons romands ou dont le rayonnement intercantonal est reconnu.

<sup>2</sup> A l'exclusion de la part de bénéfice attribuée à la FSES selon art. 6. let. i, sont considérées comme attributions nationales les contributions allouées à des organisations déployant leur activité d'utilité publique dans la majorité des cantons suisses ou dont le rayonnement national est reconnu. La CPOR et la CPORS tiennent compte, pour l'octroi de dons nationaux, des décisions prises par les organes de répartition compétents en Suisse alémanique et au Tessin.

- b) die Art der unterstützten Projekte;
- c) die zusammenfassenden Jahresrechnungen des Fonds.

<sup>3</sup> Die Sitzungen der Verteilorgane sowie ihre Beratungen sind nicht öffentlich.

## **7. KAPITEL**

### **Organes intercantonaux**

#### **Art. 14**

<sup>1</sup> Die Präsidenten-Konferenz der Verteilorgane (CPOR) und die Präsidenten-Konferenz der Verteilorgane für den Sport (CPORS) bestehen aus der Präsidentin oder dem Präsidenten jedes der sechs kantonalen Verteilorgane oder bei deren Fehlen einer anderen Person, die das betreffende Organ vertritt. Die Konferenzen organisieren sich selbst.

<sup>2</sup> Sie haben folgende Aufgaben:

- a) Sie streben durch die Verabschiedung von Rahmenbedingungen eine harmonisierte Vorgehensweisen der kantonalen Verteilorgane an;
- b) Sie befinden über den kantonalen, Westschweizer oder nationalen Charakter der ihnen vorgelegten Gesuche;
- c) Sie prüfen Gesuche aus der Westschweiz oder aus der restlichen Schweiz und reichen den Verteilorganen einen Zuwendungsvorschlag ein;
- d) Sie legen der interparlamentarischen Kommission jährlich einen detaillierten Bericht über ihre Tätigkeit vor.

#### **Art. 15**

<sup>1</sup> Als Westschweizer Zuwendungen gelten Beiträge an Organisationen, die ihre gemeinnützige Tätigkeit in mindestens vier Westschweizer Kantonen ausüben oder deren interkantonaler Wirkungskreis anerkannt ist.

<sup>2</sup> Als nationale Zuwendungen gelten unter Ausschluss des gemäss Art. 6. lit. i SFS gewährten Gewinnanteils Beiträge an Organisationen, die ihre gemeinnützige Tätigkeit in der Mehrheit der Schweizer Kantonen ausüben oder deren nationaler Wirkungskreis anerkannt ist. Die CPOR und die CPORS berücksichtigen bei der Gewährung nationaler Zuwendungen die von den zuständigen Verteilorganen in der Deutschschweiz und im Tessin gefassten Beschlüsse.

<sup>3</sup> Il ne peut y avoir d'octroi de contributions destinées à des entités établies hors de Suisse.

<sup>4</sup> Les attributions romandes ou nationales requièrent l'accord unanime des six organes de répartition représentés à la CPOR et à la CPORS.

<sup>5</sup> Dans l'examen des demandes et pour établir leurs propositions d'attribution, la CPOR et la CPORS se fondent sur les règles et critères énoncés aux art 16 à 22 ci-dessous.

<sup>6</sup> Pour la CPOR, le total des attributions romandes et nationales ne peut, par exercice comptable, excéder 10% du montant total mis à disposition des organes de répartition (culture et autres domaines) par la Loterie Romande. En fonction du volume et de la pertinence des demandes, ce taux peut être exceptionnellement porté à 12%, sous réserve de l'accord des six organes de répartition.

<sup>7</sup> Pour la CPORS, le total des attributions romandes et nationales ne peut, par exercice comptable, excéder 5% du montant total mis à disposition des organes de répartition (sport) par la Loterie Romande. En fonction du volume et de la pertinence des demandes, ce taux peut être exceptionnellement porté à 7%, sous réserve de l'accord des six organes de répartition.

## **CHAPITRE 8**

### **Procédure et critères d'attribution des contributions**

#### **Art. 16**

La part annuelle de bénéfice de la Loterie Romande revenant à chaque canton signataire et à ses organes de répartition est répartie selon les pourcentages suivants:

- a) 50% au prorata de la population du canton selon les statistiques les plus récentes de l'Office Fédéral de la Statistique;
- b) 50% au prorata du PBJ réalisé sur le territoire de chaque canton.

<sup>3</sup> Die Gewährung von Beiträgen an Einrichtungen mit Sitz ausserhalb der Schweiz ist nicht möglich.

<sup>4</sup> Westschweizer oder nationale Zuwendungen bedürfen der einstimmigen Zustimmung der sechs in der CPOR und der CPORS vertretenen Verteilorgane.

<sup>5</sup> CPOR und CPORS stützen sich bei der Prüfung der Gesuche und bei ihren Zuwendungsvorschlägen auf die im Folgenden in Art. 16 bis 22 genannten Regeln und Kriterien.

<sup>6</sup> Für die CPOR darf die Gesamtsumme der Westschweizer und nationalen Zuwendungen pro Rechnungsjahr 10% des den Verteilorganen (Kultur und andere Bereiche) von der Loterie Romande zur Verfügung gestellten Gesamtbetrages nicht übersteigen. Je nach Umfang und Relevanz der Gesuche kann dieser Anteil mit der Zustimmung der sechs Verteilorgane ausnahmsweise auf 12% angehoben werden.

<sup>7</sup> Für die CPORS darf die Gesamtsumme der Westschweizer und nationalen Zuwendungen pro Rechnungsjahr 5% des den Verteilorganen (Sport) von der Loterie Romande zur Verfügung gestellten Gesamtbetrages nicht übersteigen. Je nach Umfang und Relevanz der Gesuche kann dieser Anteil mit der Zustimmung der sechs Verteilorgane ausnahmsweise auf 7% angehoben werden.

## **8. KAPITEL**

### **Verfahren und Kriterien für die Gewährung von Beiträgen**

#### **Art. 16**

Der jährlich auf die einzelnen Unterzeichnerkantone und ihre Verteilorgane entfallende Gewinnanteil der Loterie Romande wird nach folgendem Schlüssel bestimmt:

- a) 50% im Verhältnis zur Bevölkerung des Kantons gemäss den neuesten Statistiken des Bundesamtes für Statistik;
- b) 50% im Verhältnis zu den auf dem Gebiet des einzelnen Kantons erzielten Bruttospielerträge (BSE).

#### **Art. 17**

<sup>1</sup> Conformément à l'art. 125 al. 1 LJAr, les bénéfices de la Loterie Romande ne peuvent être affectés qu'à des buts d'utilité publique, notamment dans les domaines culturel, social et sportif, tels que l'action sociale, les personnes âgées, la santé, le handicap, la jeunesse, l'éducation, la formation et la recherche, la culture, la conservation du patrimoine, l'environnement et le sport. Les bénéfices peuvent également être dévolus au domaine promotion, tourisme et développement pour autant que les activités à soutenir soient de nature culturelle, éducative ou promotionnelle, ainsi qu'au domaine de l'aide humanitaire et de la promotion des droits humains, prioritairement pour les activités déployées en Suisse.

<sup>2</sup> Ne peuvent être considérées d'utilité publique que des activités qui contribuent au bien commun, ne poursuivent pas de but lucratif et ne présentent pas un caractère politique ou confessionnel prépondérant.

<sup>3</sup> Les bénéfices de la Loterie Romande ne peuvent être affectés à compenser durablement un désengagement des pouvoirs publics ou à l'exécution d'obligations légales.

<sup>4</sup> Ils doivent servir prioritairement à des projets profitant au public des cantons romands.

#### **Art. 18**

<sup>1</sup> Les bénéficiaires sont en principe des organisations dotées de la personnalité juridique et ne poursuivant pas de but lucratif.

<sup>2</sup> A titre exceptionnel, des contributions peuvent toutefois également être versées à des personnes physiques, notamment dans le domaine sportif, y compris le sport-handicap. De même, des contributions peuvent exceptionnellement être attribuées à des sociétés ou organisations à but lucratif pour des projets spécifiques qui ne poursuivent pas de but lucratif. La décision peut être assortie de charges et de conditions.

#### **Art. 19**

<sup>1</sup> Les bénéficiaires ne peuvent utiliser les contributions que pour l'objet de leur requête et aux conditions fixées dans la décision d'attribution. Tout changement d'affectation doit faire l'objet d'une autorisation expresse accordée par l'organe de répartition.

#### **Art. 17**

<sup>1</sup> Gemäss Art. 125 Abs. 1 BGS dürfen die Gewinne der Loterie Romande ausschliesslich für gemeinnützige Zwecke, namentlich in den Bereichen Kultur, Soziales und Sport, verwendet werden. Dazu gehören soziale Aktionen, Betagte, Gesundheit, Behinderung, Jugend, Erziehung, Bildung und Forschung, Kultur, schützenswerte Kulturgüter, Umwelt und Sport. Die Gewinne können ausserdem für Promotion, Tourismus und Entwicklung sofern die zu unterstützende Tätigkeit einen kulturellen, Bildungs- oder Promotionszweck verfolgen sowie für humanitäre Hilfe und die Förderung der Menschenrechte vorrangig bei in der Schweiz stattfindenden Tätigkeiten eingesetzt werden.

<sup>2</sup> Als gemeinnützig sind nur solche Tätigkeiten anzusehen, die zum Gemeinwohl beitragen, nicht gewinnorientiert sind und keinen überwiegend politischen oder konfessionellen Charakter aufweisen.

<sup>3</sup> Die Gewinne der Loterie Romande dürfen nicht dazu verwendet werden, den Rückzug des Gemeinwesens zu ersetzen oder dessen gesetzliche Pflichten zu erfüllen.

<sup>4</sup> Sie müssen in erster Linie für Projekte zugunsten der Öffentlichkeit der Westschweizer Kantone eingesetzt werden.

#### **Art. 18**

<sup>1</sup> Die Begünstigten sind grundsätzlich nicht gewinnorientierte Organisationen mit juristischer Persönlichkeit.

<sup>2</sup> Ausnahmsweise können auch natürlichen Personen Beiträge gewährt werden. Dies gilt insbesondere für den Sportbereich einschliesslich Behindertensport. Auch gewinnorientierte Gesellschaften oder Organisationen können ausnahmsweise Beiträge für spezifische nicht gewinnorientierte Projekte erhalten. Der Beschluss kann von Auflagen und Bedingungen abhängig sein.

#### **Art. 19**

<sup>1</sup> Die Begünstigten dürfen die Beiträge ausschliesslich für den in ihrem Gesuch genannten Zweck verwenden und müssen sich an die im Zuwendungsbeschluss festgelegten Bedingungen halten. Jegliche geänderte Mittelverwendung muss vom Verteilorgan ausdrücklich genehmigt werden.

<sup>2</sup> Les bénéficiaires doivent fournir spontanément et en temps opportun les pièces justificatives de l'utilisation de la contribution accordée.

<sup>3</sup> Les contributions accordées ne peuvent en principe pas:

- a) servir à garantir ou à couvrir un déficit ni à assurer la charge de fonctionnement ordinaire du requérant;
- b) être accordées à des organisations qui redistribuent une part prépondérante de l'aide sollicitée à d'autres organisations ou à des particuliers; sont toutefois exceptées les associations faitières;
- c) constituer à elles seules le financement total du projet.

#### **Art. 20**

<sup>1</sup> Les requérants adressent leur demande à l'organe de répartition du canton où l'activité se déroulera ou auquel elle profitera en priorité, sous réserve des projets intercantonaux ou nationaux selon l'art. 15 ci-dessus.

<sup>2</sup> La demande comprend une description précise du projet, un budget détaillé et un plan de financement, ainsi que les derniers comptes et bilans révisés de l'organisation demanderesse.

#### **Art. 21**

<sup>1</sup> Il n'existe pas de droit à l'octroi d'une contribution.

<sup>2</sup> Les organes de répartition statuent en toute indépendance sur les demandes de contribution qui leur sont adressées.

<sup>3</sup> Les organes cantonaux de répartition décident des contributions et de leur montant en s'appuyant sur les critères suivants:

- a) l'impact du projet en termes d'utilité publique, notamment son caractère unique, singulier, novateur ou durable;
- b) une appréciation qualitative du projet et de la capacité générale du requérant à assurer sa réalisation;
- c) la situation financière de l'organisation demanderesse et son implication ou celle d'autres sources de contributions dans le financement du projet;

<sup>2</sup> Die Begünstigten haben unaufgefordert und rechtzeitig Nachweise über die Verwendung der gewährten Beiträge vorzulegen.

<sup>3</sup> Die gewährten Beiträge dürfen grundsätzlich nicht:

- a) zur Sicherung oder Deckung von Finanzierungslücken oder zur Finanzierung der ordentlichen Betriebskosten des Gesuchstellers verwendet werden;
- b) Organisationen gewährt werden, die einen überwiegenden Teil der beantragten Mittel an andere Organisationen oder an Einzelpersonen weitergeben. Davon ausgenommen sind Dachverbände;
- c) das Projekt vollständig allein finanzieren.

#### **Art. 20**

<sup>1</sup> Die Gesuchsteller richten ihre Gesuche an das Verteilorgan desjenigen Kantons, in dem die Tätigkeit stattfinden oder dem sie in erster Linie zugutekommen wird. Davon ausgenommen sind interkantonale oder nationale Projekte gemäss Art. 15.

<sup>2</sup> Das Gesuch beinhaltet eine genaue Beschreibung des Projekts, ein detailliertes Budget, einen Finanzierungsplan sowie die letzten geprüften Jahresrechnungen und Bilanzen der gesuchstellenden Organisation.

#### **Art. 21**

<sup>1</sup> Es besteht kein Recht auf Gewährung eines Beitrags.

<sup>2</sup> Die Verteilorgane befinden vollkommen unabhängig über die an sie gerichteten Beitragsgesuche.

<sup>3</sup> Die kantonalen Verteilorgane stützen sich bei ihren Beschlüssen über die Gewährung und die Höhe von Beiträgen auf folgende Kriterien:

- a) die Gemeinnützigkeit des Projekts, insbesondere seinen unverwechselbaren, einzigartigen, innovativen oder nachhaltigen Charakter;
- b) eine qualitative Beurteilung des Projekts und der allgemeinen Fähigkeit des Gesuchstellers, dessen Umsetzung zu gewährleisten;
- c) die finanzielle Lage der gesuchstellenden Organisation und die Beteiligung dieser Organisation oder anderer Beitragsquellen an der Finanzierung des Projekts;



d) l'économicité du projet et la fiabilité des estimations et devis.

<sup>4</sup> Les cantons peuvent prévoir des critères plus détaillés par voie réglementaire.

<sup>5</sup> Les organes de répartition veillent, ce faisant, à assurer autant que possible une égalité de traitement entre les demandes.

<sup>6</sup> Les organes cantonaux de répartition tiennent compte de la qualité des justificatifs fournis par le demandeur pour d'éventuelles contributions obtenues dans le passé.

<sup>7</sup> Les cantons peuvent prévoir que les décisions des organes de répartition sont soumises à approbation du Conseil d'Etat.

<sup>8</sup> Les décisions des organes de répartitions relatives aux contributions sont définitives.

#### **Art. 22**

<sup>1</sup> La décision d'octroi d'une contribution peut être révoquée et le remboursement exigé si les conditions de son octroi ne sont plus remplies ou si le bénéficiaire ne respecte pas, d'une quelconque manière, les conditions de la décision ou la réglementation applicable.

<sup>2</sup> Lorsque la décision d'octroi fait l'objet d'une ratification par le Conseil d'Etat selon le droit cantonal, sa révocation doit également être ratifiée par le Conseil d'Etat.

### **CHAPITRE 9 Incompatibilités**

#### **Art. 23**

<sup>1</sup> Les membres en activité des gouvernements des cantons signataires ne peuvent pas:

- a) être sociétaires de la Loterie Romande et siéger à son assemblée générale;
- b) siéger au Conseil d'administration de la Loterie Romande;
- c) siéger au sein des organes cantonaux de répartition.

d) die Wirtschaftlichkeit des Projekts und die Verlässlichkeit der Schätzungen und Kostenvoranschläge.

<sup>4</sup> Die Kantone können auf reglementarischem Weg detailliertere Kriterien erlassen.

<sup>5</sup> Die Verteilorgane achten auf eine möglichst rechtsgleiche Behandlung der Gesuche.

<sup>6</sup> Die kantonalen Verteilorgane berücksichtigen die Qualität der Nachweise, die der Gesuchsteller im Rahmen allfälliger bereits in der Vergangenheit gewährter Beiträge zur Verfügung gestellt hat.

<sup>7</sup> Die Kantone können vorsehen, dass die Beschlüsse der Verteilorgane vom Staatsrat genehmigt werden müssen.

<sup>8</sup> Die Beschlüsse der Verteilorgane über Beiträge sind unanfechtbar.

#### **Art. 22**

<sup>1</sup> Der Beschluss über die Gewährung eines Beitrags kann widerrufen und die Rückerstattung kann verlangt werden, wenn die Voraussetzungen für die Beitragsgewährung nicht mehr erfüllt sind oder wenn der Begünstigte in irgendeiner Weise die Bedingungen des Beschlusses oder die anwendbaren Vorschriften nicht einhält.

<sup>2</sup> Unterliegt der Beschluss über die Gewährung nach kantonalem Recht einem Genehmigungsvorbehalt durch den Staatsrat, muss auch der Widerruf vom Staatsrat genehmigt werden.

### **9. KAPITEL Unvereinbarkeit**

#### **Art. 23**

<sup>1</sup> Aktive Regierungsmitglieder der Unterzeichnerkantone dürfen:

- a) nicht Vereinsmitglieder der Loterie Romande sein und in ihrer Generalversammlung Einsitz nehmen;
- b) nicht im Verwaltungsrat der Loterie Romande Einsitz nehmen;
- c) nicht in den kantonalen Verteilorgane Einsitz nehmen.

<sup>2</sup> Un membre d'un organe de répartition ne peut pas être simultanément membre du conseil d'administration de la Loterie Romande.

## **CHAPITRE 10**

### **Règlement des litiges**

#### **Art. 24**

<sup>1</sup> Les cantons signataires s'efforcent de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation, à l'application ou à l'exécution de la présente convention.

<sup>2</sup> S'ils n'y parviennent pas, le litige sera porté devant la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal vaudois.

## **CHAPITRE 11**

### **Commission de contrôle interparlementaire**

#### **Art. 25** Composition

<sup>1</sup> Les cantons signataires instituent une commission de contrôle interparlementaire inspirée du chapitre 4 de la CoParl afin de mettre en œuvre un contrôle interparlementaire des organes intercantonaux institués par la présente convention.

<sup>2</sup> La commission interparlementaire est composée de trois membres par canton signataire, désignés par le parlement de chaque canton selon la procédure qu'il applique à la désignation des membres de ses propres commissions.

<sup>3</sup> Elle élit une présidente ou un président et une vice-présidente ou un vice-président en son sein pour une année. L'élection a lieu au premier tour à la majorité absolue et au second tour à la majorité relative. Les deux membres choisis doivent appartenir à des délégations de deux cantons différents.

<sup>2</sup> Ein Mitglied eines Verteilorgans darf nicht gleichzeitig Mitglied des Verwaltungsrats der Loterie Romande sein.

## **10. KAPITEL**

### **Beilegung von Streitigkeiten**

#### **Art. 24**

<sup>1</sup> Die Unterzeichnerkantone bemühen sich, alle Meinungsverschiedenheiten im Zusammenhang mit der Auslegung, der Anwendung oder der Durchführung dieser Vereinbarung gütlich zu regeln.

<sup>2</sup> Gelingt ihnen dies nicht, wird als Gerichtsstand das «Cour de droit administratif et public» (Verwaltungsgericht) des Waadtländer Kantonsgerichts vereinbart.

## **11. KAPITEL**

### **Interparlamentarische Kommission**

#### **Art. 25** Zusammensetzung

<sup>1</sup> Die Unterzeichnerkantone setzen auf Grundlage von Kapitel 4 ParlVer eine interparlamentarische Kommission ein, um eine interparlamentarische Aufsicht der durch diese Vereinbarung geschaffenen interkantonalen Organe zu gewährleisten.

<sup>2</sup> Jeder Unterzeichnerkanton entsendet drei Mitglieder in die interparlamentarische Kommission, die von den Parlamenten der einzelnen Kantone gemäss den geltenden Verfahren für die Besetzung ihrer eigenen Kommissionen bestimmt werden.

<sup>3</sup> Die interparlamentarische Kommission wählt aus ihrer Mitte für ein Jahr eine Präsidentin oder einen Präsidenten sowie eine Vizepräsidentin oder einen Vizepräsidenten. Die Wahl erfolgt im ersten Wahlgang mit der absoluten Mehrheit, im zweiten Wahlgang mit der relativen Mehrheit der Stimmen. Die beiden gewählten Mitglieder müssen den Delegationen verschiedener Kantone angehören.

## **Art. 26** Fonctionnement

<sup>1</sup> La commission interparlementaire se réunit aussi souvent que le contrôle interparlementaire coordonné l'exige mais au minimum une fois par an.

<sup>2</sup> Elle prend ses décisions à la majorité des membres présents.

<sup>3</sup> Elle est conduite par la présidente ou le président ou, en cas d'absence, par la vice-présidente ou le vice-président.

<sup>4</sup> Pour le surplus, la commission s'organise librement.

## **Art. 27** Tâches

<sup>1</sup> La commission interparlementaire est chargée du contrôle interparlementaire coordonné des organes intercantonaux institués par la présente convention, à savoir:

- a) la Conférence romande des membres de gouvernement concernés par les jeux d'argent (CRJA);
- b) la Conférence des Présidentes et des présidents des Organes de Répartition (CPOR);
- c) la Conférence des Présidentes et des présidents des Organes de Répartition du sport (CPORS).

<sup>2</sup> La commission interparlementaire examine le rapport annuel et les comptes spéciaux du tribunal des jeux d'argent visés à l'art. 5, let. f de la Convention sur les jeux d'argent, qui lui est transmis par la CRJA. Elle peut communiquer des observations à la CRJA.

<sup>3</sup> Les tâches de la commission de contrôle interparlementaire portent sur le contrôle d'un point de vue stratégique et général. Une attention particulière est portée aux enjeux suivants:

- a) la politique de protection des mineurs et de la population selon l'art. 3, al. 1, let. c;
- b) l'accomplissement des tâches de la CRJA définies à l'art. 6, al. 2, let. h à j.

<sup>4</sup> La CRJA est tenue, sur requête écrite de la commission de contrôle interparlementaire, de transmettre à celle-ci toute pièce utile en sa possession et de lui fournir tout renseignement nécessaire en rapport avec la présente convention. Le droit fédéral reste réservé.

<sup>5</sup> La commission de contrôle interparlementaire adresse une fois par année aux parlements des cantons signataires un rapport sur les résultats de son contrôle.

## **Art. 26** Arbeitsweise

<sup>1</sup> Die interparlamentarische Kommission tritt so oft zusammen, wie die koordinierte interparlamentarische Aufsicht dies erfordert, mindestens jedoch einmal jährlich.

<sup>2</sup> Sie fasst ihre Beschlüsse mit Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder.

<sup>3</sup> Sie wird von der Präsidentin oder vom Präsidenten oder in deren oder dessen Abwesenheit von der Vizepräsidentin oder vom Vizepräsidenten geleitet.

<sup>4</sup> Im Übrigen organisiert sich die Kommission selbst.

## **Art. 27** Aufgaben

<sup>1</sup> Der interparlamentarischen Kommission obliegt die koordinierte interparlamentarische Aufsicht über die durch diese Vereinbarung geschaffenen interkantonalen Organe, nämlich:

- a) der Westschweizer Fachdirektorenkonferenz Geldspiele (CRJA);
- b) der Präsidenten-Konferenz der Verteilorgane (CPOR);
- c) der Präsidenten-Konferenz der Verteilorgane für den Sport (CPORS).

<sup>2</sup> Die interparlamentarische Kommission prüft den Jahresbericht und die Sonderrechnung des Geldspielgerichts nach Art. 5 lit. f des Gesamtschweizerischen Geldspielkonkordats, die ihr von der CRJA übermittelt werden. Sie kann der CRJA ihre Feststellungen mitteilen.

<sup>3</sup> Die Aufgaben der interparlamentarischen Kommission beinhalten die strategische und die allgemeine Aufsicht. Den folgenden Herausforderungen ist besondere Beachtung zu schenken:

- a) Minderjährigen- und Bevölkerungsschutz gemäss Art. 3 Abs. 1 lit. c;
- b) Erfüllung der Aufgaben der CRJA gemäss Art. 6 Abs. 2 lit. h bis j.

<sup>4</sup> Die CRJA ist verpflichtet, der interparlamentarischen Kommission auf schriftliche Anforderung hin alle ihr vorliegenden sachdienlichen Unterlagen zu übermitteln und ihr alle erforderlichen Auskünfte im Zusammenhang mit dieser Vereinbarung zu erteilen. Die Anwendung von Bundesrecht bleibt vorbehalten.

<sup>5</sup> Die interparlamentarische Kommission legt den Parlamenten der Unterzeichnerkantone einmal jährlich einen Bericht über die Ergebnisse ihrer Aufsichtstätigkeit vor.

## CHAPITRE 12

### Dispositions finales et transitoires

#### Art. 28

<sup>1</sup> La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

<sup>2</sup> La CRJA procédera à une évaluation de l'application de la convention dans les cinq ans dès son entrée en vigueur. Sur la base de son évaluation, elle proposera les adaptations de la convention qui paraissent nécessaires.

<sup>3</sup> Chaque canton peut dénoncer la présente convention pour la fin d'une année, mais au plus tôt à la fin de la dixième année suivant son entrée en vigueur, sur préavis reçu par les autres cantons au moins deux ans avant le terme. La convention reste en vigueur pour les autres cantons signataires.

#### Art. 29

La présente convention abroge et remplace les Conventions relatives à la Loterie Romande (numérotées 1 à 9) et leurs avenants.

#### Art. 30

La présente convention entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour autant qu'au moins deux cantons l'aient adoptée.

#### Art. 31

<sup>1</sup> Les cantons signataires adaptent leur législation de manière à ce qu'elle réponde aux exigences de la présente convention au plus tard le 1<sup>er</sup> juin 2021.

<sup>2</sup> Les décisions prises par les organes cantonaux de répartition après l'entrée en vigueur de cette convention mais avant l'adaptation de la législation cantonale sont régies par l'ancien droit.

*Ainsi conclue à Berne, le 29 novembre 2019.*

## 12. KAPITEL

### Schluss- und Übergangsbestimmungen

#### Art. 28

<sup>1</sup> Diese Vereinbarung ist unbefristet.

<sup>2</sup> Die CRJA beurteilt die Anwendung der Vereinbarung innert fünf Jahren seit ihrem Inkrafttreten. Gestützt auf diese Beurteilung schlägt sie aus ihrer Sicht erforderliche Anpassungen vor.

<sup>3</sup> Jeder Kanton kann diese Vereinbarung auf Ende Jahr kündigen, frühestens jedoch auf Ende des zehnten Jahres seit ihrem Inkrafttreten. Die Kündigung muss bei den anderen Kantonen mindestens zwei Jahre im Voraus eingehen. Für die verbleibenden Unterzeichnerkantone bleibt die Vereinbarung in Kraft.

#### Art. 29

Mit dieser Vereinbarung werden die Vereinbarungen über die Loterie Romande (von 1 bis 9 nummeriert) und ihre Nachträge aufgehoben und ersetzt.

#### Art. 30

Diese Vereinbarung tritt am 1. Januar 2021 in Kraft, sofern sie von mindestens zwei Kantonen verabschiedet wird.

#### Art. 31

<sup>1</sup> Die Unterzeichnerkantone passen ihre Gesetzgebung bis spätestens zum 1. Juni 2021 an die Anforderungen dieser Vereinbarung an.

<sup>2</sup> Die von den kantonalen Verteilorganen nach Inkrafttreten dieser Vereinbarung, jedoch vor der Anpassung der kantonalen Gesetzgebung gefassten Beschlüsse unterliegen dem alten Recht.

*So vereinbart in Bern am 29. November 2019.*